

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS



www.cnrs.fr

N°7

JUILLET 2022

Table des matières

02. L'organisation générale du CNRS

02.10 Les instances consultatives

02.10.03 Les conseils scientifiques d'institut

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Conseils scientifiques d'Instituts du Centre national de la recherche scientifique - 24/06/2022 - - DEC221863SGCN..... p.14

04. Personnels

04.02 Recrutement

04.02.03 Personnels contractuels de droit public

04.02.03.04 CDD réservés aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Décision portant création d'une commission d'interclassement pour le recrutement de chercheurs par voie contractuelle, en application de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984 - 26/07/2022 - - DEC221999SGCN..... p.17

04.06 Droits et garanties

04.06.02 Garanties

04.06.02.02 Harcèlement moral, harcèlement sexuel, non discrimination

Circulaire CIR211829DRH du 12/04/2021 modifiée le 01/07/2022 relative au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes au travail - 01/07/2022 - - CIR211829DRH-2..... p.19

04.08 Traitement, indemnités, primes et remboursements de frais

04.08.02 Rémunérations

Décision portant modification du barème des rémunérations forfaitaires des personnels contractuels du CNRS annexé à la circulaire n° CIR130864DRH du 12 mars 2013 - 08/06/2022 - - DEC221342DRH..... p.38

04.08.24 Régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC)

Lignes directrices de gestion du CNRS relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC) - 30/06/2022 - - DEC221843DRH..... p.40

07. Mesures particulières du CNRS

07.01. Décisions de nomination, cessation de fonction

Administration centrale

2022

Décision de prolongation de chargée de mission pour Mme Anne-Dominique LODEHO-DEVAUCHELLE aux fonctions de chargé de mission - 19/01/2022 - - DEC220085DRH..... p.47

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Beatrice Dolci aux fonctions de responsable du pôle accords, propriété intellectuelle et valorisation de la direction des affaires juridiques - 27/07/2022 - - DEC221972DAJ..... p.48

Décision portant nomination de Mme Sophie NICOUD aux fonctions de chargé de mission - 13/04/2022 - - DEC221170MITI..... p.49

Décision portant renouvellement de la nomination de Mme Katia BARRAL fonctions de chargée de mission. - 19/01/2022 - - DEC220469DRH..... p.50

Décision n° DEC221308DCIF du 13/04/2022 portant nomination de M. Alain DEDENIS aux fonctions de chargé de mission à temps partiel. - 13/04/2022 - - DEC221308DCIF..... p.51

Décision portant nomination de Mme Meryl AIRAULT aux fonctions de responsable adjointe du service du conseil et de l'expertise juridiques de la direction des ressources humaines - 30/06/2022 - - DEC221903DRH..... p.52

DR02

2022

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Théodora Psychoyou, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8223 intitulée Institut de recherche en Musicologie (IREMUS) - 26/07/2022 - - DEC221788INSHS..... p.53

Décision portant désignation de Mme Hélène Thomassin-Bourrel aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7622 intitulée Laboratoire de Biologie de Développement

- 04/04/2022 - - DEC221325DR02..... p.54

Décision portant nomination de Mme Violaine Nicolas-Colin aux fonctions de directrice par intérim de l'Unité Mixte de Recherche n°7205 intitulée « Institut de Systématique, Evolution, Biodiversité (ISYEB) ». - 15/06/2022 - - DEC221500INEE..... p.56

Décision portant fin de fonction et nomination de Mme Aurèle Crasson aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8132 intitulée Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM)

- 14/06/2022 - - DEC221755DR02..... p.57

Décision portant nomination de Mme Marine Robouam aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité FR3631 intitulée Institut de biologie Paris-Seine

- 14/06/2022 - - DEC221761DR02..... p.58

Décision portant désignation de Mme Lise-Marie Chamoreau aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire (IPCM)

- 23/06/2022 - - DEC221762DR02..... p.60

DR04

2021

Décision portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie de recettes de la délégation régionale Ile de France Gif sur Yvette, service STL, MOY400 - 12/07/2021 - - DEC212424DR04..... p.62

Décision n° DEC212956DCIF du 07/09/2021 portant cessation de Monsieur Lionel DEMEZET de ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Ile-de-France Gif-sur-Yvette » du CNRS et nomination de Monsieur Marc FRANCOIS aux fonctions d'agent comptable secondaire, par intérim, de la délégation régionale « Ile-de-France Gif-sur-Yvette » du CNRS - 07/09/2021 - - DEC212956DCIF..... p.65

2022

Décision portant nomination de Mme Adeline HUMBERT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

- 30/03/2022 - - DEC221182DR04..... p.66

Décision portant nomination de Mme Ozlam ORAL aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7642 intitulée Laboratoire des solides irradiés

- 21/06/2022 - - DEC221179DR04..... p.67

Décision portant nomination de M. Eric HERRMANN aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

- 30/03/2022 - - DEC221176DR04..... p.68

Décision portant nomination de Mme Malak BIGOURD aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8190 intitulée Laboratoire "Atmosphères et observations spatiales"

- 18/05/2022 - - DEC221175DR04..... p.69

Décision portant nomination de Mme Elise MICHEL aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8531 intitulée Photophysique et photochimie supramoléculaires et macromoléculaires

- 24/03/2022 - - DEC221173DR04..... p.70

Décision portant nomination de M. Flavien DELGEHIER aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8029 intitulée Systèmes et applications des technologies de l'information et de l'énergie

- 11/04/2022 - - DEC221172DR04..... p.71

Décision portant nomination de M. Stéphane Menozzi aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 8071 intitulée « Laboratoire de Mathématiques et Modélisation d'Evry » (LaMME).

- 26/07/2022 - - DEC221802INSMI..... p.72

Décision portant nomination de M. Dimitri Zvonkine aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 8100 intitulée « Laboratoire de mathématiques de Versailles » (LMV).

- 26/07/2022 - - DEC221870INSMI..... p.73

Décision portant désignation de Mme Tatiana TIMTCHENKO aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule.

- 14/06/2022 - - DEC221439DR04..... p.74

Décision portant désignation de M. Marc BONNET aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9026 intitulée Laboratoire de mécanique Paris-Saclay

- 20/06/2022 - - DEC221453DR04..... p.75

Décision portant désignation de M. Sébastien WURTH aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis - Irène Joliot-Curie.

- 25/05/2022 - - DEC221441DR04..... p.76

Décision portant désignation de M. Mickaël POIDEVIN aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

- 14/06/2022 - - DEC221437DR04..... p.77

Décision portant désignation de M. Maher OMEICH aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis - Irène Joliot-Curie.

- 25/05/2022 - - DEC221436DR04..... p.78

Décision portant désignation de M. Jean-François LE DU aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis - Irène Joliot-Curie.

- 25/05/2022 - - DEC221469DR04..... p.79

Décision portant désignation de Mme Gaëlle AMIRI aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8635 intitulée Groupe d'études de la matière condensée

- 10/06/2022 - - DEC221335DR04..... p.80

Décision portant désignation de M. Rodolphe AUGER aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

- 14/06/2022 - - DEC221413DR04..... p.81

Décision portant désignation de Mme Marie BOUDSOCQ aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9213 intitulée Institut des sciences des plantes de Paris Saclay

- 01/06/2022 - - DEC221414DR04..... p.82

Décision portant désignation de M. Nicolas MANDVILLE aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis - Irène Joliot-Curie.

- 25/05/2022 - - DEC221416DR04..... p.83

Décision portant désignation de Mme Maria COSTA aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

- 14/06/2022 - - DEC221417DR04..... p.84

Décision portant désignation de M. Atanas DINKOV aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis - Irène Joliot-Curie.

- 25/05/2022 - - DEC221426DR04..... p.85

Décision portant désignation de Mme Hélène FAURE aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9197 intitulée Institut des neurosciences Paris-Saclay

- 10/06/2022 - - DEC221427DR04..... p.86

Décision portant désignation de M. Jérôme MARROT aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8180 intitulée Institut Lavoisier de Versailles

- 21/06/2022 - - DEC221428DR04..... p.87

Décision portant désignation de Mme Audrey LABARDE aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

- 14/06/2022 - - DEC221429DR04..... p.88

DR05

2022

Décision portant nomination de M. Bertrand Deroin aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 8088 intitulée « Analyse, géométrie et modélisation » (AGM). - 26/07/2022 - - DEC221803INSML..... p.89

DR06

2022

Décision portant nomination du régisseur auprès de la régie temporaire de recettes du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274). - 27/06/2022 - - DEC221869DR06..... p.90

DR07

2021

Décision modificative de la décision DEC200563DR07 du 28 Février 2020, portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie de recettes ou d'avances ou de recettes et d'avances de l'UMR5824 GATE Groupe d'Analyse et de Théorie Economique Lyon Saint-Etienne - 28/09/2021 - - DEC212914DR07..... p.93

2022

Décision portant nomination de Mme Michèle WEISS aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5261 intitulée "Pathophysiologie et génétique du neurone et du muscle".

- 20/05/2022 - - DEC221244DR07..... p.95

Décision portant nomination de M. VERRIER aux fonctions de chargé de mission - 13/04/2022 - - DEC221156DRH..... p.96

Décision portant nomination de M. Abdelhamid AIT MOUHEB aux fonctions d'assistant de prévention au sein de la MOY700 intitulée "Délégation Rhône Auvergne".

- 11/07/2022 - - DEC221908DR07..... p.97

Décision portant renouvellement de Madame Aurélie DE SOUSA aux fonctions de chargée de mission - 06/07/2022 - - DEC221905DRH..... p.99

Décision portant nomination de Mme Graziella RICHARD aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6293 intitulée "Génétique, reproduction et développement". - 14/06/2022 - - DEC221713DR07..... p.100

Décision portant nomination de Mme Marie-Noëlle PÉLISSIER aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6293 intitulée "Génétique, reproduction et développement".

- 14/06/2022 - - DEC221712DR07..... p.102

DR08

2021

Décision portant nomination de Mme Maryline LEMEE-LAUBE aux fonctions de Personne Compétente en Radioprotection de l'UAR44 intitulée « Typage et Archivage d'Animaux Modèles » TAAM. - 04/10/2021 - - DEC211955DR08..... p.104

Décision portant nomination de Mme Stéphanie RETIF aux fonctions de Personne Compétente en Radioprotection de l'UAR44 intitulée « Typage et Archivage d'Animaux Modèles » TAAM. - 04/10/2021 - - DEC211954DR08..... p.105

2022

Décision portant désignation de Mme Audrey ALLAVENA aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité mixte de recherche UMR7285, intitulée « Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers » IC2MP. - 14/03/2022 - - DEC221142DR08..... p.106

Décision portant nomination de Mme Chloé ROBIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » - CBM. - 25/04/2022 - - DEC220884DR08..... p.107

Décision portant désignation de M. David MELLIER aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité propre de recherche UPR3346 intitulée « Institut P' : Recherche et Ingénierie en Matériaux, Mécanique et Énergétique » - PPRIME. - 22/10/2021 - - DEC220878DR08..... p.108

Décision portant nomination de M. Henrique DA MOTA ROCHA aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7065 intitulée « Institut de Recherche sur les Archéomatériaux » - IRAMAT. - 03/05/2022 - - DEC220874DR08..... p.109

Décision portant désignation de Mme Christelle OBLET aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7276 intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL. - 04/04/2022 - - DEC220854DR08..... p.110

Décision portant nomination de Mme Claire CARRION aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7276 intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL. - 04/05/2022 - - DEC220847DR08..... p.111

Décision portant nomination de Mme Catherine OUK aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7276 intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL. - 03/05/2022 - - DEC220845DR08..... p.112

Décision portant nomination de M. Simon DENIS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte de recherche UMR7372 intitulée « Centre d'Études Biologiques de Chizé » - CEBC - 07/03/2022 - - DEC220814DR08..... p.113

Décision portant nomination de M. Eric BOURHIS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7374 intitulée « Interfaces Confinement Matériaux et Nanostructures » - ICMN - 21/04/2022 - - DEC221479DR08..... p.114

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Ludovic Hamon, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7323 intitulée Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR) - 26/07/2022 - - DEC221258INSHS..... p.115

Décision portant désignation de Mme Anne BRACONNIER aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité propre de recherche UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » - CBM. - 25/04/2022 - - DEC221462DR08..... p.116

Décision portant désignation de Mme Virginie GAUDON aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité propre de recherche UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » - CBM. - 25/04/2022 - - DEC221461DR08..... p.117

Décision portant nomination de M François DEBIEN aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UAR3565 intitulée « Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers » - MSHSP. - 23/03/2022 - - DEC221206DR08..... p.118

Décision portant fin de fonction de M Sébastien BOUILLON aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UPR3079 intitulée « Conditions Extrêmes et Matériaux : Haute température et Irradiation » - CEMHTI. - 04/05/2022 - - DEC221554DR08..... p.119

DR10

2022

Décision portant nomination de Mme Agnès Gaudry aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR9002 intitulée Architecture et réactivité de l'ARN (ARN). - 11/05/2022 - - DEC221637DR10..... p.120

Décision portant nomination de M. Jérôme Monteillet aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité IPCMS intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS). - 11/05/2022 - - DEC221642DR10..... p.121

Décision portant désignation de M. Guillaume Fleith aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UPR22 intitulée Institut Charles Sadron (ICS). - 01/06/2022 - - DEC221732DR10..... p.122

Décision portant nomination de M. Philippe ACKERER en qualité de chargé de mission institut (CMI) à l'INSU. - 29/06/2022 - - DEC221862INSU..... p.124

Décision portant nomination de Mme Wahida Kihal aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°7362 intitulée « Laboratoire Image, Ville, Environnement (LIVE) » - 27/07/2022 - - DEC221918INEE..... p.125

DR11

2022

Décision portant nomination de M. Laurent Derome, directeur de l'unité mixte de recherche UMR5821 intitulée Laboratoire de physique subatomique et de cosmologie - 22/07/2022 - - DEC221896IN2P3..... p.126

DR12

2022

Décision portant nomination de Mme Emilie COUREL aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UAR1885 intitulée Maison Asie Pacifique - 12/01/2022 - - DEC221678DR12..... p.127

Décision portant nomination de M. Antoine ROUGIER, aux fonctions de responsable adjoint du service partenariat et valorisation (SPV) de la délégation régionale Provence et Corse (DR12) - 18/07/2022 - - DEC221992DR12..... p.128

Décision portant nomination de M. Nicolas AUROY aux fonctions de responsable de service adjoint du service technique et logistique (STL) de la délégation régionale Provence et Corse (DR12) -

01/06/2022 - - DEC221893DR12..... p.129

Décision portant nomination de M. Nicolas Roche aux fonctions de directeur par intérim de la fédération de recherche n°3098 intitulée « Ecosystèmes Continentaux et Risques Environnementaux (ECCOREV) » - 22/07/2022 - - DEC221907INEE..... p.130

Décision portant cessation de fonctions de M. Alain Roussel, directeur adjoint de l'unité n°7257 intitulée « Architecture et fonction des macromolécules biologiques (AFMB) » - 12/04/2022 - - DEC221037INSB..... p.131

Décision portant nomination de Mme Louiza SANCHEZ aux fonctions de responsable du service partenariat et valorisation (SPV) de la délégation Provence et Corse (DR12) - 18/07/2022 - - DEC221990DR12..... p.132

DR13

2022

Décision DEC221797DRH du 16/06/2022 portant nomination de Mme Gaëlle Ibanez aux fonctions de chargée de mission - 16/06/2022 - - DEC221797DRH..... p.133

Décision n° DEC221810DCIF du 20/06/2022 portant cessation de Monsieur Laurent VEZINHET de ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Occitanie Est » du CNRS et nomination de Madame Béatrice GELY aux fonctions d'agent comptable secondaire, par intérim, de la délégation régionale « Occitanie Est » du CNRS - 20/06/2022 - - DEC221810DCIF..... p.134

DR14

2022

Décision portant nomination de M. Michel GREGOIRE en qualité de chargé de mission institut (CMI) à l'INSU à compter du 01/09/2022. - 29/06/2022 - - DEC221795INSU..... p.135

DR15

2021

Décision modifiant la décision DEC210791DRH portant nomination de Mme Laurence Gimenez aux fonctions de chargée de mission.

- 11/05/2021 - - DEC211871DRH..... p.136

2022

Décision portant nomination de Mme Caroline VERGNIEUX aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés - 15/06/2022 - - DEC221505DR15..... p.137

Décision portant nomination de M. BERTHOMIERE aux fonctions de chargé de mission - 13/04/2022 - - DEC221154DRH..... p.139

Décision portant nomination de M. Yannick LEFRAIS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés - 15/06/2022 - - DEC221504DR15..... p.140

Décision portant désignation de Mme Chantal TRIBOLO aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'UMR6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés - 15/06/2022 - - DEC221271DR15..... p.142

Décision portant cessation de fonctions de M. Jérôme Baufreton, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°5293 intitulée « Institut des Maladies Neurodégénératives (IMN) » - 12/04/2022 - - DEC221129INSB..... p.144

DR16

2022

Décision portant nomination de Monsieur Jean Gabriel CUBY aux fonctions de directeur de l'unité d'appui et de recherche UAR2208 CFHT intitulée Télescope Canada France Hawaïi. - 30/06/2022 - - DEC221609INSU..... p.145

DR17

2022

Décision portant nomination de M. Emmanuel BRASSEUR aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'Unité Mixte de Recherche UMR6613 intitulée Laboratoire d'Acoustique de l'Université du Mans (LAUM) - 23/06/2022 - - DEC221022DR17..... p.146

DR19

2022

Décision portant nomination de M. Cyril AUBERT-GEOFFROY aux fonctions de chargé de mission - 19/01/2022 - - DEC220102DRH..... p.148

Instituts

2022

Décision portant nomination de Mmes Florence EPRON et Karine DE OLIVEIRA VIGIER, directrices adjointes de l'unité mixte de recherche UMR 7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP) - 25/07/2022 - - DEC221745INC..... p.149

Décision portant nomination de M. Grégory MARQUE aux fonctions de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche UMR 9006 intitulée Institut Photovoltaïque d'Ile-de-France (IPVF) - 25/07/2022 - - DEC221748INC..... p.150

Décision portant nomination de M. Rodophe JAZZAR aux fonctions de directeur adjoint de l'international research laboratory - IRL 3555 intitulé UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory - 25/07/2022 - - DEC221747INC..... p.151

Décision portant nomination de M. Dominique ARMSPACH aux fonctions de directeur adjoint par intérim de la fédération de recherche FR 2010 intitulée Fédération de chimie « Le Bel » - 25/07/2022 - - DEC221735INC..... p.152

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Emmanuelle VULLIET, directrice par intérim et M. Vincent DUGAS, directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche de l'UMR5280 intitulée Institut des Sciences Analytiques (ISA) - 25/07/2022 - - DEC221734INC..... p.153

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Patricia BUSCA, directrice par intérim et M. Marc ROBERT directeur adjoint par intérim de la fédération de recherche FR2046 intitulée Fédération de Chimie de l'Université Paris (Fed-CUP) - 25/07/2022 - - DEC221730INC..... p.154

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Martine MAYNE, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 3685 intitulée Nanosciences et Innovation pour les matériaux, la Biomédecine et l'Energie (NIMBE) - 25/07/2022 - - DEC221653INC..... p.155

07.02. Décisions - délégations de signature

Administration centrale

2022

Décision portant délégation à Mme Ghislaine Bala, directrice des comptes et de l'information financière, en matière de téléprocédures sur le portail « impots.gouv.fr » - 12/07/2022 - - DEC221743DAJ..... p.156

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Michel Dayde, directeur adjoint scientifique de l'Institut national des sciences de l'information et de leurs interactions (INS2I) - 15/07/2022 - - DEC221759DAJ..... p.158

Décision portant modification de la décision DEC220218DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques - 27/07/2022 - - DEC221973DAJ..... p.159

DR01 - Paris-Villejuif

2022

Décision portant délégation de signature à M. Iordanis Kerenidis, directeur de la FR3640 intitulée « Paris Centre for Quantum Computing » (PCQC) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 20/04/2022 - - DEC221621DR01..... p.160

Décision portant délégation de signature à Madame Swanie Potot, directrice de l'UMR8245 intitulée « Unité de recherche migration et société » (URMIS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 25/05/2022 - - DEC221899DR01..... p.162

Décision portant délégation de signature à Madame Anne Amy-Klein, directrice de l'UMR7538 intitulée « Laboratoire de physique des lasers » (LPL), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/07/2022 - - DEC222043DR01..... p.164

DR02

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Violaine NICOLAS-COLIN, directrice de l'unité UMR7205 intitulée Institut de Systématique, Evolution, Biodiversité - ISYEB, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 20/07/2022 - - DEC221991DR02..... p.166

Décision portant délégation de signature à M. Bruno MIROUX, directeur de l'unité UMR7099 intitulée Laboratoire de biologie physico-chimique des protéines membranaires - LBPCPM, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 08/07/2022 - - DEC221923DR02..... p.168

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie GUILLARD, directrice de plein exercice de l'unité UMR7088 intitulée Dauphine Recherches en Management - DRM, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 13/07/2022 - - DEC221976DR02..... p.170

DR04

2022

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR2206 intitulée Prévention du risque chimique - 14/06/2022 - - DEC221851DR04..... p.172

Décision portant délégation de signature à Monsieur Fabrizio PARISELLI directeur de l'unité UAR2206 intitulée Prévention du risque chimique, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 14/06/2022 - - DEC221850DR04..... p.173

Décision portant abrogation de la décision DEC220551DR04 du 1er janvier 2022 portant délégation de signature à Madame Claudine MÉDIGUE, directrice de l'unité UAR3601 intitulée Institut français de bioinformatique, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/06/2022 - - DEC221883DR04..... p.175

DR07

2022

Décision portant délégation de signature à M. Mathieu Hébert, directeur de l'unité GDR2044 intitulée Apparence des matériaux : Métrologie, Modélisation, Design de Matériaux (APPAMAT), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/07/2022 - - DEC221989DR07..... p.176

Décision portant délégation de signature à M Stéphane GIOANNI, directeur de l'unité UMR5189 intitulée Histoire et sources des mondes antiques (HISOMA) , par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 06/07/2022 - - DEC221916DR07..... p.178

Décision portant délégation de signature à M. Gilles POLLET, directeur de l'unité UAR2000 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne (MSH - LSE) , par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 28/06/2022 - - DEC221881DR07..... p.180

DR10

2022

Décision portant délégation de signature à M. Pierre RABU, directeur de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 19/07/2022 - - DEC221998DR10..... p.182

DR12

2022

Décision portant délégation de signature à M. Marc TABANI, directeur de l'unité UMR7308 intitulée Centre de recherche et de documentation sur l'Océanie (CREDO), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/07/2022 - - DEC222026DR12..... p.184

Décision portant délégation de signature à Mme Catherine FERNANDEZ de l'unité UMR7263 intitulée Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Ecologie marine et continentale (IMBE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/07/2022 - - DEC221880DR12..... p.186

Décision portant délégation de signature à Mme Virginie BALDY pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7263 intitulée Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale (IMBE) - 01/05/2022 - - DEC221544DR12..... p.188

Décision portant délégation de signature à Mme Catherine FERNANDEZ de l'unité UMR7263 intitulée Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Ecologie marine et continentale (IMBE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/05/2022 - - DEC221542DR12..... p.190

Décision portant délégation de signature à Mme Juliette ESPIE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO) - 01/02/2022 - - DEC220032DR12..... p.192

DR13

2022

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jérôme Vitre, délégué régional pour la circonscription Occitanie Est (DR13) - 27/07/2022 - - DEC221914DAJ..... p.193

DR14

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Virginie MAHDI, Mme Ingrid BONET, M. Emmanuel VIALAN, Mme Aline DUYNSLAEGER M. Christophe CHAUMIER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés - 20/07/2022 - - DEC222016DR14..... p.194

Décision portant délégation de signature à Mme Virginie MAHDI, déléguée régionale adjointe, Mme Ingrid BONET, responsable du SRH, M. Emmanuel VIALAN, chargé de mission et responsable du SAIL, Mme Aline DUYNSLAEGER, responsable du SPV et M. Christophe CHAUMIER, responsable adjoint du SRH, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRAUD, délégué régional de la délégation Occitanie ouest (DR14) - 20/07/2022 - - DEC222015DR14..... p.196

DR15

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Laurence Chevallier pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5319 intitulée Passages - 11/07/2022 - - DEC221927DR15..... p.199

Décision portant délégation de signature à Mme Véronique André-Lamat, directrice de l'UMR5319 intitulée Passages, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 11/07/2022 - - DEC221926DR15..... p.201

DR16

2022

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange - 27/07/2022 - - DEC221937DAJ..... p.203

DR17

2022

Décision portant délégation de signature à M. Gaël Choblet pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6112 intitulée Laboratoire de planétologie et géosciences (LPG) - 01/07/2022 - - DEC221739DR17..... p.204

Décision portant délégation de signature à Mme Catherine Mocquard pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6523 intitulée Laboratoire d'océanographie physique et spatiale (LOPS) - 28/06/2022 - - DEC221101DR17..... p.205

Décision portant délégation de signature à M. Olivier Durand pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6082 intitulée Institut fonctions optiques pour les technologies de l'information (Institut FOTON) - 13/07/2022 - - DEC220834DR17..... p.206

Décision portant délégation de signature à Mme Sandrine Blazy pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6074 intitulée Institut de recherche en informatique et systèmes aléatoires (IRISA) - 30/06/2022 - - DEC220765DR17..... p.207

Décision portant délégation de signature à Mme Corinne Floc'h-Laizet pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3113 intitulée Institut universitaire européen de la mer (IUEM) - 30/06/2022 - - DEC220470DR17..... p.208

07.03. Décisions - création et renouvellement de structures

DR08

2022

Décision modificative de la décision DEC214035DGDS portant modification de typologie et recodification d'Unités de service et de recherche (USR) en Unités d'appui et de recherche (UAR) - changement intitulé de NANCAY en ORN. - 26/07/2022 - - DEC221936INSU..... p.209

DR16

2022

Décision portant renouvellement de l'International Research Laboratory n°2001 intitulée Laboratoire Solomon Lefschetz (LaSol) - 26/07/2022 - - DEC221562INSML..... p.210

07.04. Décisions tarifaires

DR10

2022

Décision relative au tarif des prestations de l'unité UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC)

- 25/07/2022 - - DEC222047DR10..... p.211

Décision relative aux tarifs des prestations/produits de l'unité UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC)

- 22/07/2022 - - DEC222035DR10..... p.213

DR11

2022

Décision relative aux tarifs des prestations de l'unité ICMG (UAR2607) pour la plateforme PMIEL. - 28/06/2022 - - DEC221876DR11..... p.215

07.06. Autres décisions

Administration centrale

2021

Décision portant sur l'accueil en délégation, au CNRS, des enseignants-chercheurs (campagne 2021) - 18/05/2021 - - DEC211872DRH..... p.216

2022

Décision concernant les avancements de grade au choix et par examen de sélection professionnelle au titre de l'année 2023. - 12/05/2022 - - DEC221547DRH..... p.232

Décision relative à l'adaptation des modalités d'organisation de concours du CNRS organisés au titre de l'année 2022 - 07/03/2022 - - DEC220866DRH..... p.235

Décision relative à la création d'un jury d'admission commun aux concours de recrutement des chargés de recherche du CNRS ouverts dans les commissions interdisciplinaires organisés au titre de l'année 2022. - 18/05/2022 - - DEC221681DRH..... p.237

Décision modificative n°2 concernant la campagne d'éméritat au titre de l'année 2022 - 27/06/2022 - - DEC221822DRH..... p.238

Décision modificative relative au jury d'admission commun aux concours de recrutement des directeurs de recherche du CNRS organisés au titre de l'année 2022. - 18/05/2022 - - DEC221682DRH..... p.239

décision modificative n°1 concernant les accueils en délégation campagne 2022-2023 - 01/06/2022 - - DEC221711DRH..... p.240

Décision relative à la création d'un jury d'admission commun aux concours de recrutement des directeurs de recherche du CNRS organisés au titre de l'année 2022. - 07/02/2022 - - DEC220597DRH..... p.242

Décision DEC221757DRH du 21/06/2022 relative au taux de promotion de grade des fonctionnaires ingénieurs, techniciens et adjoints techniques du CNRS, - 21/06/2022 - - DEC221757DRH..... p.246

Décision modificative n°2 concernant les accueils en délégation campagne 2022-2023 - 11/07/2022 - - DEC221790DRH..... p.247

Décision concernant les accueils en résidence campagne 2022-2023 - 21/07/2022 - - DEC221791DRH..... p.249

DR02

2022

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3608 intitulée République des savoirs : Lettres, Sciences, Philosophie - 20/07/2022 - - DEC221849DR02..... p.251

DR06

2022

- Décision portant institution d'une régie temporaire de recettes auprès du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274) - 27/06/2022 - - DEC221868DR06..... p.252

DR07

2022

Décision portant modification de l'intitulé de l'unité mixte de recherche n°5239 intitulée « Laboratoire de biologie moléculaire de la cellule (LBMC) ». - 22/06/2022 - - DEC221519INSB..... p.255

Décision portant modification de la décision n°DEC213557DR07 du 21 octobre 2021 portant création d'un conseil de service au sein de la délégation régionale Rhône Auvergne - 13/07/2022 - - DEC221977DR07..... p.256

DR14

2022

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5277 intitulée Institut de Recherche en Astrophysique et Planétologie (IRAP) - 04/07/2022 - - DEC221902DR14..... p.257

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5312 intitulée Institut Clément Ader (ICA) - 04/07/2022 - - DEC221900DR14..... p.258

DR16

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Sections et Commissions interdisciplinaires du
Comité national de la recherche scientifique - 23/06/2022 - - DEC222000SGCN..... p.259

Décision DEC221641DRH du 07/06/2022 portant nomination de M. Maxime Flamant aux fonctions de chargé de
mission - 07/06/2022 - - DEC221641DRH..... p.262

DEC221863SGCN

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Conseils scientifiques d'Instituts du Centre national de la recherche scientifique.

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Vu, le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique et notamment ses articles 28 et 29 ;

Vu, le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 modifiée fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des conseils scientifiques d'Institut ;

Vu la décision DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca Grassia aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la décision DEC220226DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Francesca Grassia, secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS)

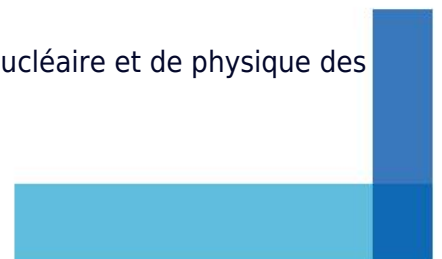
DECIDE**Article 1er**

Les sièges suivants sont à pourvoir, pour les Conseils scientifiques d'Instituts du Centre national de la recherche scientifique mentionnés ci-dessous :

Conseil scientifique d'Institut : « Institut écologie et environnement »
1 siège - Collège électoral B1

Conseil scientifique d'Institut : « Institut des sciences de l'information et de leurs interactions »
1 siège - Collège électoral C

Conseil scientifique d'Institut : « Institut national de physique nucléaire et de physique des particules »
1 siège - Collège électoral C



Conseil scientifique d'Institut : « Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions »
1 siège - Collège électoral B1

Article 2

Les Conseils scientifiques d'Instituts concernés éliront un membre parmi les personnes ayant fait acte de candidature à cette fin.

Article 3

Les candidatures doivent être établies en un fichier unique incluant le formulaire de déclaration de candidature annexé à la présente avec signature manuscrite, accompagné d'un curriculum vitae et le cas échéant, de la liste des travaux, et productions scientifiques les plus récents. Il est recommandé de joindre également une lettre de motivation. L'ensemble du dossier ne devant pas excéder 10 pages.

Elles doivent obligatoirement parvenir au Secrétariat Général du Comité national, soit par courriel (SGCN.Secretariat@cnrs.fr), soit par courrier postal (CNRS-SGCN, 3 rue Michel Ange - 75016 PARIS), **avant le 07 SEPTEMBRE 2022 à 18h00.**

Le formulaire de déclaration de candidature est téléchargeable à l'adresse ci-dessous :
http://www.cnrs.fr/comitenational/sieges_vacants/csi/Annexe_CSI.pdf.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS. Une mention de cette décision sera faite au *Bulletin officiel* du Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation.

Fait à Paris, le 24-JUIN-2022

*Pour le président-directeur général et par délégation,
la secrétaire générale du Comité national*

Francesca Grassia

DEC221999SGCN

Décision portant création d'une commission d'interclassement pour le recrutement de chercheurs par voie contractuelle, en application de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu, la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, et notamment son article 27 ;

Vu, le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu, le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu, le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu, le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat;

Vu, le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu, l'arrêté du 2 décembre 2011 modifié fixant la liste des sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu, le plan d'action annexé au protocole d'accord 2020-2023 pour l'emploi et l'insertion des personnes handicapées signé par le président directeur général le 15 janvier 2021,

DECIDE :

Article 1^{er} - Conformément à la procédure mise en place par le CNRS pour l'application de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, il est créé une commission d'interclassement pour la campagne de recrutement de chercheurs par voie contractuelle au titre de l'année 2022.

Article 2. - Cette commission est présidée par M. Fabien JOBARD, président de la Conférence des Présidents du Comité National.

Article 3. - Outre son Président, cette commission se compose comme suit :

- M. Emmanuel BERTRAND, membre de la CID53 ;
- M. Nicolas BLANCHARD, président de la section 12 ;
- Mme Patricia BONIN, présidente de la section 30 ;
- Mme Frédérique CONRUYT-MOTTE, présidente de la section 17
- Mme Piera GHIA, présidente de la section 01 ;
- M. Jean-Marie GEORGES, président de la section 03 ;
- M. Frédéric HURLET, président de la section 32 ;
- M. Vincent LEBRETON, président de la CID 52 ;



- Mme Claire MANEN, présidente de la section 31 ;
- M. Stéphane POPINET, président de la section 10 ;
- M. Aurélien ROBERT, président de la section 35 ;
- M. Stéphane SABOURAU, président de la section 41 ;
- Mme Béatrice VON HIRSCHHAUSEN, membre de la section 39.

Article 4. - Cette commission examine les rapports scientifiques transmis par les commissions de sélection ad hoc qui ont auditionné les candidats présentés. Elle établit une proposition de liste principale de candidats susceptibles de se voir proposer un contrat à durée déterminée, pris en application de l'article 27 de la loi susvisée. Cette liste est soumise à la direction du centre. Une liste complémentaire de candidats classés par ordre de mérite peut être proposée.

Article 5. - La décision DEC212330SGCN du 6 juillet 2021 portant création d'une commission d'interclassement pour le recrutement de chercheurs par voie contractuelle est abrogée.

Article 6. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS

Fait à Paris, le 26-JUILLET-2022

Antoine Petit



**CIRCULAIRE RELATIVE AU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES
DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT MORAL OU
SEXUEL ET D'AGISSEMENTS SEXISTES AU TRAVAIL**

Circulaire n° CIR211829DRH du 12/04/2021 modifiée le 01/07/2022

Publiée au bulletin officiel du CNRS



SOMMAIRE

TITRE I - LE CHAMP D'APPLICATION DU DISPOSITIF	5
CHAPITRE I – LES ACTES DE VIOLENCE	5
CHAPITRE II – LES ACTES DE DISCRIMINATION	6
CHAPITRE III - LE HARCÈLEMENT MORAL	7
i. Le critère de la répétition	7
ii. La dégradation des conditions de travail	7
iii. Une atteinte aux droits, à la dignité, à la santé physique et mentale ou à l'avenir professionnel de l'agent	7
A. Les atteintes aux droits	8
B. Les atteintes à la dignité	8
C. L'altération de la santé physique et mentale	8
D. Menace sur l'avenir professionnel de l'agent public	8
CHAPITRE IV - LE HARCÈLEMENT SEXUEL	8
i. Le harcèlement sexuel RESULTANT D'agissements répétés	9
II. Le harcèlement sexuel résultant de toute forme de pression grave, même non répétée, dans le but REEL OU APPARENT d'obtenir un acte de nature sexuelle	11
CHAPITRE V – LES AGISSEMENTS SEXISTES	11
TITRE II – LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF	12
CHAPITRE I - LE RECUEIL DES SIGNALEMENTS	12
i. Le référent ou la référente signalement	12
ii. Les modalités de la saisine	12
iii. Le contenu du signalement	13
iv. L'examen de recevabilité du signalement	13
CHAPITRE II - LE TRAITEMENT DES FAITS SIGNALÉS	14
i. L'enquête administrative	14
ii. La décision du P-DG	15
iii. La communication des documents liés à l'enquête administrative	15
iv. La clôture du dossier par le référent ou la référente signalement	16
A. Information des personnes concernées par le signalement	16
B. Traitement des données collectées	16
CHAPITRE III – LA MISE EN PLACE DE MESURES CONSERVATOIRES ET DE PROTECTION APPROPRIÉES	17

CHAPITRE IV – L’ORIENTATION DES AGENTS S’ESTIMANT VICTIMES VERS LES SERVICES ET PROFESSIONNELS COMPÉTENTS CHARGÉS DE LEUR ACCOMPAGNEMENT ET DE LEUR SOUTIEN	
.....	17
TITRE III - LA MISE A DISPOSITION D’UNE PLATE-FORME TELEPHONIQUE D’AIDE AUX VICTIMES OU TEMOINS	
.....	18
TITRE IV - LE SUIVI DU DISPOSITIF	18

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a instauré l'obligation, pour tous les employeurs publics, de définir et de mettre en place un dispositif de signalement au bénéfice des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes. Ce dispositif doit permettre également de recueillir les signalements des témoins de tels agissements. Il est prévu par l'article L135-6 du code général de la fonction publique (CGFP).

Le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 précise le contenu de ce dispositif. Il prévoit notamment la mise en place de procédures visant à recueillir les signalements desdits actes par les victimes ou les témoins, l'orientation des agents victimes ou témoins vers les services en charge de leur accompagnement et de leur soutien, et les procédures d'orientation des mêmes agents vers les autorités compétentes en matière de protection des agents et de traitement des faits signalés.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre de l'obligation faite aux employeurs de préserver la santé et l'intégrité physique de leurs agents, et de les protéger contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont ils pourraient être victimes sans qu'aucune faute ne puisse leur être imputée.

La présente instruction, prise en application de l'arrêté n° ESRH2104693A du 17 mars 2021 portant application, dans les établissements relevant de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, du décret précité, a pour objet de mettre en œuvre ce dispositif de signalement au profit des fonctionnaires et agents contractuels du CNRS, ainsi qu'aux étudiants ou étudiantes stagiaires et aux collaborateurs ou collaboratrices occasionnels présents dans les unités dont le CNRS est tutelle. En revanche, le dispositif ne s'adresse pas aux salariés ou salariées d'entreprises extérieures intervenant au CNRS ou employés par une structure hébergée par le CNRS. Toutefois, les signalements émis par ces personnels feront tout de même l'objet d'un traitement.

La présente instruction sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Par ailleurs, les dispositifs présentés dans cette instruction seront portés à la connaissance des agents sur l'intranet du CNRS et par voie d'affichage dans les unités et services. Une annonce sera faite via la lettre d'information électronique « CNRS Hebdo » lors de l'entrée en vigueur de cette circulaire.

La circulaire n° 112232DRH du 19 septembre 2011 sur le traitement des situations de harcèlement moral au travail et la circulaire n°132991DRH du 6 novembre 2013 relative au traitement des situations de harcèlement sexuel au travail sont abrogées.

TITRE I - LE CHAMP D'APPLICATION DU DISPOSITIF

Sont susceptibles de faire l'objet d'un signalement :

- les actes de violence ;
- les actes de discrimination ;
- les actes de harcèlement moral ou sexuel ;
- les agissements sexistes.

Il est à noter que tout acte faisant l'objet d'un signalement peut s'analyser à la fois comme une faute pénale et comme une faute disciplinaire, ou ne constituer qu'une faute disciplinaire, sans être susceptible de qualification pénale. L'administration n'est pas liée par la qualification pénale des faits. Ainsi, indépendamment d'éventuelles poursuites pénales, l'auteur ou l'auteure des actes signalés pourra être sanctionné sur le terrain disciplinaire.

CHAPITRE I – LES ACTES DE VIOLENCE

Les actes de violence renvoient à tout acte portant atteinte à l'intégrité physique ou psychique d'une personne.

Sur le plan pénal, les actes de violence sont des délits ou des contraventions définis et réprimés par les articles 222-7 et suivants et R624-1 et R625-1 du code pénal. Le degré de gravité et les peines encourues sont fonction du préjudice subi par la victime.

Indépendamment d'une éventuelle qualification pénale, ils sont contraires à l'obligation de dignité imposée aux agents publics et à ce titre peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire.

Il peut s'agir de violences physiques (coups et blessures), ou de violences psychologiques (gestes ou agissements destinés à impressionner fortement, intimider, causer un choc émotionnel ou un trouble psychologique). Il peut aussi s'agir de violences verbales (propos excessifs, blessants, grossiers ou de provocations à la haine, à la violence ou aux discriminations). Les propos tenus sur le ton de l'humour, mais qui blessent ou stigmatisent, peuvent aussi entrer dans cette catégorie. Selon le contexte, ces actes peuvent être constitutifs d'autres infractions (menaces, injures, diffamations, outrages, harcèlement).

Les actes de violence recouvrent également les violences sexuelles (viol, agressions sexuelles, harcèlement sexuel) et les violences sexistes (agissements sexistes). Elles se matérialisent de différentes façons et selon des degrés de gravité différents.

Le viol se distingue des autres agressions sexuelles en ce qu'il suppose un acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, ou tout acte bucco-génital commis sur la personne d'autrui, par violence, contrainte, menace ou surprise. Il est puni d'une peine de 15 ans de réclusion criminelle (article 222-23 du code pénal). Les agressions sexuelles autres que le viol sont punies de 5 ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 222-27 du code pénal). Les peines encourues et les délais de prescription varient selon la nature des faits, l'âge de la victime et les éventuelles circonstances aggravantes.

La notion de consentement est déterminante car dans les violences sexuelles, la victime n'a pas consenti et n'a pas désiré ces comportements ou propos ou images à caractère sexuel. L'absence de consentement peut être exprimée notamment par des paroles, par des silences, des attitudes ou des gestes, des écrits. Le consentement doit être réciproque et mutuel : le consentement peut être formulé par des propos, des comportements ou les deux. **Le silence ne vaut pas acceptation.** Le consentement est temporaire. Il peut être donné puis retiré. Le consentement concerne un acte sexuel et non tous les actes sexuels. Si une personne n'est pas en état de donner son consentement, c'est donc qu'elle refuse.

CHAPITRE II – LES ACTES DE DISCRIMINATION

La discrimination est prohibée par l'article L131-1 du code général de la fonction publique qui dispose :

« Aucune distinction, directe ou indirecte, ne peut être faite entre les fonctionnaires en raison de leurs opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, de leur origine, de leur orientation sexuelle ou identité de genre, de leur âge, de leur patronyme, de leur situation de famille ou de grossesse, de leur état de santé, de leur apparence physique, de leur handicap ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race, sous réserve des dispositions des articles L. 131-5, L. 131-6 et L. 131-7. ».

En outre, l'article L131-2 du CGFP prévoit qu'*« aucune distinction ne peut être faite entre les agents publics en raison de leur sexe ».*

Les discriminations sont interdites à toutes les étapes du parcours professionnel, dès la phase de recrutement et tout au long du déroulement de carrière, notamment en matière de : rémunération, formation, affectation, évaluation, mise à la retraite, titularisation, licenciement, promotion professionnelle, renouvellement de contrat, mutation, etc.

Une discrimination se caractérise juridiquement par un traitement moins favorable d'une personne placée dans une situation comparable à une autre, fondé sur au moins un motif prohibé par la loi (ex : sexe, âge, état de santé, etc.). Si un seul motif suffit à caractériser une discrimination, les situations où se cumulent plusieurs motifs (discriminations multiples) existent.

La discrimination peut être directe ou indirecte. Dans ce dernier cas, la différence de traitement est alors fondée sur un critère ou une pratique neutre en apparence, mais qui produit un résultat discriminatoire au vu d'un critère prohibé. La différence de traitement peut être justifiée si la mesure en cause répond à un objectif légitime et qu'elle respecte le principe de proportionnalité. Par exemple, la pratique non écrite, consistant à subordonner l'octroi d'un temps partiel de 80 % à la condition que son bénéficiaire réalise 100 % d'un temps plein sur les 4 jours restants, peut constituer une discrimination indirecte vis-à-vis des femmes qui sont majoritairement concernées par ce type de demande pour la garde d'enfants.

Lorsque l'intention discriminatoire de l'auteur ou l'auteure peut être prouvée, ce dernier ou cette dernière peut être poursuivi pénalement. L'intention discriminatoire peut être exprimée par écrit ou verbalement, mais peut aussi se déduire d'autres comportements lorsque ceux-ci permettent d'établir le motif discriminatoire. L'article 225-2 du code pénal prévoit que l'auteur de la discrimination encourt une peine de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

La prohibition des discriminations inclut également le « harcèlement discriminatoire ». Cette notion est énoncée à l'article 1^{er} de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations précitée et se définit comme : *« tout agissement lié à l'un des motifs mentionnés au premier alinéa (ex : origine , sexe, situation de famille, grossesse, etc.) et tout agissement à connotation sexuelle, subis par une personne et ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant »*. Les agissements n'ont pas besoin d'être répétés pour qu'une situation puisse être qualifiée de harcèlement discriminatoire, un acte unique peut suffire.

Ainsi, le statut protège les agents victimes et témoins de tels actes et prévoit de sanctionner tout agent ayant procédé ou enjoint de procéder à ce type d'agissement.

CHAPITRE III - LE HARCÈLEMENT MORAL

Dans la fonction publique, l'article L133-2 du CGFP pose le principe de l'interdiction du harcèlement moral. Il dispose :

« Aucun agent public ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel ».

En outre, l'article L133-3 du CGFP prévoit des mesures de protection tant vis-à-vis des agents victimes d'agissements constitutifs de harcèlement moral que des agents en ayant témoigné. Il dispose :

« Aucune mesure concernant notamment le recrutement, la titularisation, la rémunération, la formation, l'appréciation de la valeur professionnelle, la discipline, la promotion, l'affectation et la mutation ne peut être prise à l'égard d'un agent public en raison du fait que celui-ci :

1° A subi ou refusé de subir les faits de harcèlement sexuel mentionnés à l'article L. 133-1, y compris, dans le cas mentionné au 1° de cet article, si les propos ou comportements n'ont pas été répétés, ou les agissements de harcèlement moral mentionnés à l'article L. 133-2 ;

2° A formulé un recours auprès d'un supérieur hiérarchique ou engagé une action en justice visant à faire cesser ces faits ou agissements ;

3° Ou bien parce qu'il a témoigné de tels faits ou agissements ou qu'il les a relatés.

Est passible d'une sanction disciplinaire tout agent ayant procédé ou enjoint de procéder à ces faits ou agissements ».

Il doit être souligné que ces agissements peuvent émaner d'un supérieur ou d'une supérieure hiérarchique, d'un collaborateur ou d'une collaboratrice ou d'un ou d'une collègue (interne ou externe). Ainsi, le harcèlement moral ne présuppose pas de relation hiérarchique entre la victime et l'auteur ou l'auteure des agissements. Il peut s'agir de blagues ou plaisanteries, propos déplacés, incivilités, brimades, mise à l'écart du collectif, changement d'affectation inexpliqué, reproches sans lien avec le travail effectué, etc.

Le harcèlement moral se caractérise par la réunion des critères suivants :

I. LE CRITÈRE DE LA RÉPÉTITION

Le harcèlement moral est constitué d'un ensemble d'agissements répétés, mais un acte isolé peut également relever du harcèlement moral lorsqu'il procède d'une intention discriminatoire (cf. chapitre II).

II. LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Pour être qualifiés de harcèlement moral, les agissements doivent avoir pour objet ou pour effet une dégradation des conditions humaines, relationnelles ou matérielles de travail.

Le harcèlement moral peut ainsi être retenu alors même que l'auteur ou l'auteure des agissements n'aurait pas eu l'intention de dégrader les conditions de travail puisque sont visés les agissements qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail. Ainsi, une personne exerçant un harcèlement moral ne pourra pas se prévaloir du caractère involontaire de ses actes pour échapper à la condamnation de ses agissements. Le harcèlement ne doit pas pour autant être confondu avec l'exercice normal du pouvoir hiérarchique de l'employeur. Ce n'est qu'en cas d'abus de ce pouvoir occasionnant notamment une dégradation des conditions de travail de l'agent que la qualification de harcèlement moral pourra être retenue.

III. UNE ATTEINTE AUX DROITS, À LA DIGNITÉ, À LA SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE OU À L'AVENIR PROFESSIONNEL DE L'AGENT

Les agissements doivent créer une dégradation des conditions de travail et doivent être susceptibles de porter atteinte à la dignité ou aux droits de la personne, d'altérer la santé physique et mentale ou de compromettre

sa carrière. Il s'agit là des conséquences de la dégradation des conditions de travail sur la situation personnelle de l'agent.

A. LES ATTEINTES AUX DROITS

Sont concernés ici les droits de la personne. En effet, le Conseil constitutionnel saisi de la question a estimé dans sa décision n° 2001-455DC du 12 janvier 2002 qu'il s'agissait « *des droits de la personne au travail, tels qu'ils sont énoncés à l'article L 1121-1 du Code du Travail qui dispose que « nul ne peut apporter aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives de restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir, ni proportionnées au but recherché* » ».

B. LES ATTEINTES À LA DIGNITÉ

Les atteintes à la dignité telles qu'elles sont caractérisées par la jurisprudence actuelle sont le plus souvent liées aux conditions de travail et peuvent se manifester par une mise à l'écart, des brimades, des mesures vexatoires, des humiliations.

C. L'ALTÉRATION DE LA SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE

Si pour l'auteur ou l'auteure du harcèlement, elle n'en constitue pas la finalité, elle en est souvent la conséquence, l'effet direct ou indirect. Il peut s'agir de manifestations pathologiques d'intensité et d'expressions diverses, physiques ou psychiques, susceptibles de se traduire entre autre par des arrêts de travail.

D. MENACE SUR L'AVENIR PROFESSIONNEL DE L'AGENT PUBLIC

Les menaces sur l'avenir professionnel de la victime sont la conséquence des deux effets précédents : l'atteinte aux droits statutaires peut avoir pour conséquence ultime de briser une carrière, de dégrader toute potentialité de progression, d'annihiler les potentialités de développement et de reconnaissance des capacités professionnelles d'un fonctionnaire, de le mettre en situation objective et subjective d'insuffisance professionnelle. Se conjugue à ce premier impact celui qui découle des pathologies, somatiques et/ou psychiques qui impliquent une incapacité au travail ou une adaptation de poste pour raison de santé peu favorable au déroulement de la carrière du fonctionnaire.

Ces éléments de définition du harcèlement moral permettent de le distinguer d'autres situations dans lesquelles des difficultés particulières et isolées rencontrées à l'occasion du travail ne sont pas susceptibles d'être considérées comme relevant du harcèlement moral. Ces situations font le cas échéant l'objet d'un suivi par les services de la délégation régionale (service des ressources humaines, assistant ou assistante de service social, médecin du travail, infirmier ou infirmière).

L'article L133-3 du CGFP prévoit qu'*« est passible d'une sanction disciplinaire tout agent ayant procédé ou enjoint de procéder à ces faits ou agissements »*. Au pénal, le harcèlement moral est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende (article 222-33-2 du code pénal).

CHAPITRE IV - LE HARCÈLEMENT SEXUEL

Dans la fonction publique, le harcèlement sexuel est prohibé par l'article L133-1 du CGFP qui en donne une définition légale. Sa définition est consacrée en des termes identiques dans le code pénal et le code du travail.

Ainsi, est énoncé :

« Aucun agent public ne doit subir les faits :

- 1° De harcèlement sexuel, constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle répétés qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante ;*
- 2° Ou assimilés au harcèlement sexuel, consistant en toute forme de pression grave, même non répétée, exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers ».*

En outre, l'article L133-3 du CGFP accorde des garanties aux agents victimes de tels agissements. Il dispose que :

« Aucune mesure concernant notamment le recrutement, la titularisation, la rémunération, la formation, l'appréciation de la valeur professionnelle, la discipline, la promotion, l'affectation et la mutation ne peut être prise à l'égard d'un agent public en raison du fait que celui-ci :

1° A subi ou refusé de subir les faits de harcèlement sexuel mentionnés à l'article L. 133-1, y compris, dans le cas mentionné au 1° de cet article, si les propos ou comportements n'ont pas été répétés, ou les agissements de harcèlement moral mentionnés à l'article L. 133-2 ;

2° A formulé un recours auprès d'un supérieur hiérarchique ou engagé une action en justice visant à faire cesser ces faits ou agissements ;

3° Ou bien parce qu'il a témoigné de tels faits ou agissements ou qu'il les a relatés.

Est passible d'une sanction disciplinaire tout agent ayant procédé ou enjoint de procéder à ces faits ou agissements ».

L'absence de consentement de la victime est un des éléments constitutifs du harcèlement sexuel qui suppose des actes imposés par leur auteur ou auteure et donc subis et non désirés par la victime. Un silence permanent face aux agissements, une gêne manifeste, des conduites d'évitement sont assimilables à une absence de consentement. La loi n'exige pas que la victime ait fait connaître de façon expresse et explicite à l'auteur ou l'auteure des faits qu'elle n'était pas consentante. Il arrive que la victime ne soit pas en capacité d'exprimer expressément une contestation.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait une relation hiérarchique entre l'auteur ou l'auteure des faits et la victime. L'auteur peut être un ou une collègue, un formateur ou une formatrice, un fournisseur ou une fournisseuse, un client ou une cliente ou encore un usager ou une usagère du service. Le harcèlement sexuel peut être commis hors du temps et lieu de travail. Une personne harcelée est donc légitime à se plaindre d'agissements qui interviendraient soit dans son environnement professionnel, soit dans sa vie privée, soit concomitamment dans les deux cadres.

La notion de harcèlement sexuel renvoie donc à deux cas de figure : le harcèlement sexuel qui repose sur la répétition d'actes (I) et celui qui résulte de toute forme de pression grave, même non répétée, exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle (II).

I. LE HARCELEMENT SEXUEL RESULTANT D'AGISSEMENTS RÉPÉTÉS

Le harcèlement sexuel exigeant des agissements répétés renvoie à des propos ou comportements de tout type (paroles, écrits, gestes, attitudes, contacts physiques) imposés à une personne, de façon répétée, et qui revêtent une connotation sexuelle. **La condition de répétition des actes exige simplement que les faits aient été commis à au moins deux reprises. Elle n'impose pas qu'un délai minimum sépare les actes commis. Les actes peuvent être répétés dans un très court laps de temps.**

Le Conseil d'Etat a précisé que le harcèlement sexuel peut résulter de propos ou de comportements à connotation sexuelle, répétés ou même, lorsqu'ils atteignent un certain degré de gravité, non répétés, tenus dans le cadre ou à l'occasion du service, non désirés par celui ou celle qui en est le destinataire et ayant pour objet ou pour effet soit de porter atteinte à sa dignité, soit, notamment lorsqu'ils sont le fait d'un supérieur ou une supérieure hiérarchique ou d'une personne qu'elle pense susceptible d'avoir une influence sur ses conditions de travail ou le déroulement de sa carrière, de créer à l'encontre de la victime une situation intimidante, hostile ou offensante (CE, 15 janvier 2014, req n° 362495).

Les formes les plus fréquentes de harcèlement sexuel sont verbales : plaisanteries obscènes, compliments appuyés ou critiques insistantes sur le physique, le comportement, la tenue vestimentaire ; questions intrusives adressées à la personne harcelée sur sa vie sexuelle et confidences impudiques de l'auteur ou l'auteure du harcèlement sur sa propre vie sexuelle ou amoureuse ; dénigrement du conjoint ou de la conjointe de la personne harcelée ; volonté de la personne harceleuse de créer une intimité inadaptée. Ces agissements peuvent également s'exprimer par écrit (lettres, SMS, mails) ou au travers de supports visuels. Il peut s'agir d'images ou vidéos à caractère pornographique, érotique ou suggestif directement envoyées à la personne

harcelée, volontairement laissées à sa vue ou montrées depuis son ordinateur, sa tablette numérique, son téléphone, etc.

Des signes non verbaux ou des attitudes peuvent également caractériser un harcèlement sexuel : dévisager ou détailler avec insistance le physique de la personne, siffler, adopter une gestuelle à connotation sexuelle, imposer continuellement sa présence en dehors des nécessités professionnelles ou rechercher une promiscuité physique (volonté d'embrasser systématiquement à titre de salut ou poignée de main insistante, se positionner de sorte que la personne harcelée n'ait pas d'issue physique, sollicitation pour réajuster des vêtements ou une coiffure, recherche d'une proximité dans les ascenseurs, les files d'attente, les véhicules, près de l'espace de travail, etc).

Les agissements peuvent ne pas être directement sexuels mais « connotés » sexuellement. Ainsi, des agissements non explicitement sexuels (propositions d'aller au restaurant, au cinéma, de partir en week-end) peuvent être considérés comme du harcèlement sexuel dans certains contextes.

Enfin, sont punissables les agissements qui soit portent atteinte à la dignité de la victime en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante. L'atteinte à la dignité de la victime en raison du caractère dégradant ou humiliant correspond à des propos ou comportements ouvertement sexistes, grivois ou obscènes. Il pourra s'agir de paroles ou d'écrits répétés, ne serait-ce qu'une fois, constituant des provocations, injures ou diffamations commises en raison du sexe ou de l'orientation ou de l'identité sexuelle de la victime. Des comportements homophobes ou dirigés contre des personnes transsexuelles ou transgenres entrent également dans cette catégorie.

La situation intimidante, hostile ou offensante peut être constituée par un comportement qui a pour conséquence de rendre insupportables les conditions de travail de la victime, notamment lorsqu'ils sont le fait d'un supérieur ou d'une supérieure hiérarchique ou d'une personne qu'elle pense susceptible d'avoir une influence sur ses conditions de travail ou le déroulement de sa carrière.

Ainsi, il a déjà été jugé comme constitutif de harcèlement sexuel le fait, pour un cadre supérieur, d'avoir adressé à un agent, placé sous son autorité, à l'occasion du service, pendant plusieurs années, de nombreux messages pour lui faire part du sentiment amoureux et du désir charnel qu'il éprouvait à son égard, propos qui n'étaient pas désirés par la victime, qui s'est plainte auprès de la direction, d'abord oralement, puis par écrit ; alors même que ces propos ont été tenus par mail en dehors du service et que la victime n'a pas explicitement exigé que ces agissements cessent.

Le juge a également considéré que constituaient des faits de harcèlement sexuel des propos très familiers et très crus et des comportements déplacés (prendre la main, caresser la cuisse) à l'égard de stagiaires dont l'auteur assurait la formation.

Il en a été jugé ainsi, également, de la situation d'un agent quotidiennement témoin de propos à connotation sexuelle tenus par des collègues qui se lancent des insultes sexistes ou miment bruyamment des rapports sexuels, et qui supporte les photos à caractère sexuel affichées sur les murs de l'open-space ainsi que celles des économiseurs d'écran de ses collègues. Sans avoir été personnellement visé, cet agent aura été exposé à des propos et comportements non souhaités à caractère sexuel ayant pour conséquence de rendre insupportables ses conditions de travail. Le harcèlement d'ambiance ou environnemental est ainsi constitutif de harcèlement sexuel.

Ces exemples ne sont donnés qu'à titre indicatif et ne reflètent pas la diversité des agissements constitutifs de harcèlement sexuel résultant d'actes répétés.

II. LE HARCELEMENT SEXUEL RÉSULTANT DE TOUTE FORME DE PRESSION GRAVE, MEME NON REPETEE, DANS LE BUT REEL OU APPARENT D'OBTENIR UN ACTE DE NATURE SEXUELLE

Au 2° de l'article L133-1 du CGFP précité, un second cas de harcèlement sexuel est prévu. Il s'agit de la situation dans laquelle le harcèlement sexuel résulte de toute forme de pression grave, même non répétée, exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers. Cet acte doit présenter une particulière gravité résultant d'une pression commise contre la victime et présentant une finalité de nature sexuelle.

La notion de pression grave renvoie à des hypothèses dans lesquelles une personne tente d'imposer un acte de nature sexuelle à la victime en contrepartie soit d'un avantage, par exemple l'obtention d'un emploi, soit de l'assurance qu'elle évitera une situation dommageable telle qu'un licenciement ou une mutation. Ces faits peuvent être qualifiés de « chantage sexuel ».

La pression doit être exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle de la part de la victime, autrement dit il suffit que l'auteur ou l'auteure l'ait laissé entendre. Il peut s'agir de tout acte de nature sexuelle, notamment les simples contacts physiques, qu'il soit recherché au profit de l'auteur ou l'auteure des faits ou au profit d'un tiers.

L'article L133-3 du CGFP dispose qu'« *est passible d'une sanction disciplinaire tout agent ayant procédé ou enjoint de procéder à ces faits ou agissements* ».

L'article 222-33 du code pénal dispose que les faits de harcèlement sexuel sont punis de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende.

CHAPITRE V – LES AGISSEMENTS SEXISTES

Dans la fonction publique, la notion d'agissements sexistes a été introduite par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours.

Cette notion est précisée à l'article L131-3 du CGFP qui dispose :

« Aucun agent public ne doit subir d'agissement sexiste, défini comme tout agissement lié au sexe d'une personne, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant. ».

Cette inconduite peut se manifester sous différentes formes : remarques et blagues sexistes, incivilités à raison du sexe, interpellations familières, sexisme bienveillant (valoriser un collaborateur ou une collaboratrice uniquement sur des qualités attachées à son sexe), considérations sexistes sur la maternité ou les charges familiales, etc.

Ainsi, le « sexisme ordinaire », matérialisé par des propos et gestes déplacés à l'égard des femmes ou des hommes, pourra être sanctionné comme un manquement au devoir de correction, sans que les faits ne revêtent nécessairement la qualification de harcèlement sexuel.

TITRE II – LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF

Le dispositif a pour objet :

- le recueil des signalements ;
- le traitement des faits signalés ;
- la mise en place de toute mesure conservatoire ou de protection appropriée ;
- l'orientation des agents s'estimant victimes ou témoins vers les services et les professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien.

Ce dispositif ne se substitue pas aux autres voies de signalement ou de saisines internes possibles (supérieur ou supérieure hiérarchique, responsable des ressources humaines, médecin du travail, représentants ou représentantes syndicaux, médiateur ou médiatrice, etc.).

CHAPITRE I - LE RECUEIL DES SIGNALEMENTS

I. LE RÉFÉRENT OU LA RÉFÉRENTE SIGNALEMENT

Un référent ou une référente signalement, placé sous l'autorité directe du président-directeur général (P-DG), est désigné aux fins de recueillir les signalements (qui ne peuvent être anonymes), d'orienter les victimes vers les services compétents pour leur accompagnement et leur soutien, et d'assurer le suivi du traitement des faits signalés. Il ou elle s'assure également de la mise en place des mesures conservatoires et de protection appropriées et réalise un suivi des signalements. Pour l'exercice de sa mission, le référent ou la référente signalement s'appuie sur les services de la direction des ressources humaines (DRH) et de la direction des affaires juridiques (DAJ).

II. LES MODALITÉS DE LA SAISINE

Un agent qui s'estime victime ou témoin est invité à contacter le référent ou la référente signalement par voie électronique à l'adresse générique suivante :

signalement@cnsr.fr

Il peut demander à ce que son signalement soit recueilli à l'occasion d'un entretien téléphonique qui fera l'objet d'un compte-rendu qu'il validera.

Toute personne rendue destinataire d'un signalement peut le transmettre, dans des conditions qui garantissent sa confidentialité, au référent ou à la référente signalement, sous réserve de l'accord de l'auteur ou l'auteure du signalement, et en informant ce dernier ou cette dernière de cette transmission.

Le dispositif de signalement garantit la stricte confidentialité de l'identité de l'auteur ou l'auteure du signalement, des personnes visées ainsi que des faits faisant l'objet de ce signalement, y compris en cas de communication aux personnes ayant besoin d'en connaître pour le traitement du signalement, de sa réception à la clôture du dossier.

Au sens de la politique de protection des données personnelles, la personne responsable du traitement est le référent ou la référente signalement. Tous les échanges nécessaires au recueil et au traitement du

signalement sont opérés par tout moyen de nature à garantir la sécurité des informations échangées. Les tiers avec lesquels il est nécessaire de communiquer sont informés du caractère impératif du respect des règles de confidentialité.

Par application des dispositions de l'article L121-5 du CGFP, le référent ou la référente signalement qui s'estimerait en situation de conflits d'intérêts à l'égard de l'auteur ou l'auteure du signalement sera suppléé par un délégataire, auquel il ou elle s'abstiendra d'adresser des instructions dans le dossier concerné.

III. LE CONTENU DU SIGNALEMENT

L'auteur ou l'auteure du signalement décrit précisément les faits dont il s'estime victime ou témoin et fournit, s'il en dispose, les informations ou documents, quels que soient leur forme ou leur support, propres à étayer son signalement (ex : échanges de mails, procès-verbal de dépôt de plainte, arrêt de travail, déclaration d'accident du travail, etc.). L'agent témoin des agissements précise également les circonstances dans lesquelles il en a eu personnellement connaissance. L'auteur ou l'auteure du signalement mentionne les coordonnées permettant, le cas échéant, de le contacter. Si l'auteur ou l'auteure du signalement n'est pas francophone, il peut communiquer les coordonnées d'une personne tierce pouvant l'assister. Le signalement peut être formalisé en anglais.

Le signalement doit porter sur des faits précis et non sur la seule expression d'un ressenti.

Par ailleurs, il est rappelé que toute dénonciation calomnieuse visant à accuser à tort un autre agent d'être l'auteur ou l'auteure des agissements cités ci-dessus tout en connaissant la fausseté de ces accusations et dans le seul but de lui nuire est passible d'une sanction pénale mais aussi disciplinaire.

IV. L'EXAMEN DE RECEVABILITÉ DU SIGNALEMENT

Le référent ou la référente signalement accuse sans délai réception du signalement et rappelle à son auteur ou auteure les garanties de confidentialité du dispositif. Il l'informe de l'enregistrement de données le concernant. Les signalements font l'objet d'un premier examen par le référent ou la référente signalement. Cet examen a pour objet d'apprécier la recevabilité du signalement, c'est à dire de vérifier si les faits signalés sont susceptibles de caractériser l'un des agissements prévus au I de la présente instruction. La vérification porte sur la nature des faits et sur l'existence de justifications apportées au soutien du signalement. Elle permet également de s'assurer que la connaissance des faits a été acquise personnellement par l'auteur ou l'auteure du signalement et que le signalement est effectué de bonne foi.

Si le signalement dont il est saisi est manifestement insusceptible de caractériser l'un des agissements prévus au I, le référent ou la référente signalement informe son auteur ou auteure des motifs de cette irrecevabilité, dans le mois qui suit le signalement.

Toutefois, si les faits signalés, bien que n'entrant pas dans le champ du dispositif, révèlent des difficultés particulières, le référent ou la référente signalement oriente l'auteur ou l'auteure du signalement vers les services compétents de la délégation régionale en vue d'un accompagnement approprié. Il peut également transmettre le dossier au médiateur ou à la médiatrice du CNRS, sous réserve de l'accord de l'auteur ou l'auteure du signalement.

Il ne peut être reproché à un agent d'avoir ressenti une situation comme relevant, à tort, de l'un des agissements prévus au titre I. Néanmoins, si le dossier n'est pas recevable aux motifs d'un signalement abusif ou malveillant, le référent ou la référente signalement clôt le dossier en informant l'auteur ou l'auteure du signalement des sanctions qu'il ou elle peut encourir en persistant dans ses démarches.

Lorsque le signalement est recevable, le référent ou la référente signalement informe l'auteur ou l'auteure du signalement des modalités suivant lesquelles il ou elle est informé des suites qui y sont données et des délais prévisibles de traitement. Il ou elle s'assure de l'accord de l'auteur ou l'auteure du signalement pour diffuser

son signalement aux autorités compétentes pour le traitement des faits, dans le respect de la confidentialité des informations communiquées.

Le référent ou la référente signalement propose également à l'auteur du signalement une mise en relation avec la direction des affaires juridiques du CNRS dans l'hypothèse où l'agent souhaiterait bénéficier d'une expertise pénale, solliciter la protection fonctionnelle et/ou engager une procédure judiciaire.

CHAPITRE II - LE TRAITEMENT DES FAITS SIGNALÉS

I. L'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE

Lorsque le signalement est recevable, une enquête administrative est mise en œuvre. En fonction des situations, l'enquête est conduite au niveau de la délégation régionale dont relève l'agent ou au niveau national, pilotée par la DRH. Elle peut être menée conjointement avec un autre établissement, notamment dans le cas où la personne mise en cause est employée par une autre tutelle de l'unité ou par un autre établissement non tutelle.

Dans toute la mesure du possible, les enquêtes sont conduites par un nombre égal d'hommes et de femmes et par un représentant ou une représentante de chaque employeur des personnes concernées.

Lorsque l'instruction est conduite au niveau de la délégation, elle est menée sous l'autorité du délégué régional ou de la déléguée régionale, par le service des ressources humaines qui se charge de conduire des entretiens avec les agents concernés par le signalement dans les plus brefs délais, à commencer par l'auteur ou l'auteure du signalement, puis la ou les personnes visées, et le ou les éventuels témoins. Ces personnes sont convoquées par courrier explicitant l'objet de la convocation.

Chaque entretien donne lieu en préambule à un rappel des circonstances qui ont donné lieu à la mise en place d'une enquête. Ces entretiens donnent lieu à un compte rendu signé des participants et des participantes.

Ces entretiens permettent de recueillir les éléments matériels de toute nature propres à établir ou à réfuter les faits décrits par le signalement (échanges de mails, témoignages écrits, certificats médicaux, etc.) et d'apprécier le contexte dans lequel ils se sont déroulés. L'entretien a également pour but de déterminer la responsabilité imputable à chacun des agents concernés par les faits rapportés.

Cette instruction, conduite à charge et à décharge, est menée de manière confidentielle. Toute personne qui révélerait les éléments de l'enquête, comme l'enquête elle-même, peut être considérée comme ayant la volonté de nuire aux personnes visées et est ainsi susceptible de faire l'objet d'une sanction.

Un rapport est rédigé par la délégation régionale en charge de l'instruction. Il reprend synthétiquement les faits objet du signalement, les étapes de la phase d'auditions et précise si les faits semblent, ou non, établis. Il apporte également tout élément d'information utile à la compréhension du dossier et susceptible d'éclairer le P-DG sur les suites à donner. Ce rapport doit contenir en annexe tous les éléments matériels recueillis au cours de l'instruction (échanges de mails, comptes rendu d'entretien, témoignages, certificats médicaux, etc.).

Ce rapport est transmis au référent ou à la référente signalement, qui peut rédiger des conclusions.

Tout au long de l'instruction, l'auteur ou l'auteure du signalement est tenu au courant de son état d'avancement.

Dans le cas où les faits signalés concerneraient un délégué régional ou une déléguée régionale ou toute autre personne amenée à tenir un rôle dans l'instruction menée au niveau régional ou encore toute personne détenant une position hiérarchique importante, l'instruction peut être dépaycée ou élevée.

II. LA DÉCISION DU P-DG

Au vu des conclusions de l'enquête, le P-DG peut notamment déclencher une procédure disciplinaire à l'égard du ou des auteurs présumés.

III. LA COMMUNICATION DES DOCUMENTS LIÉS À L'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE

Le rapport de l'enquête administrative présente par nature le caractère d'un document communicable au sens de l'article L.311-2 du code des relations entre le public et l'administration (CRPA). Cependant, les documents ayant trait à l'enquête ne sont pas communicables tant qu'ils conservent un caractère préparatoire, à savoir tant qu'aucune décision n'a été prise à la suite de la transmission des conclusions de l'enquête.

Une fois la décision prise par le P-DG de poursuivre l'agent mis en cause ou de renoncer à toute action, le code des relations entre le public et l'administration et la commission d'accès aux documents administratifs (CADA) distinguent selon les documents sollicités :

- les conclusions de l'enquête (comprenant le rapport d'enquête) qui sont communicables à toute personne qui en fait la demande, y compris aux agents concernés par l'enquête, sous réserve d'occulter les mentions « *portant une appréciation ou un jugement de valeur sur une personne physique, nommément désignée ou facilement identifiable* » et/ou « *faisant apparaître le comportement d'une personne, dès lors que la divulgation de ce comportement pourrait lui porter préjudice* » (article L.311-6 du CRPA). Dès lors, le nom des agents, les informations concernant la situation personnelle des agents visés ou toute retranscription de propos qui permettraient facilement de les identifier doivent être anonymisés ;
- les annexes contenant les procès-verbaux d'auditions (compte-rendu d'entretiens) qui ne sont communicables, par nature, qu'aux personnes concernées par l'enquête, sous réserve « *de l'occultation préalable des mentions dont la communication serait susceptible de porter atteinte à l'un des secrets protégés (secret de la vie privée et des dossiers personnels notamment), des passages portant un jugement de valeur ou une appréciation sur une tierce personne et de ceux qui révèlent le comportement d'une telle personne dans des conditions susceptibles de lui porter préjudice* » (avis CADA n° 20175495 du 22 mars 2018).

Est ainsi visée « *l'identité des auteurs de dénonciations ou de témoignages dont la divulgation à un tiers, notamment à la personne visée, pourrait, compte tenu de leurs termes et du contexte dans lequel ils s'inscrivent, leur porter préjudice. A défaut de pouvoir rendre impossible l'identification de ces auteurs, l'intégralité de leurs propos doit être occultée* ».

Toutefois, lorsqu'à l'issue de la procédure, le P-DG décide d'engager une action disciplinaire contre un agent mis en cause dans le cadre de l'enquête, ce dernier a droit à la communication de tous les documents sur le fondement desquels est engagée la procédure disciplinaire en totalité ou en partie. Sont ainsi visés les procès-verbaux d'audition et les témoignages écrits recueillis durant l'enquête.

IV. LA CLÔTURE DU DOSSIER PAR LE RÉFÉRENT OU LA RÉFÉRENTE SIGNALEMENT

A. INFORMATION DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LE SIGNALEMENT

L'auteur ou l'auteure du signalement et la personne, ou les personnes, visée par celui-ci ou celle-ci sont informés de cette clôture.

B. TRAITEMENT DES DONNÉES COLLECTÉES

Lorsqu'un signalement est considéré comme n'entrant pas dans le champ du dispositif dès son recueil par le responsable du traitement, les données le concernant doivent être archivées au plus tard dans un délai d'un an après la clôture du dossier.

Lorsqu'un signalement n'est pas suivi d'une procédure disciplinaire ou judiciaire, l'archivage doit intervenir au plus tard dans un délai d'un an après la clôture du dossier.

Lorsqu'une procédure disciplinaire ou des poursuites judiciaires sont engagées à l'encontre de la personne mise en cause ou de l'auteur d'un signalement abusif, les données relatives au signalement sont conservées jusqu'au terme de la procédure puis archivées.

CHAPITRE III – LA MISE EN PLACE DE MESURES CONSERVATOIRES ET DE PROTECTION APPROPRIÉES

Sans préjudice des suites qui seront réservées au signalement, le délégué régional ou la déléguée régionale, en lien avec la DRH, évalue la situation et en cas d'urgence, peut être amené à prendre toute mesure conservatoire à même de faire cesser au plus vite les agissements dénoncés, de rétablir le fonctionnement normal du service et d'assurer la protection de la victime présumée et des témoins, y compris contre les pressions ou les représailles dont ils pourraient faire l'objet.

Ainsi, si la victime présumée et l'agent en cause travaillent habituellement ensemble, l'un ou l'autre peut être affecté dans un autre service, temporairement, par exemple le temps de l'enquête. Il est conseillé de changer d'affectation en priorité l'agent mis en cause et non la victime.

En cas de forte vraisemblance de faute grave, l'auteur ou l'auteure des faits peut faire l'objet d'une décision de suspension de fonctions, prise par le P-DG, sur le fondement de l'article L531-1 du CGFP.

Le référent ou la référente signalement veille à ce que les mesures de protection appropriées soient mises en place.

CHAPITRE IV – L'ORIENTATION DES AGENTS S'ESTIMANT VICTIMES VERS LES SERVICES ET PROFESSIONNELS COMPÉTENTS CHARGÉS DE LEUR ACCOMPAGNEMENT ET DE LEUR SOUTIEN

Dès la réception du signalement, le référent ou la référente signalement propose à la victime présumée une mise en relation avec les services de la délégation régionale en mesure de lui apporter un soutien et un accompagnement social, professionnel et psychologique, en particulier auprès de la médecine de prévention, des assistants et assistantes de service social, des conseillers et conseillères ressources humaines et l'informe qu'elle peut prendre contact avec les représentants ou représentantes du personnel.

Il ou elle communique à cette fin à la victime les coordonnées téléphoniques ou de messageries électroniques des services concernés de la délégation régionale et des représentants ou représentantes du personnel.

Le référent ou la référente signalement peut également proposer une mise en relation avec les services d'une plate-forme téléphonique d'aide aux victimes (cf. infra).

TITRE III - LA MISE A DISPOSITION D'UNE PLATE-FORME TELEPHONIQUE D'AIDE AUX VICTIMES OU TEMOINS

En plus du dispositif décrit au II., le CNRS met à disposition des agents une plate-forme téléphonique d'aide aux victimes ou témoins, afin qu'ils puissent bénéficier d'un espace de parole anonyme et confidentiel extérieur au CNRS via un numéro vert.

Indépendamment de tout signalement au CNRS, tout agent s'estimant victime ou témoin d'un acte mentionné au titre I. pourra bénéficier de cette offre de service.

Les modalités de saisine de cette plateforme téléphonique feront l'objet d'une communication aux agents par tout moyen et notamment via l'intranet du CNRS.

TITRE IV - LE SUIVI DU DISPOSITIF

Le référent ou la référente signalement élabore à l'attention du P-DG un bilan annuel anonymisé des signalements dont il ou elle a été saisi et du traitement qui leur a été réservé. Ce bilan est présenté annuellement aux instances du dialogue social pour leur analyse des risques auxquels sont exposés les agents du CNRS et est intégré dans le rapport social unique.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2022

Le Président-directeur général,
Antoine PETIT

DEC221342DRH

Décision portant modification du barème des rémunérations forfaitaires des personnels contractuels du CNRS annexé à la circulaire n° CIR130864DRH du 12 mars 2013

Vu la circulaire n° CIR130864DRH du 12 mars 2013 modifiée relative à l'emploi des personnels contractuels du CNRS ;

Vu le décret n° 2021-1834 du 24 décembre 2021 modifiant l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat et portant attribution d'une bonification d'ancienneté exceptionnelle ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC220952DRH du 24 février 2022 modifiant la décision n°DEC171893DRH du 22 août 2017 fixant le barème de la composante technicité et expertise de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise ;

Article 1^{er}

Le barème des rémunérations forfaitaires des personnels contractuels du CNRS annexé à la circulaire n° CIR130864DRH du 12 mars 2013 modifiée relative à l'emploi des personnels contractuels du CNRS est modifié afin de tenir compte du pourcentage d'augmentation du net à payer des fonctionnaires appartenant au corps d'adjoint technique de la recherche compte tenu des modifications de l'échelonnement indiciaire et du taux de la composante liée au grade du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC), ainsi que du barème de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) (*cf. annexe ci-jointe*).

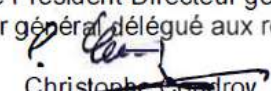
Article 2

Cette décision entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022. Elle n'est applicable qu'aux contrats conclus à compter de cette date.

Article 3

Cette décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 8 juin 2022

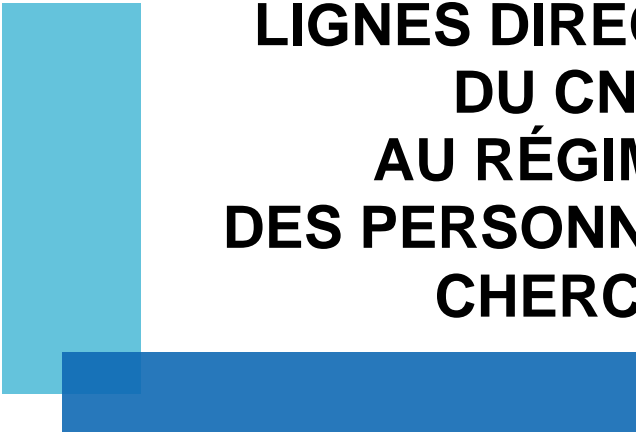
Pour le Président-Directeur général
Le Directeur général délégué aux ressources

Christophe Gaudroy



BAREME DES REMUNERATIONS FORFAITAIRES DES PERSONNELS CONTRACTUELS DU CNRS

Rémunérations brutes mensuelles en € par zone de résidence																		
niveau - après obtention du doctorat	Expérience < 2 ans			Expérience ≥ 2 ans et < 7 ans			Expérience ≥ 7 ans et < 10 ans			Expérience ≥ 10 ans et < 15 ans			Expérience ≥ 15 ans et < 20 ans			Expérience ≥ 20 ans		
	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone
Travaux scientifiques (niveau CH)	2 793,48 à 3 210,91	2 739,24 à 3 148,56	2 712,12 à 3 117,39	3 946,52	3 869,89	3 831,57	4 121,97	4 041,93	4 001,92	4 290,91	4 207,59	4 165,94	4 373,09	4 288,18	4 245,72	4 389,20	4 303,98	4 261,36

	Expérience < 3 ans			Expérience ≥ 3 ans et < 5 ans			Expérience ≥ 5 ans et < 10 ans			Expérience ≥ 10 ans et < 15 ans			Expérience ≥ 15 ans et < 20 ans			Expérience ≥ 20 ans		
	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone
Travaux techniques hautement spécialisés (niveau 1)	2 572,29	2 522,34	2 497,37	2 756,18	2 702,66	2 675,91	2 953,45	2 896,10	2 867,43	3 130,29	3 069,51	3 039,11	3 218,73	3 156,23	3 124,98	3 255,65	3 192,43	3 160,82
Travaux d'études et de conception (niveau 2)	2 204,24	2 161,44	2 140,04	2 325,19	2 280,04	2 257,47	2 474,98	2 426,92	2 402,89	2 631,12	2 580,03	2 554,48	2 721,04	2 668,20	2 641,79	2 801,01	2 746,62	2 719,42
Travaux d'études techniques (niveau 3)	2 037,48	1 997,92	1 978,13	2 172,55	2 130,37	2 109,27	2 282,71	2 238,39	2 216,22	2 397,42	2 350,87	2 327,60	2 459,27	2 411,51	2 387,64	2 482,76	2 434,55	2 410,44
Travaux de réalisation (niveau 4)	1 799,41	1 764,47	1 747,00	1 822,59	1 787,20	1 769,50	1 898,36	1 861,50	1 843,07	1 962,55	1 924,44	1 905,39	1 966,39	1 928,21	1 909,12	1 983,88	1 945,36	1 926,10
Travaux d'exécution (niveau 5)	1 776,23	1 741,74	1 724,50	1 797,33	1 762,43	1 744,98	1 818,42	1 783,11	1 765,45	1 839,51	1 803,79	1 785,93	1 870,25	1 833,93	1 815,78	1 879,55	1 843,06	1 824,81

Two overlapping horizontal bars, one light blue and one darker blue, positioned to the left of the title.

LIGNES DIRECTRICES DE GESTION DU CNRS RELATIVES AU RÉGIME INDEMNITAIRE DES PERSONNELS ENSEIGNANTS ET CHERCHEURS (RIPEC)

RÉFÉRENCES

- a) Décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
- b) Arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
- c) Lignes directrices de gestion ministérielles relatives au régime indemnitaire des enseignants-chercheurs et des chercheurs, du 14 janvier 2022.

SOMMAIRE

I. LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DISPOSITIF	3
II. LES TROIS COMPOSANTES DU RIPEC	4
A. LA COMPOSANTE STATUTAIRE (C1)	4
B. LA COMPOSANTE FONCTIONNELLE (C2)	4
C. LA COMPOSANTE INDIVIDUELLE (C3)	6

L'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC) prévoit que la mise en œuvre de ce régime indemnitaire fait l'objet de lignes directrices de gestion ministérielles qui pourront être précisées par des lignes directrices de gestion d'établissement.

Ces lignes directrices de gestion déterminent de manière pluriannuelle les orientations générales en matière de régime indemnitaire des chercheurs et chercheuses. Elles ont pour objet d'accompagner la mise en œuvre du RIPEC et de préciser les principes de répartition des primes qui ont été définis par délibération du conseil d'administration du CNRS.

Ces lignes directrices de gestion d'établissement sont compatibles avec les lignes directrices de gestion ministérielles en date du 14 janvier 2022 et sont rendues publiques. Un rapport sur la politique indemnitaire est présenté annuellement au conseil d'administration et au comité social d'administration de l'établissement.

Ces présentes lignes directrices de gestion feront l'objet chaque année d'un réexamen jusqu'en 2027 afin notamment de vérifier que le nombre de bénéficiaires des composantes fonctionnelles et individuelles du RIPEC augmente conformément aux lignes directrices de gestion ministérielles précitées.

Le RIPEC comprend trois composantes :

- une indemnité liée au grade, dite également composante « statutaire » : il s'agit d'un socle indemnitaire attribué à tous les chercheurs et chercheuses ;
- une indemnité liée à l'exercice de certaines fonctions ou de certaines responsabilités ou missions particulières, dite également composante « fonctionnelle » ;
- une prime dite également composante « individuelle » dont les chercheurs et chercheuses doivent faire la demande et qui est liée à la qualité de leurs activités et à leur engagement professionnel au regard de l'ensemble de leurs missions définies aux articles 12 pour les chargées et chargés de recherche et 35 pour les directeurs et directrices de recherche du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques.

À la différence de la composante individuelle, les composantes statutaire et fonctionnelle sont attribuées sans demande préalable des chercheurs et chercheuses, dès lors qu'ils ou elles remplissent les conditions réglementaires requises.

Le barème de la composante statutaire, les montants plafonds par groupes de fonctions ou de niveau de responsabilité exercé de la composante fonctionnelle, et le montant annuel plancher ainsi que le montant annuel plafond de la composante individuelle, sont fixés, chaque année, par arrêté ¹, durant la montée en charge de ce régime indemnitaire.

I. LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DISPOSITIF

Peuvent prétendre au bénéfice du RIPEC les chargées et chargés de recherche stagiaires ou titulaires, ainsi que les directeurs et directrices de recherche, régis par le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 précité. Le régime indemnitaire des chercheurs et chercheuses permet une revalorisation des montants attribués à l'ensemble des chercheurs et chercheuses quels que soit leur corps, leur grade et leur discipline.

Dès la mise en œuvre de ce régime, le CNRS veillera à l'égalité indemnitaire entre les hommes et les femmes. Cette orientation s'inscrit dans le droit fil du plan d'action pour l'égalité professionnelle du CNRS ainsi que des objectifs de son contrat d'objectifs et de performance 2019-2023.

¹ Pour l'année 2022, arrêté de référence b).

Ces principes généraux sont complétés par des critères internes d'attribution traduisant la politique indemnitaire du CNRS. Ces critères prennent en compte la valeur scientifique et les acquis de l'expérience des chercheurs et chercheuses, notamment à travers la diversité des parcours et des fonctions exercées.

II. LES TROIS COMPOSANTES DU RIPEC

A. La composante statutaire (C1)

À compter du 1^{er} janvier 2022, la composante statutaire remplace la prime de recherche attribuée aux chercheurs et chercheuses sur le fondement du décret n° 57-759 du 6 juillet 1957.

Cette composante représente la part indemnitaire servie à tous chercheurs et chercheuses en position d'activité ou mis à disposition pour création d'entreprise ou pour concours scientifique en application des articles L 531-1 et L 531-8 du code de la recherche.

La composante statutaire est versée en application d'un barème annuel. Pour 2022, l'arrêté du 29 décembre 2021 fixe son montant à 2 800 € brut annuel pour l'ensemble des agents concernés. D'ici à 2027, cette composante indemnitaire sera progressivement revalorisée pour atteindre 6 400 € par an conformément aux lignes directrices de gestion ministérielles précitées.

Son versement est mensualisé.

B. La composante fonctionnelle (C2)

Cette composante représente la part indemnitaire liée à l'exercice de certaines fonctions ou responsabilités particulières confiées aux chercheurs et chercheuses. Elle se substitue à l'indemnité spécifique pour fonctions d'intérêt collectif (ISFIC) prévue par le décret n° 2006-491 du 26 avril 2006.

Cette composante permet de reconnaître des fonctions avec des champs d'intervention diversifiés :

- animation et pilotage d'une unité ;
- direction et aide au pilotage à l'échelle de l'établissement ;
- responsabilités d'animation et de coordination à l'échelle internationale, nationale, régionale ;
- responsabilités à l'extérieur du CNRS.

En tenant compte du niveau de responsabilités exercées, les fonctions sont réparties en 3 groupes :

- groupe 1, responsabilités particulières :
 - conseiller ou conseillère en radioprotection,
 - assistant ou assistante de prévention,
- groupe 2, responsabilités supérieures :
 - délégué ou déléguée scientifique en institut ou directions fonctionnelles (appui au pilotage, suivi de thématiques scientifiques),
 - responsable de réseaux thématiques du CNRS (RT, GDR, GDS, IRN...),
- groupe 3, fonctions de direction :
 - directeur ou directrice d'institut (DI),
 - directeur adjoint ou directrice adjointe d'institut,
 - directeur adjoint ou directrice adjointe scientifique (DAS),
 - directeur adjoint ou directrice adjointe technique (DAT),
 - directeur ou directrice d'unité (DU),
 - directeur adjoint ou directrice adjointe d'unité (DUA),
 - adjoint au directeur scientifique référent ou adjointe à la directrice scientifique référente (ADSR),
 - responsable de programme, d'instrument ou d'infrastructure, national ou international,
 - chaire,
 - conseiller ou conseillère scientifique ou technique en activité au CNRS ou hors du CNRS.

Les fonctions et responsabilités concernées sont déterminées par décision du PDG.

Conformément à la délibération en date du 17 juin 2022 du conseil d'administration du CNRS, il est tenu compte, pour la détermination des montants attribués, du niveau de responsabilité.

En 2022, le CNRS s'attachera à harmoniser les montants des fonctions déjà reconnues via l'indemnité spécifique pour fonctions d'intérêt collectif (ISFIC). Il poursuivra, par ailleurs, le versement des montants servis aux assistantes ou assistants de prévention et aux conseillères ou conseillers en radioprotection. Enfin, il élargira le périmètre de versement de la composante à tous les chercheurs et chercheuses exerçant les mêmes fonctions (ex : DU adjoint ou adjointe).

À partir de 2023, cette part indemnitaire pourra être élargie à de nouvelles fonctions sous réserve des crédits alloués à cet effet par le ministère de tutelle.

Il y a lieu de noter que la composante fonctionnelle peut être servie à une personne qui exerce des fonctions ou responsabilités au CNRS sans y être affectée.

Cette composante indemnitaire peut être également attribuée pour reconnaître l'exercice d'une mission temporaire confiée par le PDG, sur le fondement d'une lettre de mission, pour une durée maximale de dix-huit mois. Cette mission, qui conserve un caractère accessoire par rapport à l'activité principale de l'agent, peut être exercée auprès du PDG, des directeurs généraux ou directrices générales, des directeurs ou directrices d'institut, des directeurs fonctionnels ou directrices fonctionnelles, des délégués ou déléguées régionaux et des responsables de mission nationale. Elle se substitue par conséquent à l'indemnité des chargées ou chargés de mission du CNRS prévue par le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003. Le montant de cette composante est déterminé en fonction de la durée de la mission, ainsi que du niveau du responsable auprès duquel la mission est exercée.

Le montant annuel de cette composante est plafonné par arrêté ministériel par groupes de fonctions ou niveau de responsabilité exercé.

Pour 2022, l'arrêté de référence b) fixe ce montant annuel maximum à :

- groupe 1 : responsabilités particulières ou mission temporaire : 6 000 € ;
- groupe 2 : responsabilités supérieures : 12 000 € ;
- groupe 3 : fonctions de direction : 18 000 €.

Lorsque le bénéficiaire de cette indemnité exerce des fonctions ou responsabilités relevant d'un ou de plusieurs groupes de fonctions, il bénéficie du cumul des montants sans que le montant total ne puisse excéder le plafond le plus élevé de ces groupes de fonctions.

Le versement de la composante est mensualisé, sauf dans le cas de l'exécution d'une mission temporaire où le versement est effectué à la fin de la mission, après évaluation des résultats atteints au regard des objectifs fixés dans la lettre de mission.

À titre transitoire, les décisions individuelles d'attribution d'ISFIC établies avant le 1^{er} janvier 2022 continueront de produire leur effet au plus tard jusqu'au 31 août 2022.

En application des lignes directrices de gestion ministérielles précitées, la direction veillera à limiter la dépense au titre de la composante fonctionnelle entre 20 et 30 % de la dépense faite au titre de la composante statutaire, mais aussi à limiter le nombre de bénéficiaires de la composante fonctionnelle à 35 % des effectifs de chercheurs et chercheuses de l'organisme.

C. La composante individuelle (C3)

Cette composante, qui remplace au 1^{er} janvier 2022 la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) prévue par le décret n° 2009-851 du 8 juillet 2009, est liée à la qualité des activités et à l'engagement professionnel des agents au regard de l'ensemble des missions définies aux articles 12 et 35 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 précité. Toutefois, il convient de préciser que la PEDR perdurera pour les lauréates ou lauréats de certaines distinctions honorifiques relevant de l'arrêté du 20 janvier 2010.

Cette composante est attribuée sur demande pour l'un des motifs suivants : activité scientifique, tâches d'intérêt général ou au titre de l'ensemble des missions d'un chercheur ou d'une chercheuse. Le processus de demande, tout en comportant l'ensemble des informations nécessaires à une évaluation équitable, sera simplifié au maximum.

Sans renoncer à son pouvoir d'appréciation des situations individuelles, le PDG arrête les décisions individuelles d'attribution de la prime qui comprennent le montant individuel et son motif d'attribution au regard des présentes LDG.

Lorsque la prime est attribuée au titre de l'activité scientifique, sont prises en compte les missions définies à l'article L411-1 du code de la recherche. Pour les directeurs et directrices de recherche sont en outre examinées leurs actions en matière de conception, d'animation ou de coordination des activités de recherche ou de valorisation.

Lorsque la prime est attribuée au titre des tâches d'intérêt général, ces dernières doivent représenter un investissement substantiel permettant de justifier cette attribution. Ces tâches recouvrent principalement des activités de représentation et/ou de participation à l'administration de la recherche et/ou aux dispositifs de la recherche (conseil, instance, comité...) au niveau national ou international.

Les objectifs de répartition globale entre les motifs sont d'attribuer au moins 50 % de primes au titre de l'activité scientifique, au plus 20 % au titre de l'accomplissement de tâches d'intérêt général et au plus 30 % au titre de l'ensemble de ces missions.

Quel que soit le motif au titre duquel le candidat ou la candidate est retenu, le CNRS veillera à un juste équilibre entre les disciplines, entre les corps et entre les différents grades au sein des corps.

L'arrêté du 29 décembre 2021 fixe le montant annuel plancher de cette composante à 3 500 € et le montant annuel maximum à 12 000 €.

Conformément à la délibération en date du 17 juin 2022 du conseil d'administration du CNRS, les montants attribués au titre de cette composante correspondent au montant uniforme déterminé par décision du PDG sans considération du motif d'attribution. Ce montant peut être majoré en fonction de circonstances particulières, dans la limite de 5 % des bénéficiaires de la part indemnitaire liée à la qualité des activités et à l'engagement professionnel.

Sauf situation particulière et sous réserve des crédits attribués à cet effet, le CNRS adopte une trajectoire indemnitaire selon laquelle la dépense au titre de cette composante devra représenter, d'ici 2027, au moins 30 % de la dépense au titre de la composante statutaire.

En 2027, conformément aux lignes directrices de gestion ministérielles précitées, au moins 45 % des personnes éligibles au RIPEC seront bénéficiaires annuellement de cette prime individuelle. Compte tenu des choix faits par le CNRS et au vu des contraintes budgétaires et des éléments démographiques connus à ce jour, ce sont plus de 55 % des personnes éligibles au RIPEC qui devraient en bénéficier annuellement à horizon 2027.

La part des femmes bénéficiaires de cette prime dans chaque corps devra être au moins égale au taux de femmes dans ce corps. La part des chargées et chargés de recherche bénéficiaires de cette prime devra être

au moins égale aux taux de chargées et de chargés de recherche CNRS au sein de l'ensemble des chercheurs et chercheuses titulaires.

Le CNRS veillera également à un juste équilibre entre les disciplines et entre les différents grades au sein des corps.

Pour l'ensemble des personnes, les décisions d'attribution prennent effet au 1^{er} janvier de l'année et la période de référence de l'évaluation est celle des quatre années précédant la candidature. La prime est attribuée pour une durée de trois ans.

Son versement est mensualisé.

Le renouvellement du bénéfice de cette prime pour un même motif est soumis à un délai de carence d'au moins un an, y compris en cas de changement d'établissement d'affectation, afin de permettre au plus grand nombre de chercheurs et de chercheuses d'en bénéficier.

Toutes les décisions individuelles d'attribution de la PEDR prises avant le 1^{er} janvier 2022 continueront à produire leur effet jusqu'à la fin de leur durée initialement prévue. Les bénéficiaires ne pourront présenter une nouvelle demande de prime individuelle avant un délai d'un an après ce terme.

Une décision du PDG précise le calendrier et les modalités de dépôt des candidatures.

À réception de l'acte de candidature des chercheurs et chercheuses, les sections ou CID scientifiques examinent et classent les dossiers.

Ensuite, le comité scientifique, présidé par le directeur général délégué à la science et composé des directeurs et directrices d'institut, propose la liste des bénéficiaires ainsi que le montant et le motif au titre duquel le candidat ou la candidate est retenu. Le comité scientifique s'appuie sur les travaux des sections et des sous-comités scientifiques pour les sections qui n'examinent pas les dossiers.

Le PDG arrête la liste des bénéficiaires ainsi que les motifs et montants individuels attribués.

L'orientation en faveur des chercheurs et des chercheuses nouvellement recrutés, adoptée en 2015, est transposée dans la composante individuelle (C3) du RIPEC, jusqu'à ce que son montant uniforme soit dépassé par l'impact de la revalorisation indemnitaire pluriannuelle en cours sur la composante statutaire (C1), éventuellement complété par l'indemnité différentielle garantissant une rémunération brute au moins égale à deux SMIC brut prévue par les dispositions du décret n° 2021-1617 du 9 décembre 2021.

Fait à Paris, le 30 juin 2022



Le Président - Directeur général,
Antoine PETIT

DEC220085DRH

Décision portant nomination de Mme Anne-Dominique LOHEDO-DEVAUCHELLE aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Anne-Dominique LOHEDO-DEVAUCHELLE, IR INSERM, est prolongée dans ses fonctions de chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources pour la direction déléguée aux cadres supérieurs, du 1^{er} janvier 2022 au 31 mars 2022.

Sa mission a pour objet de piloter la démarche de construction du référentiel de compétences managériales.

Article 2

Du 1^{er} janvier 2022 au 31 mars 2022, Mme Anne-Dominique LOHEDO-DEVAUCHELLE, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Paris Michel-Ange.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

19.01.22

Le Président-directeur général

Antoine Petit

DEC221972DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Beatrice Dolci aux fonctions de responsable du pôle accords, propriété intellectuelle et valorisation de la direction des affaires juridiques (DAJ)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques,

DECIDE :

Art. 1^{er} – A compter du 1^{er} août 2022, Mme Beatrice Dolci, ingénieure d'études, est nommée responsable du pôle accords, propriété intellectuelle et valorisation (APIV) de la DAJ, en remplacement de Mme Nathalie Le Ba, appelée à d'autres fonctions.

Art. 2 - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 27 juillet 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



Martina Knoop

Directrice de la Mission pour les Initiatives Transverses et Interdisciplinaires

Paris le 1^{er} mars 2022

Mme. Sophie NICOUD
LIRMM UMR 5506
CC477
161 rue Ada
34095 Montpellier Cedex 05

Objet : Lettre de mission

Chère collègue,

En accord avec M. Philippe Poignet, directeur du LIRMM, je souhaite vous confier, à partir du 1 janvier 2022, pour 2 ans, le suivi des e-outils auprès de la Mission pour les Initiatives Transverses et Interdisciplinaires (MITI).

Au sein de la plateforme des réseaux de la MITI, les outils informatiques de soutien à la vie des réseaux prennent une place centrale, et je souhaite mobiliser vos compétences afin de définir, auditer et mettre en œuvre ces outils ou être force de proposition sur des outils complémentaires. Ces questions seront abordées en coopération avec la DSI du CNRS.

Au bénéfice des réseaux, vous mettrez en place un catalogue de services ainsi que des formations pour les utiliser. Vous pourrez vous appuyer dans votre analyse sur les groupes de réflexions inter-réseaux pertinents qu'il vous appartiendra de constituer et piloter.

Pour mener à bien ces objectifs, ce suivi occupera 25 % de votre temps de travail.

Cette activité se fera en collaboration avec l'ASR de la Mission et sous la supervision de la coordinatrice de la plateforme.

Toutes les décisions, qui engagent la MITI, seront préalablement soumises à l'approbation de sa directrice.

Les frais de mission seront à la charge de la MITI selon les règles administratives en usage.

Je vous remercie chaleureusement d'avoir accepté cette mission.

Bien à vous,

Martina Knoop





DEC220469DRH

Décision portant renouvellement de la nomination de Mme Katia BARRAL fonctions de chargée de mission.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Katia BARRAL, ingénieure de recherche est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources pour la Direction des ressources humaines, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022. Sa mission a pour objet de participer à la mise en place d'une politique permettant, à travers ses cadres, d'améliorer l'attractivité et l'influence à l'international, à l'Europe, avec les cercles économiques et institutionnels du CNRS.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Katia BARRAL demeure affectée à la Délégation régionale Paris – Michel Ange.

Article 2

Du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, Mme Katia BARRAL percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation régionale Paris – Michel Ange.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

19.01.22

Le Président-directeur général
Antoine Petit

DEC221308DCIF

Décision portant nomination de Monsieur Alain DEDENIS aux fonctions de chargé de mission à temps partiel.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n°2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Monsieur Alain DEDENIS, ingénieur de recherche hors classe est nommé chargé de mission à temps partiel (CMTP) auprès du Directeur général délégué aux ressources du 01/04/2022 au 31/03/2025.

Sa mission a pour objet de participer aux travaux de l'Instance de Pilotage Mutualisé (IPM) Chorus Pro pilotée par l'AIFE.

Pour l'exercice de cette mission, Monsieur Alain DEDENIS demeure affecté(e) à la Direction des Comptes et de l'Information Financière (DCIF) au sein de la Délégation Régionale de Paris Michel Ange.

Article 2

Du 01/04/2022 au 31/03/2025, Monsieur Alain DEDENIS percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3 :


La dépense sera imputée sur le compte 64641000-subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation de Paris Michel Ange

Article 4 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 13 avril 2022

Le Président-directeur général
Antoine PETIT



DEC221903DRH

Décision portant nomination de Mme Meryl AIRAULT aux fonctions de responsable adjointe du service du conseil et de l'expertise juridiques de la direction des ressources humaines

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du CNRS ;

Vu la décision DEC100169DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des ressources humaines ;

Vu la décision DEC183221DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Hugues de La Giraudière aux fonctions de directeur des ressources humaines,

DECIDE

Art. 1^{er}. – A compter du 1^{er} juillet 2022, Mme Meryl AIRAULT est nommée aux fonctions de responsable adjointe du service du conseil et de l'expertise juridiques de la direction des ressources humaines.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 30 juin 2022

Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE



Copies :

- M. le directeur général délégué aux ressources ;
- Mme la directrice adjointe des ressources humaines ;
- Mme la directrice déléguée aux cadres supérieurs ;
- Mmes et MM. les responsables de service de la DRH ;
- Secrétariat DRH.

CNRS

3, rue Michel-Ange
75794 Paris cedex 16
www.cnrs.fr



DEC221788INSHS

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Théodora Psychoyou, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8223 intitulée Institut de recherche en Musicologie (IREMUS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8223 intitulée Institut de recherche en Musicologie (IREMUS) et nommant M. Gilles Demonet, directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Gilles Demonet, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, démissionnaire, à compter du 1^{er} juillet 2022.

II. A compter de cette même date, Mme Théodora Psychoyou, maîtresse de conférences à Sorbonne Université, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

26 JUIL. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221325DR02

Décision portant désignation de Mme Hélène Thomassin-Bourrel aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7622 intitulée Laboratoire de Biologie du développement

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC183279DGDS en date du 21/12/2018 nommant Mme Sylvie Schneider-Maunoury directrice de l'unité UMR7622 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 sources non scellées délivré à Mme Hélène Thomassin-Bourrel le 28/02/2022 par Université de Caen ;

Vu l'avis du comité en date du 24/03/2022 ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Hélène Thomassin-Bourrel, chargée de recherche, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7622 intitulée Laboratoire de Biologie du Développement, à compter du 04/04/2022 jusqu'au 16/03/2027.

Article 3 : Missions¹

Mme Hélène Thomassin-Bourrel exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il/Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 4 avril 2022

La déléguée régionale pour la
circonscription Paris-Centre


Véronique DEBISSCHOP

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

La directrice d'unité
Sylvie Schneider-Maunoury


Sylvie SCHNEIDER-MAUNOURY
Directrice de l'UMR 7622

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC221500INEE

Décision portant nomination de Mme Violaine Nicolas-Colin aux fonctions de directrice par intérim de l'Unité Mixte de Recherche n°7205 intitulée « Institut de Systématique, Evolution, Biodiversité (ISYEB) ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC183279DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7205 intitulée « Institut de Systématique, Evolution, Biodiversité (ISYEB) » et nommant M. Philippe Grandcolas, directeur de cette unité ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. A compter du 1^{er} mai 2022, il est mis fin aux fonctions de M. Philippe Grandcolas, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, démissionnaire.

II. A compter de cette même date, Mme Violaine Nicolas-Colin, Maître de conférences au MNHN, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 30 avril 2023.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président – directeur général

Antoine Petit



DEC221755DR02

Décision portant fin de fonction de Mme Aurèle Crasson aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8132 intitulée Institut des textes et manuscrits modernes

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC192181DR02 en date du 30/08/2019 nommant Mme Aurèle Crasson aux fonctions d'assistante de prévention à compter du 01/01/2019 ;

DECIDE :

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions d'assistante de prévention exercées par Mme Aurèle Crasson au sein de l'unité UMR8132, intitulée Institut des textes et manuscrits modernes, à compter du 01/06/2022.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14/06/2022

Le directeur de l'unité
Paolo D'Iorio

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop



DEC221761DR02

Décision portant nomination de Mme Marine Robouam aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité FR3631 intitulée Institut de biologie Paris-Seine

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181904DGDS en date du 21/12/2018 nommant M. Michel Labouesse, directeur de l'unité FR3631 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 07/02/2022 ;

Considérant que Mme Marine Robouam a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par Sorbonne Université du 23/11/2021 au 10/12/2021 (durée 39h) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Marine Robouam, assistant ingénieur, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité FR3631 intitulée Institut de biologie Paris-Seine, à compter du 31/03/2022.

Mme Marine Robouam exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Marine Robouam est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14/06/2022

Le directeur de l'unité
Michel Labouesse

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop



Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC221762DR02

Décision portant désignation de Mme Lise-Marie Chamoreau aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire (IPCM)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 nommant M. Louis Fensterbank directeur de l'unité UMR8232 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2, dans le secteur industrie, sources scellées, incluant les appareils en contenant, les appareils électriques émettant des rayonnements ionisants et les accélérateurs de particules, délivré à Mme Lise-Marie Chamoreau le 22/04/2022 par la Cerap ;

Vu la consultation du comité en date du 23/06/2022 ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Lise-Marie Chamoreau, ingénieur de recherche, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8232 intitulée Institut Parisien de Chimie Moléculaire, à compter du 23/06/2022 jusqu'au 03/05/2027.

Article 3 : Missions¹

Mme Lise-Marie Chamoreau exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 23 juin 2022

Le directeur d'unité
Louis Fensterbank

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier

DEC212424DR04

Décision portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie de recettes de la délégation régionale Ile-de-France Gif-sur-Yvette, service technique et logistique (STL), MOY400

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le code pénal, notamment l'article 432-10,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision DEC210118DAJ du 22/01/2021 portant nomination de Mr Benoît FORÊT aux fonctions de Délégué régional pour la circonscription de Ile-de-France Gif-sur-Yvette,

Vu, la décision DEC193269DR04 du 24/12/2019 instituant la régie de recettes de la délégation régionale Ile-de-France Gif-sur-Yvette, service STL, MOY400,

Vu, la décision DEC193268DR04 du 24/12/2019 de nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie de recettes de la délégation régionale Ile-de-France Gif-sur-Yvette, service STL, MOY400,

DECIDE :**Article 1^{er}**

Mme Yasminka TARHOUNI est nommée régisseur de la régie de recettes du service STL de la délégation régionale Ile-de-France Gif-sur-Yvette avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans la décision de création de celle-ci.

Article 2

Mm Sonia OLIVEIRA est nommée mandataire suppléante de Mme Yasminka TARHOUNI.

La suppléance s'exerce afin d'assurer le remplacement du régisseur pour l'ensemble des opérations de la régie (en cas d'absence du régisseur titulaire) pour une durée ne pouvant excéder deux mois.

Une remise de service est organisée entre le mandataire suppléant et le régisseur à chaque départ et retour dans le service.

Article 3

- I. Le régisseur est astreint à constituer un cautionnement d'un montant de 300 €
- II. Le mandataire suppléant est dispensé de cautionnement.

Article 4

- I. Le régisseur ne perçoit pas d'indemnité responsabilité.
- II. Le mandataire suppléant ne perçoit pas d'indemnité responsabilité.

Article 5

Le régisseur et le mandataire suppléant sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par l'agent comptable, du maniement des fonds et des mouvements du compte de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

Article 6

Le régisseur et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites judiciaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.



Article 7 – Dispositions finales

- I. La présente décision abroge la décision DEC193268DR04 du 24/12/2019 de nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie de recettes de la délégation régionale Ile-de-France Gif-sur-Yvette, service STL, MOY400
- II. le Délégué régional et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Ile-de-France Gif-sur-Yvette sont chargés de l'exécution de la présente décision.
- III. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif sur Yvette, le 12/07/2021

Le Délégué régional,
Benoît FORÉT

Pour agrément, l'Agent comptable secondaire
Lionel DEMEZET

Vu, l'Agent comptable principal
Marie-Laure INISAN-EHRET

Pour acceptation,
Le régisseur
Yasminka TARHOUNI

Pour acceptation,
Le mandataire suppléant
Sonia OLIVEIRA



DEC212956DCIF

Décision portant cessation de Monsieur Lionel DEMEZET de ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Ile-de-France Gif-sur-Yvette » du CNRS et nomination de Monsieur Marc FRANCOIS aux fonctions d'agent comptable secondaire, par intérim, de la délégation régionale « Ile-de-France Gif-sur-Yvette » du CNRS

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée, portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS

Vu la décision DEC173157DCIF du 5 décembre 2017 portant nomination de Monsieur Lionel DEMEZET aux fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Ile-de-France Sud » du CNRS

Vu l'agrément de la Direction générale des Finances publiques donnée par lettre RH-1B/2021/08/4274 du 25 août 2021 pour la nomination de Monsieur Marc FRANCOIS aux fonctions d'agent comptable secondaire, par intérim, de la délégation régionale « Ile-de-France Gif-sur-Yvette » du CNRS

Vu, l'avis favorable de l'Administratrice générale des Finances publiques, Agent comptable principal du CNRS

Article 1^{er}

Monsieur Lionel DEMEZET, Inspecteur divisionnaire des Finances publiques, cessera ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Ile-de-France Gif-sur-Yvette » à compter du 1^{er} octobre 2021.

Article 2

A cette même date, Monsieur Marc FRANCOIS, Inspecteur divisionnaire des Finances publiques, est nommé agent comptable secondaire, par intérim, de la délégation régionale « Ile-de-France Gif-sur-Yvette »

Article 3

La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 7 septembre 2021

Président directeur général

Antoine PETIT

DEC221182DR04

Décision portant nomination de Mme Adeline HUMBERT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201577INSB du 22 septembre 2020 nommant M. Frédéric BOCCARD, directeur de l'unité UMR9198 ;

Considérant que Mme Adeline HUMBERT a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par le Muséum National d'Histoire Naturelle du 04/10 au 09/11 2018.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Adeline HUMBERT, TCN, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule, à compter du 01/12/2021.

Mme Adeline HUMBERT exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Adeline HUMBERT, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le

Le directeur de l'unité
Frédéric BOCCARD

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÉT



DEC221179DR04

Décision portant nomination de Mme Ozlem ORAL aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7642 intitulée Laboratoire des solides irradiés

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant Mme Michèle RAYNAUD, directrice de l'unité UMR7642 ;

Considérant que Mme Ozlem ORAL a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par l'Ecole Polytechnique les 23/24/25 novembre 2021 et 11/12/13 janvier 2022.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Ozlem ORAL, AI, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7642 intitulée Laboratoire des solides irradiés, à compter du 01/02/2022.

Mme Ozlem ORAL exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Ozlem ORAL, est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Palaiseau, le

La directrice de l'unité
Michèle RAYNAUD

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÉT



DEC221176DR04

Décision portant nomination de M. Eric HERRMANN aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201577INSB du 22 septembre 2020 nommant M. Frédéric BOCCARD, directeur de l'unité UMR9198 ;

Considérant que M. Eric HERRMANN a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS les 18/19/20 octobre et 15/16/17 novembre 2021.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Eric HERRMANN, IECN, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule, à compter du 01/12/2021.

M. Eric HERRMANN exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Eric HERRMANN, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le

Le directeur de l'unité
Frédéric BOCCARD

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT



DEC221175DR04

Décision portant nomination de Mme Malak BIGOURD aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8190 intitulée Laboratoire "Atmosphères et observations spatiales"

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC193206DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. François RAVETTA, directeur de l'unité UMR8190 ;

Considérant que Mme Malak BIGOURD a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par le CNRS les 18/19/20 octobre et 15/16/17 novembre 2021.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Malak BIGOURD, IR2, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8190 intitulée Laboratoire "Atmosphères et observations spatiales", à compter du 01/12/2021.

Mme Malak BIGOURD exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Malak BIGOURD, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Guyancourt, le

Le directeur de l'unité
François RAVETTA

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÉT



DEC221173DR04

Décision portant nomination de Mme Elise MICHEL aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8531 intitulée Photophysique et photochimie supramoléculaires et macromoléculaires

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. Fabien MIOMANDRE, directeur de l'unité UMR8531 ;

Considérant que Mme Elise MICHEL a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par le CNRS les 18/19/20 octobre et 15/16/17 novembre 2021.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Elise MICHEL, TCN, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8531 intitulée Photophysique et photochimie supramoléculaires et macromoléculaires, à compter du 01/12/2021.

Mme Elise MICHEL exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Elise MICHEL, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le

Le directeur de l'unité
Fabien MIOMANDRE

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÉT



DEC221172DR04

Décision portant nomination de M. Flavien DELGHEIER aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8029 intitulée Systèmes et applications des technologies de l'information et de l'énergie

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. François COSTA, directeur de l'unité UMR8029 ;

Considérant que M. Flavien DELGHEIER a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS les 18/19/20 octobre et 15/16/17 novembre 2021.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Flavien DELGHEIER, IEHC, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR8029 intitulée Systèmes et applications des technologies de l'information et de l'énergie, à compter du 01/12/2021.

M. Flavien DELGHEIER exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Flavien DELGHEIER, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le

Le directeur de l'unité
François COSTA

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÉT



DEC221802INSMI

Décision portant nomination de M. Stéphane Menozzi aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 8071 intitulée « Laboratoire de Mathématiques et Modélisation d'Évry » (LaMME).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC193202INSMI du 20 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8071 intitulée « Laboratoire de Mathématiques et Modélisation d'Évry » (LaMME) et nommant Mme Agathe Guilloux directrice de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord de la tutelle principale ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}


A compter du 1^{er} septembre et jusqu'au 31 décembre 2022, M. Stéphane Menozzi, professeur à l'Université d'Évry, est nommé directeur par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, en remplacement de Mme Agathe Guilloux, démissionnaire.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **26 JUIL. 2022**

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221870INSMI

Décision portant nomination de M. Dimitri Zvonkine aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 8100 intitulée « Laboratoire de mathématiques de Versailles » (LMV).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8100 intitulée « Laboratoire mathématiques de Versailles » (LMV) ;

Vu l'accord de la tutelle principale ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :


Article 1^{er}

A compter du 1^{er} septembre jusqu'au 31 décembre 2022, M. Bertrand Dimitri Zvonkine, Directeur de recherche au CNRS, est nommé directeur par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, en remplacement de M. Nicolas Perrin, appelé à d'autres fonctions.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **26 JUIL. 2022**



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC221439DR04

Décision portant désignation de Mme Tatiana TIMTCHENKO aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201577INSB du 22 septembre 2020 nommant M. Frédéric BOCCARD, directeur de l'unité UMR9198 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option sources radioactives scellées et non scellées délivré à Mme Tatiana TIMTCHENKO le 24/06/2021 par SGS ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Tatiana TIMTCHENKO, CR1, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule, à compter du 24/06/2021 jusqu'au 24/06/2026.

Article 2 : Missions¹

Mme Tatiana TIMTCHENKO exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le

Le directeur d'unité
Frédéric BOCCARD

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. II/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221453DR04

Décision portant désignation de M. Marc BONNET aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9026 intitulée Laboratoire de mécanique Paris-Saclay

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213780DGDS du 20 décembre 2021 nommant M. Pierre-Alain BOUCARD, directeur de l'unité UMR9026 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option sources scellées, délivré à M. Marc BONNET le 05/11/2021 par CERAP ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Marc BONNET, IECN, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9026 intitulée Laboratoire de mécanique Paris-Saclay, à compter du 05/11/2021 jusqu'au 05/11/2026.

Article 2 : Missions¹

M. Marc BONNET exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le

Le directeur d'unité
Pierre-Alain BOUCARD

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221441DR04

Décision portant désignation de M. Sébastien WURTH aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. Achille STOCCHI, directeur de l'unité UMR9012 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option sources radioactives scellées et non scellées délivré à M. Sébastien WURTH le 24/06/2021 par SGS ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Sébastien WURTH, IE1C, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie, à compter du 24/06/2021 jusqu'au 24/06/2026.

Article 2 : Missions¹

M. Sébastien WURTH exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orsay, le

Le directeur d'unité
Achille STOCCHI

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÉT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. II/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221437DR04

Décision portant désignation de M. Mickaël POIDEVIN aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201577INSB du 22 septembre 2020 nommant M. Frédéric BOCCARD, directeur de l'unité UMR9198 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option sources radioactives non scellées délivré à M. Mickaël POIDEVIN le 12/05/2021 par SGS ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Mickaël POIDEVIN, IECN, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule, à compter du 12/05/2021 jusqu'au 01/07/2026.

Article 2 : Missions¹

M. Mickaël POIDEVIN exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le

Le directeur d'unité
Frédéric BOCCARD

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. II/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221436DR04

Décision portant désignation de M. Maher OMEICH aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. Achille STOCCHI, directeur de l'unité UMR9012 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option sources scellées incluant les appareils en contenant, les appareils électriques émettant des rayonnements ionisants et les accélérateurs de particules, délivré à M. Maher OMEICH le 16/12/2021 par CERAP ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Maher OMEICH, IR1, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie, à compter du 16/12/2021 jusqu'au 16/12/2026.

Article 2 : Missions¹

M. Maher OMEICH exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orsay, le

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

Le directeur d'unité
Achille STOCCHI

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221469DR04

Décision portant désignation de M. Jean-François LE DU aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. Achille STOCCHI, directeur de l'unité UMR9012 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option détention ou gestion de sources radioactives scellées et non scellées, d'appareils électriques émettant des rayons X et d'accélérateurs de particules, délivré à M. Jean-François LE DU le 27/04/2017 par SGS ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Jean-François LE DU, IR1, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie, à compter du 27/04/2017 jusqu'au 07/09/2022.

Article 2 : Missions¹

M. Jean-François LE DU exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.
Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orsay, le

Le directeur d'unité
Achille STOCCHI

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221335DR04

Décision portant désignation de Mme Gaëlle AMIRI aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8635 intitulée Groupe d'études de la matière condensée.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201970INP du 22 décembre 2020 nommant M. Alain LUSSON, directeur de l'unité UMR8635 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur option sources scellées délivré à Mme Gaëlle AMIRI le 08/12/2021 par APERCORA ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Gaëlle AMIRI, IR1, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8635 intitulée Groupe d'études de la matière condensée, à compter du 08/12/2021 jusqu'au 08/12/2026.

Article 2 : Missions¹

Mme Gaëlle AMIRI exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à

le.....

Le directeur d'unité
Alain LUSSON

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORET

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. II/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(s), l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221413DR04

Décision portant désignation de M. Rodolphe AUGER aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201577INSB du 22 septembre 2020 nommant M. Frédéric BOCCARD, directeur de l'unité UMR9198 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option détention ou gestion de sources radioactives non scellées et des sources scellées nécessaires à leur contrôle, délivré à M. Rodolphe AUGER le 18/01/2018 par SGS ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Rodolphe AUGER, IR1, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule, à compter du 18/01/2018 jusqu'au 18/01/2023.

Article 2 : Missions¹

M. Rodolphe AUGER exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.
Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le

Le directeur d'unité
Frédéric BOCCARD

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221414DR04

Décision portant désignation de Mme Marie BOUDSOCQ aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9213 intitulée Institut des sciences des plantes de Paris Saclay

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. Martin CRESPI, directeur de l'unité UMR9213 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option sources scellées, sources non scellées, délivré à Mme Marie BOUDSOCQ le 25/01/2022 par IRSN ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Marie BOUDSOCQ, CR1, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9213 intitulée Institut des sciences des plantes de Paris Saclay, à compter du 25/01/2022 jusqu'au 08/06/2027.

Article 2 : Missions¹

Mme Marie BOUDSOCQ exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orsay, le

Le directeur d'unité
Martin CRESPI

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221416DR04

Décision portant désignation de M. Nicolas MANDVILLE aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. Achille STOCCHI, directeur de l'unité UMR9012 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option sources scellées incluant les appareils en contenant, les appareils électroniques émettant des rayonnements ionisants et les accélérateurs de particules, et sources non scellées incluant les sources scellées nécessaires à leurs vérifications et contrôles, délivré à M. Nicolas MANDVILLE le 16/12/2021 par CERAP ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Nicolas MANDVILLE, AI, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie, à compter du 16/12/2021 jusqu'au 03/06/2027.

Article 2 : Missions¹

M. Nicolas MANDVILLE exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orsay, le

Le directeur d'unité
Achille STOCCHI

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÉT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221417DR04

Décision portant désignation de Mme Maria COSTA aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201577INSB du 22 septembre 2020 nommant M. Frédéric BOCCARD, directeur de l'unité UMR9198 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option sources radioactives non scellées délivré à Mme Maria COSTA le 12/05/2021 par SGS ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Maria COSTA, CR1, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule, à compter du 12/05/2021 jusqu'au 12/05/2026.

Article 2 : Missions¹

Mme Maria COSTA exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.
Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le

Le directeur d'unité
Frédéric BOCCARD

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÉT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. II/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221426DR04

Décision portant désignation de M. Atanas DINKOV aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. Achille STOCCHI, directeur de l'unité UMR9012 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option sources radioactives scellées incluant les appareils en contenant, les appareils électriques émettant des rayons X et les accélérateurs de particules, et sources radioactives non scellées incluant les sources scellées nécessaires à leur contrôle, délivré à M. Atanas DINKOV le 28/05/2018 par ENSTTI ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Atanas DINKOV, AI, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie, à compter du 28/05/2018 jusqu'au 07/06/2023.

Article 2 : Missions¹

M. Atanas DINKOV exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.
Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orsay, le

Le directeur d'unité
Achille STOCCHI

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÉT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221427DR04

Décision portant désignation de Mme Hélène FAURE aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9197 intitulée Institut des neurosciences Paris-Saclay

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. François ROUYER, directeur de l'unité UMR9197 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option sources scellées incluant les appareils en contenant, les appareils électroniques émettant des rayonnements ionisants et les accélérateurs de particules, délivré à Mme Hélène FAURE le 05/11/2021 par CERAP ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Hélène FAURE, IR1, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9197 intitulée Institut des neurosciences Paris-Saclay, à compter du 05/11/2021 jusqu'au 24/11/2026.

Article 2 : Missions¹

Mme Hélène FAURE exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le

Le directeur d'unité
François ROUYER

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221428DR04

Décision portant désignation de M. Jérôme MARROT aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8180 intitulée Institut Lavoisier de Versailles

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC202113INC du 2 décembre 2020 nommant M. Emmanuel MAGNIER, directeur de l'unité UMR8180 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option sources radioactives scellées, délivré à M. Jérôme MARROT le 08/02/2019 par CERAP ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Jérôme MARROT, IR1, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8180 intitulée Institut Lavoisier de Versailles, à compter du 08/02/2019 jusqu'au 17/03/2024.

Article 2 : Missions¹

M. Jérôme MARROT exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Versailles, le

Le directeur d'unité
Emmanuel MAGNIER

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221429DR04

Décision portant désignation de Mme Audrey LABARDE aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201577INSB du 22 septembre 2020 nommant M. Frédéric BOCCARD, directeur de l'unité UMR9198 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option sources non scellées incluant les sources scellées nécessaires à leurs vérifications et contrôles, délivré à Mme Audrey LABARDE le 16/12/2021 par CERAP ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Audrey LABARDE, IECN, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule, à compter du 16/12/2021 jusqu'au 27/01/2027.

Article 2 : Missions¹

Mme Audrey LABARDE exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le

Le directeur d'unité
Frédéric BOCCARD

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221803INSMI

Décision portant nomination de M. Bertrand Deroin aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 8088 intitulée « Analyse, géométrie et modélisation » (AGM).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8088 intitulée « Analyse, géométrie et modélisation » (AGM) et nommant M. Nicolay Tzvetkov directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord de la tutelle principale ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} septembre et jusqu'au 31 décembre 2022, M. Bertrand Deroin, Directeur de recherche CNRS, est nommé directeur par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, en remplacement de M. Nicolay Tzvetkov, appelé à d'autres fonctions.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

26 JUIL. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221869DR06

Décision portant nomination du régisseur auprès de la régie temporaire de recettes du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274).

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu, le code pénal, notamment l'article 432-10,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, l'arrêté du 26 avril 2021 relatif aux régies d'avances et de recettes des organismes publics nationaux situées à l'étranger,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision n° DEC191404DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de Mme Edwige Helmer-Laurent aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription Centre-Est,

Vu, la décision n°DEC221868DR06 du 27 juin 2022 instituant la régie de recettes du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274),

DECIDE :**Article 1^{er}**

Mme Muriel SIMON, technicienne CNRS, est nommée régisseur de la régie temporaire de recettes du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274) avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans la décision de création de celle-ci.

Article 2

Le régisseur n'est pas astreint à constituer un cautionnement en raison du caractère temporaire de la régie.

Article 3

Le régisseur ne perçoit pas d'indemnité responsabilité.

Article 4

Le régisseur est personnellement et pécuniairement responsable de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'il recueille ou qui lui sont avancés par l'agent comptable, du maniement des fonds et des mouvements du compte de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

Article 5

Le régisseur ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites judiciaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

Article 6 - Dispositions finales

- I. La Déléguée régionale et l'Agent comptable secondaire de la Délégation Centre-Est sont chargés de l'exécution de la présente décision.
- II. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy, le 27 juin 2022,

La Déléguée régionale,

Avis conforme de l'Agent comptable
secondaire,

Edwige HELMER-LAURENT

Vincent TOLDRE



Pour acceptation,
Le régisseur

Muriel SIMON





DEC212914DR07

Décision modificative de la décision N DEC200563DR07 du 28 février 2020 portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie d'avances auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le code pénal, notamment l'article 432-10,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision n° DEC202316DAJ du 22/12/2020 portant nomination de M. Laurent BARBIERI aux fonctions de Délégué régional pour la circonscription de Rhône-Auvergne,

Vu, la décision n°DEC200562DR07 du 28/02/2020 modifiée portant institution d'une régie d'avance auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne,

Vu, la décision n°DEC200563DR07 du 28/02/2020 modifiée portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant de la régie d'avance auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne,

DECIDE :

Article 1 Modification de l'article 2 de la décision n° DEC200563DR07 du 28/02/2020

Mme Ismahan BETTAHAR et M. Tao DAI sont nommés mandataires suppléants de Mme Marie Claire VILLEVAL

Article 2:

Toutes les autres dispositions de la décision n°DEC200563DR07 restent inchangées

Article 3 Dispositions finales

Le Délégué régional et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Rhône-Auvergne sont chargés de l'exécution de la présente décision.

La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS

Fait à Villeurbanne, le

Le délégué régional

Pour agrément l'agent comptable secondaire

Vu l'agent comptable principal

Pour acceptation le régisseur

Pour acceptation le mandataire suppléant

DEC221244DR07

Décision portant nomination de Madame Michèle WEISS aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5261 intitulée « Pathophysiologie et génétique du neurone et du muscle ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 01 / 01 / 2022 nommant **Monsieur Laurent SCHAEFFER**, directeur de l'UMR5261 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du __ / __ / __ ;

Considérant que **Mme Michèle WEISS** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la **délégation Rhône Auvergne du CNRS** du 19 au 21 mai 2003 et du 02 au 04 juin 2003 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Madame Michèle WEISS, ingénieure d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5261 intitulée « Pathophysiologie et génétique du neurone et du muscle », à compter du 01/01/2022.

Madame Michèle WEISS, exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Madame Michèle WEISS**, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à ...Lyon., le 20 mai 2022

Le directeur de l'unité
Laurent SCHAEFFER

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI


Pour le Délégué Régional empêché
Auréli De Sousa
Adjointe au Délégué Régional

Délégation Rhône Auvergne
2 avenue Albert Einstein
BP 61335
69609 Villeurbanne cedex
T.04 72 44 56 00
www.dr7.cnrs.fr


Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY

DEC221156DRH

Décision portant renouvellement de M. Bernard VERRIER aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de Président du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC192474DRH du 29 octobre 2019 modifiée par la décision DEC200869DRH du 24 juin 2020 portant nomination de M. Bernard VERRIER aux fonctions de chargé de mission ;

Sur proposition du Directeur des Ressources Humaines (DRH) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Bernard VERRIER, DRCE, est renouvelé dans ses fonctions de chargé de mission auprès du directeur général délégué à la science pour la direction des ressources humaines (DRH), du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.


Sa mission a pour objet le conseil sur la politique RH envers la population des chercheurs du CNRS.

Pour l'exercice de cette mission, M. Bernard VERRIER demeure affecté à la l'UMR5305.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 13 avril 2022


Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain Schuhl

DEC221908DR07

Décision portant nomination de M. Abdelhamid AIT MOUHEB aux fonctions d'assistant de prévention au sein de la MOY700 intitulée « Délégation Rhône Auvergne ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision **DEC202316DAJ** en date du **01 / 03 / 2021** nommant **M. Laurent BARBIERI**, directeur de la **MOY700** ;

Vu l'avis du conseil de l'unité [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du __ / __ / ____ ;

Considérant que **M. Abdelhamid AIT MOUHEB** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par **l'École Normale Supérieure de Lyon les 16 et 17 mai et les 20, 21 et 22 juin 2022** ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **M. Abdelhamid AIT MOUHEB, ingénieur d'études**, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'**MOY700** intitulée « **Délégation Rhône Auvergne** », à compter du **01/07/2022**.

M. Abdelhamid AIT MOUHEB exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, **M. Abdelhamid AIT MOUHEB**, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juillet 2022



Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI



DEC221905DRH

Décision portant renouvellement de Madame Aurélie DE SOUSA aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Madame Aurélie DE SOUSA, Ingénieure de recherche de 1^{ère} classe, Déléguée Régionale Adjointe à la délégation Rhône Auvergne du CNRS est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources pour la direction déléguée aux cadres supérieurs, du 1^{er} juin 2022 au 31 mai 2023.

Sa mission a pour objet l'accompagnement des parcours des responsables administratifs (RA) de laboratoire

Article 2

Du 1^{er} juin 2022 au 31 mai 2023, Madame Aurélie DE SOUSA, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

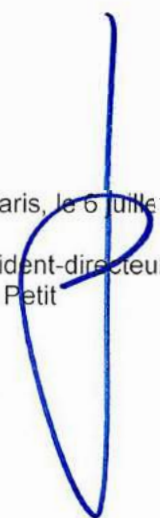
La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Rhône Auvergne du CNRS

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 6 juillet 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC221713DR07

Décision portant nomination de Madame Graziella RICHARD aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6293 intitulée « Génétique, reproduction et développement ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision **DEC201509DGDS** en date du **01 / 01 / 2021** nommant **Monsieur Krzysztof JAGLA**, directeur de l'**UMR6293** ;

Vu l'avis du conseil de l'unité [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du 14 / 06 / 2022 ;

Considérant que **Madame Graziella RICHARD** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par **l'Université Clermont-Auvergne les 05 et 06 mai, les 09 et 10 mai et les 19 et 20 mai 2022** ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Madame Graziella RICHARD**, *assistante ingénieur*, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'**UMR6293** intitulée « **Génétique, reproduction et développement** », à compter du **01/06/2022**.

Madame Graziella RICHARD exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Madame Graziella RICHARD**, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CLERMONT FERRAND, le 14/06/2022

Le directeur de l'unité
Krzysztof JAGLA

Visa du délégué régional du CNRS

Délégation Rhône Auvergne

2 avenue Albert Einstein
BP 61335
69609 Villeurbanne cedex
T.04 72 44 56 00
www.dr7.cnrs.fr

Laurent BARBIERI

Visa du président de l'Université Clermont-Auvergne
Mathias BERNARD
UCA



DEC221712DR07

Décision portant nomination de Madame Marie-Noelle PELISSIER aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6293 intitulée « Génétique, reproduction et développement ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision **DEC201509DGDS** en date du **01 / 01 / 2021** nommant **Monsieur Krzysztof JAGLA**, directeur de l'**UMR6293** ;

Vu l'avis du conseil de l'unité [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du 14 / 06 / 2022 ;

Considérant que **Madame Marie-Noelle PELISSIER** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par **l'Université Clermont-Auvergne les 05 et 06 mai, les 09 et 10 mai et les 19 et 20 mai 2022** ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Madame Marie-Noelle PELISSIER**, *ingénieure de recherche*, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'**UMR6293** intitulée « **Génétique, reproduction et développement** », à compter du **01/06/2022**.

Madame Marie-Noelle PELISSIER exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Madame Marie-Noelle PELISSIER**, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CLERMONT FERRAND, le 14/06/2022

Visa du délégué régional du CNRS

Délégation Rhône Auvergne

2 avenue Albert Einstein
BP 61335
69609 Villeurbanne cedex
T.04 72 44 56 00
www.dr7.cnrs.fr

Le directeur de l'unité
Krzysztof JAGLA



Laurent BARBIERI

Visa du président de l'Université Clermont-Auvergne
Mathias BERNARD
UCA



DEC211955DR08

Décision portant nomination de Mme Maryline LE MEE-LAUBE aux fonctions de Personne Compétente en Radioprotection de l'UAR44 intitulée « Typage et Archivage d'Animaux Modèles » TAAM.

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R.4451-103 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC180489INSB du 8 février 2018 modifiant la décision collective DEC171290DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UPS44 « Typage et Archivage d'Animaux Modèles » - TAAM, dont la directrice est Mme Cécile FREMOND ;

Vu la décision DEC202354DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines UPS en UAR ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option « *sources radioactives scellées* » délivré à Mme Maryline LE MEE-LAUBE, le 09 avril 2021 par CERAP PREVENTION ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire du 24 juin 2021.

DECIDE :

Article 1er : Nomination

Mme Maryline LE MEE-LAUBE, Ingénieure d'Etudes, est nommée personne compétente en radioprotection jusqu'au 9 avril 2026.

Article 2 : Missions

Mme Maryline LEMEE-LAUBE exerce les missions prévues aux articles R.4451-110 et suivants du code du travail.

Article 3 : Communication obligatoire

L'identité et les coordonnées de Mme Maryline LEMEE-LAUBE sont portées à la connaissance de chaque personnel qui pourrait intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orléans., le 04 octobre 2021

La directrice d'unité
Cécile FREMOND

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC211954DR08

Décision portant nomination de Mme Stéphanie RETIF aux fonctions de Personne Compétente en Radioprotection de l'UAR44 intitulée « Typage et Archivage d'Animaux Modèles » TAAM.

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R.4451-103 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC180489INSB du 8 février 2018 modifiant la décision collective DEC171290DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UPS44 « Typage et Archivage d'Animaux Modèles » - TAAM, dont la directrice est Mme Cécile FREMOND ;

Vu la décision DEC202354DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines UPS en UAR ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option « *sources radioactives non scellées* » délivré à Mme Stéphanie RETIF le 08 avril 2021 par IMOGERE Université de Caen ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire du 24 juin 2021.

DECIDE :

Article 1er : Nomination

Mme Stéphanie RETIF, Assistante d'Ingénieur, est nommée personne compétente en radioprotection jusqu'au 5 avril 2026.

Article 2 : Missions

Mme Stéphanie RETIF exerce les missions prévues aux articles R.4451-110 et suivants du code du travail.

Article 3 : Communication obligatoire

L'identité et les coordonnées de Mme Stéphanie RETIF sont portées à la connaissance de chaque personnel qui pourrait intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orléans, le 04 octobre 2021

La directrice d'unité
Cécile FREMOND

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC221142DR08

Décision portant désignation de Mme Audrey ALLAVENA aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité mixte de recherche UMR7285, intitulée « Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers » IC2MP.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21/12/2017 portant renouvellement de l'unité UMR7285, intitulée « Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers » - IC2MP et nommant M. Yannick POUILLOUX, directeur de l'unité ;

Vu le certificat transitoire de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « *sources scellées* » délivré à Mme Audrey ALLAVENA le 14/10/2021 par la société de radioprotection Progray ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 28/11/2019.

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

Mme Audrey ALLAVENA, Ingénieure d'études, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7285, intitulée « Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers » - IC2MP, à compter du 14/10/2021 jusqu'au 02/10/2024.

Article 2 : Missions

Mme Audrey ALLAVENA exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Poitiers, le 14/03/2022

Le directeur d'unité
M. Yannick POUILLOUX

Visa de la Présidente de l'Université de Poitiers
Mme Virginie LAVAL

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC220884DR08

Décision portant nomination de Mme Chloé ROBIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » - CBM.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213426INC en date du 06/01/2022 portant modification de l'équipe de direction et nommant M. Matthieu REFREGIERS, directeur de l'unité UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » - CBM ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 10/03/2022 ;

Considérant que Mme Chloé ROBIN a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la Délégation Paris A du CNRS du 3 mars au 1^{er} avril 2009 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Chloé ROBIN, Assistante d'Ingénieur, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » - CBM, à compter du 06/01/2022.

Mme Chloé ROBIN exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Chloé ROBIN, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 25/04/2022

Le directeur de l'unité
M. Matthieu REFREGIERS

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC220878DR08

Décision portant désignation de M. David MELLIER aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité propre de recherche UPR3346 intitulée « Institut P' : Recherche et Ingénierie en Matériaux, Mécanique et Energétique » - PPRIME.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC193193INSIS du 20 décembre 2019 nommant M. Karl JOULAIN directeur de l'unité UPR3346 intitulée « Institut P' : Recherche et Ingénierie en Matériaux, Mécanique et Energétique » - PPRIME ;

Vu le certificat de formation initiale de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « *sources radioactives scellées* » délivré à M. David MELLIER le 23/09/2021 par la Société de Radioprotection Progray ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 14/10/2021.

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

M. David MELLIER, Ingénieur d'Etudes, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UPR3346 intitulée « Institut P' : Recherche et Ingénierie en Matériaux, Mécanique et Energétique » - PPRIME, à compter du 22/10/2021 jusqu'au 23/09/2026.

Article 2 : Missions

M. David MELLIER exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Poitiers, le 22/10/2021

Le directeur d'unité
M. Karl JOULAIN

Visa de la Présidente de l'Université de Poitiers
Mme Virginie LAVAL

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC220874DR08

Décision portant nomination de M. Henrique DA MOTA ROCHA aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7065 intitulée « Institut de Recherche sur les Archéomatériaux » - IRAMAT.

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20/12/2021 portant renouvellement de l'UMR7065, intitulée « Institut de Recherche sur les Archéomatériaux » - IRAMAT et nommant Mme Sylvia NIETO-PELLETIER directrice de l'unité ;

Vu l'avis de l'Assemblée Générale en date du 10/02/2022 ;

Considérant que M. Henrique DA MOTA ROCHA a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée Délégation CNRS Centre Poitou-Charentes et l'Université François Rabelais du 7 au 29 juin 2012 à Tours ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Henrique DA MOTA ROCHA, Assistant Ingénieur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité l'UMR7065, intitulée « Institut de Recherche sur les Archéomatériaux » - IRAMAT, à compter du 11/02/2022.

M. Henrique DA MOTA ROCHA exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Henrique DA MOTA ROCHA, est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 03/05/2022

La directrice de l'unité
Mme Sylvia NIETO-PELLETIER

Visa du Président de l'Université d'Orléans
M. Eric BLOND

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC220845DR08

Décision portant désignation de Mme Christelle OBLET aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7276 intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20/12/2021 portant renouvellement de l'UMR7276 intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL et nommant M. Eric PINAUD, aux fonctions de directeur de l'unité ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « sources radioactives non scellées » délivré à Mme Christelle OBLET le 09/10/2020 par la société de Radioprotection Progray ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « sources radioactives scellées » délivré à Mme Christelle OBLET le 30/09/2020 par société de Radioprotection Progray ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 11/03/2022

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

Mme Christelle OBLET, Assistante d'Ingénieure, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7276 intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL, à compter du 01/01/2022 jusqu'au 30/09/2025.

Article 2 : Missions¹

Mme Christelle OBLET exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Limoges, le 04/04/2022

Le Directeur d'unité
M. Eric PINAUD

Visa de la Présidente de l'Université de Limoges
Mme Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Visa du Délégué Régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs. Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC220847DR08

Décision portant nomination de Mme Claire CARRION aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7276 intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20/12/2021 portant renouvellement de l'UMR7276 intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL et nommant M. Eric PINAUD, aux fonctions de directeur de l'unité ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 11/03/2022 ;

Considérant que Mme Claire CARRION a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la Délégation Aquitaine Limousin et l'Université Sciences et Technologie de Bordeaux du 15 juin au 28 juin 2005 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Claire CARRION, Ingénieure d'Etudes, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7276, intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL, à compter du 1^{er} janvier 2022.

Mme Claire CARRION exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Claire CARRION, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Limoges, le 4 mai 2022

Le directeur de l'unité
M. Eric PINAUD

Visa de la Présidente de l'Université de Limoges
Mme Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC220845DR08

Décision portant nomination de Mme Catherine OUK aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7276 intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20/12/2021 portant renouvellement de l'UMR7276 intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL et nommant M. Eric PINAUD, aux fonctions de directeur de l'unité ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 11/03/2022 ;

Considérant que Mme Catherine OUK a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par l'Université de Limoges du 27 janvier 2014 au 16 octobre 2014.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Catherine OUK, Ingénieure d'Etudes, est nommée aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7276, intitulée « Contrôle des Réponses Immunes B et des Lymphoproliférations » - CRIBL, à compter du 1^{er} janvier 2022.

Mme Catherine OUK exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Catherine OUK, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Limoges, le 03/05/2022

Le directeur de l'unité
M. Eric PINAUD

Visa de la Présidente de l'Université de Limoges
Mme Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC220814DR08

Décision portant nomination de M. Simon DENIS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte de recherche UMR7372 intitulée « Centre d'Etudes Biologiques de Chizé » - CEBC

LE DIRECTEUR PAR INTERIM,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213284INEE en date du 05/11/2021 nommant M. Yves CHEREL, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7372 intitulée « Centre d'études biologiques de Chizé » - CEBC ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 27/01/2011 ;

Considérant que M. Simon DENIS a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par l'Université de Tours du 14 au 29 juin 2010 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Simon DENIS, assistant ingénieur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7372 intitulée « Centre d'études biologiques de Chizé » - CEBC, à compter du 01/01/2022 ;

M. Simon DENIS exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Simon DENIS, est placé sous l'autorité du directeur par intérim de l'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Chizé, le 07/03/2022

Le directeur par intérim de l'unité
M. Yves CHEREL

Visa du Président de l'université de la Rochelle
M. Jean-Marc OGIER

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC221479DR08

Décision portant nomination de M. Eric BOURHIS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7374 intitulée « Interfaces Confinement Matériaux et Nanostructures » - ICMN

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213712INP en date du 22/12/2021 nommant M. Christophe SINTUREL directeur de l'unité mixte n°7374 intitulée « Interfaces Confinement Matériaux et Nanostructures » - ICMN ;

Vu l'avis du conseil de l'unité du 07/09/2020 ;

Considérant que M. Eric BOURHIS a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par CERFOS à Caen du 15 au 17 septembre 2020 et à Orléans du 29 septembre au 1^{er} octobre 2020.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Eric BOURHIS, Assistant Ingénieur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7374 intitulée « Interfaces Confinement Matériaux et Nanostructures » - ICMN, à compter du 01/01/2022

M. Eric BOURHIS exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Eric BOURHIS, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 21/04/2022

Le directeur de l'unité
M. Christophe SINTUREL

Visa du Président de l'Université d'Orléans
M. Eric BLOND

Visa du Délégué Régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC221258INSHS

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Ludovic Hamon, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7323 intitulée Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7323 intitulée Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR) et nommant M. Benoist Pierre, directeur de cette unité ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Benoist Pierre, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, démissionnaire, à compter du 18 mars 2022.

II. A compter de cette même date, M. Ludovic Hamon, délégué régional de la délégation Centre-Limousin-Poitou-Charentes, est nommé directeur par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 4 mai 2022.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel du CNRS*.

Fait à Paris, le

26 JUL. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221462DR08

Décision portant désignation de Mme Anne BRACONNIER aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité propre de recherche UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » – CBM.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213426INC du 6 janvier 2022 portant modification de l'équipe de direction de l'unité propre de recherche UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » – CBM, et nommant M. Matthieu REFREGIERS Directeur de l'unité ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « *sources radioactives scellées et non scellées* » délivré à Mme Anne BRACONNIER le 18/03/2021 par IMOGERE Université de Caen Normandie ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 10/03/2022.

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Anne BRACONNIER, Ingénieure d'Etude, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » – CBM, à compter du 18/03/2022 pour une durée de 5 ans.

Article 3 : Missions¹

Mme Anne BRACONNIER exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orléans, le 25/04/2022

Le Directeur d'Unité
M. Matthieu REFREGIERS

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs. Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221461DR08

Décision portant désignation de Mme Virginie GAUDON aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité propre de recherche UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » – CBM.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213426INC du 6 janvier 2022 portant modification de l'équipe de direction de l'unité propre de recherche UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » – CBM, et nommant M. Matthieu REFREGIERS Directeur de l'unité ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « *sources radioactives scellées et non scellées* » délivré à Mme Virginie GAUDON le 05/10/2021 par IMOGERE Université de Caen Normandie ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 10/03/2022.

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

Mme Virginie GAUDON, Technicienne, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » – CBM, à compter du 05/10/2021 jusqu'au 24/09/2026

Article 3 : Missions¹

Mme Virginie GAUDON exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orléans, le 25/04/2022.

Le Directeur d'Unité
M. Matthieu REFREGIERS

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs. Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221206DR08

Décision portant nomination de M François DEBIEN aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UAR3565 intitulée « Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers » - MSHSP.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213771DGDS en date du 20/12/2021 portant renouvellement de l'unité UAR3565 intitulée « Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers » MSHSP et nommant M. Thierry OLIVE, directeur de l'unité ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 04/10/2021 ;

Considérant que M François DEBIEN a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par l'Université de Poitiers du 15 mai au 28 juin 2002.

DECIDE :

Article 1^{er} : M François DEBIEN, Assistant Ingénieur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UAR3565 intitulée « Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers » MSHSP, à compter du 01/01/2022.

M François DEBIEN exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M François DEBIEN, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Poitiers, le 23/03/2022

Le directeur de l'unité
M. Thierry OLIVE

Visa de la Présidente de l'Université d'Orléans
Mme Virginie LAVAL

Visa du Délégué Régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC221554DR08

Décision portant fin de fonction de M Sébastien BOUILLON aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UPR3079 intitulée « Conditions Extrêmes et Matériaux : Haute température et Irradiation » - CEMHTI.

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision n° DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité propre n°3079 intitulée « Conditions Extrêmes et Matériaux : Haute température et Irradiation » - CEMHTI et nommant Mme Catherine BESSADA en qualité de directrice;

Vu la décision DEC181249DR08 en date du 16/04/2018 nommant M. Sébastien BOUILLON, aux fonctions d'assistant de prévention à compter du 13/03/2018 ;

Vu l'avis du conseil de l'UPR3079 en date du 31/03/2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er} Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par M. Sébastien BOUILLON, au sein de l'unité UPR3079 intitulée « Conditions Extrêmes et Matériaux : Haute température et Irradiation » - CEMHTI, à compter du 30/04/2022.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 04 mai 2022

La directrice de l'unité
Mme Catherine BESSADA

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON



DEC221637DR10

Décision portant nomination de Mme Agnès Gaudry aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR9002 intitulée Architecture et Réactivité de l'ARN (ARN).

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171286DGDS en date du 21/12/2017 nommant Mme Pascale Romby, directrice de l'unité UPR9002 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 21/06/2022 ;

Considérant que Mme Agnès Gaudry a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée à Strasbourg du 5 au 7 avril 2022 et du 2 au 4 mai 2022 par la Délégation Alsace du CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Agnès Gaudry, Assistante ingénieure, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR9002 intitulée Architecture et Réactivité de l'ARN, à compter du 05/05/2022.

Mme Agnès Gaudry exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Agnès Gaudry, est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 11 mai 2022

La directrice de l'unité

Visa du délégué régional du CNRS


Le délégué régional
Patrice SOULLIE

La Directrice de l'UPR 9002
du C.N.R.S.


Dr Pascale ROMBY

DEC221642DR10

Décision portant nomination de M. Jérôme Monteillet aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Pierre Rabu, directeur de l'unité UMR7504 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 16/05/2022 ;

Considérant que M. Jérôme Monteillet a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée à Strasbourg du 5 au 7 avril 2022 et du 2 au 4 mai 2022 par la Délégation Alsace du CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Jérôme Monteillet, Ingénieur de recherche hors classe, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS), à compter du 01/07/2022.

M. Jérôme Monteillet exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Jérôme Monteillet est placé sous l'autorité du directeur d'unité.


Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 11 mai 2022

Le directeur de l'unité

Pierre RABU
Directeur
de l'IPCMS

Visa du délégué régional du CNRS


Le délégué régional
Patrice SOULLIE

Visa du président de l'Université de Strasbourg



Pour le Président et par délégation
la Directrice Générale des Services
de l'Université de Strasbourg


Valérie GIBERT

DEC221732DR10

Décision portant désignation de M. Guillaume Fleith aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UPR22 intitulée Institut Charles Sadron (ICS).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171286DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Christian Gauthier, directeur de l'unité UPR22 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « *sources radioactives scellées, générateurs électriques de rayons X et d'accélérateurs de particules* » délivré à M. Guillaume Fleith le 31/03/2022 par l'APAVE ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'unité en date du 30/06/2022.

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

M. Guillaume Fleith, Assistant Ingénieur, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UPR22 intitulée Institut Charles Sadron (ICS), à compter du 31/03/2022 jusqu'au 16/03/2027.

Article 2 : Missions¹

M. Guillaume Fleith exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Fait à Strasbourg, le 30 juin 2022

Le directeur d'unité

Christian GAUTHIER
Directeur

Visa du délégué régional du CNRS

Le Délégué Régional

Patrice SOULLIE

07 JUIN 2022





DEC221862INSU

Décision portant nomination de Monsieur Philippe ACKERER en qualité de chargé de mission institut (CMI) à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Monsieur Philippe ACKERER, Directeur de Recherche au CNRS est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) du 01/07/2022 au 30/06/2023 pour 20% de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi de certaines Unités et SNOs (Services Nationaux d'Observation de l'IR OZCAR) ainsi que des structures d'animation et des projets structurants, notamment le PEPR One Water et l'Institut CARNOT 'Eau & Environnement'. Dans le cadre de sa mission, il sera également en charge des relations avec les autres instituts du CNRS, la Cellule Eau du CNRS et avec la MITI (Mission pour les Initiatives Transverses et Interdisciplinaires). D'une manière générale, il assistera la DAS SIC dans le suivi d'actions programmatiques et de structuration de la communauté, notamment dans le domaine de la ressource en eau.

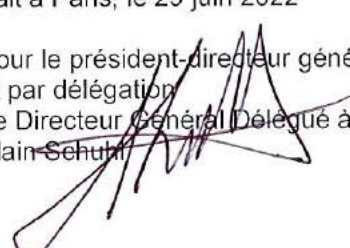
Pour l'exercice de cette mission, Monsieur Philippe ACKERER demeure affecté à l'« Institut Terre Environnement Strasbourg » (ITES – UMR7063), 5 rue René Descartes 67084 STRASBOURG.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 29 juin 2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC221918INEE

Décision portant nomination de Mme Wahida Kihal aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°7362 intitulée « Laboratoire Image, Ville, Environnement (LIVE) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7362 intitulée « Laboratoire Image, Ville, Environnement (LIVE) » et nommant M. Dominique Badariotti directeur de cette unité ;

Vu l'accord du partenaire tutelle principale ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Dominique Schwartz, directeur adjoint de l'unité de recherche susvisée, démissionnaire, à compter du 1^{er} septembre 2022.

II. A compter de cette même date, Mme Wahida Kihal, chargée de recherche au CNRS, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221896IN2P3

Décision portant nomination de M. Laurent Derome, directeur de l'unité mixte de recherche UMR5821 intitulée Laboratoire de physique subatomique et de cosmologie.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC201522DGDS en date du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5821 intitulée Laboratoire de physique subatomique et de cosmologie ;

Vu l'accord de l'Université Grenoble Alpes ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Laurent Derome, professeur des universités de 1^{ère} classe à l'Université Grenoble Alpes, est nommé directeur de l'unité mixte de recherche intitulée Laboratoire de physique subatomique et de cosmologie n°5821, à compter du 1^{er} juillet 2022, pour la durée fixée dans la décision DEC201522DGDS portant renouvellement de l'unité UMR5821.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 22 juillet 2022

Le président - directeur général

Antoine Petit



DEC220045DR12

Décision portant nomination de Mme Emilie COUREL aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UAR1885 intitulée Maison Asie Pacifique

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171285DGDS en date du 21 décembre 2017 nommant Mme Louise BERTAUX-PICHARD, directrice de l'unité UMS1885 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 02/09/2021 ;

Considérant que Mme Emilie COUREL a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée le CNRS DR12 les 14-15/10/21, 15-16/11/21 et 02-03/12/21 à Marseille.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Emilie COUREL, Technicienne, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMS1885 intitulée Maison Asie Pacifique, à compter du 1^{er} janvier 2022.

Mme Emilie COUREL exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Emilie COUREL est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 12 janvier 2022

La directrice de l'unité
Mme Louise BERTAUX-PICHARD

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Mme Aurélie PHILIPPE

Visa du président d'Aix-Marseille Université
M. Eric BERTON



DEC221992DR12

Décision portant nomination de M. Antoine ROUGIER, aux fonctions de responsable adjoint du service partenariat et valorisation (SPV) de la délégation régionale Provence et Corse (DR12)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC220194DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale de la circonscription Provence et Corse ;

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. - A compter du 1^{er} septembre 2022, M. Antoine ROUGIER est nommé aux fonctions de responsable adjoint du service partenariat et valorisation (SPV) de la délégation régionale.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 18 juillet 2022

Pour le président-directeur général et par délégation,

La déléguée régionale
Aurélie PHILIPPE



DEC221893DR12

Décision portant nomination de M. Nicolas AUROY aux fonctions de responsable de service adjoint du service technique et logistique (STL) de la délégation régionale Provence et Corse (DR12)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC220194DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale de la circonscription Provence et Corse ;

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. - A compter du 1^{er} juin 2022, M. Nicolas AUROY, est nommé aux fonctions de responsable adjoint du service technique et logistique (STL) de la délégation régionale.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1er juin 2022

Pour le président-directeur général et par délégation,

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC221907INEE

Décision portant nomination de M. Nicolas Roche aux fonctions de directeur par intérim de la fédération de recherche n°3098 intitulée « Ecosystèmes Continentaux et Risques Environnementaux (ECCOREV) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC171283DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de la fédération de recherche n°3098 intitulée « Ecosystèmes Continentaux et Risques Environnementaux (ECCOREV) » ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

Vu l'avis du conseil de structure fédérative ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Thierry Heulin, directeur de la fédération de recherche susvisée, admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 1^{er} septembre 2022.

II. A compter de cette même date, M. Nicolas Roche, professeur de classe exceptionnelle à Aix-Marseille Université, est nommé directeur par intérim de la fédération de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221037INSB

Décision portant cessation de fonctions de M. Alain Roussel, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°7257 intitulée « Architecture et fonction des macromolécules biologiques (AFMB) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant nomination de M. Alain Roussel aux fonctions de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°7257 intitulée « Architecture et fonction des macromolécules biologiques (AFMB) » ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'avis du directeur de l'institut des sciences biologiques ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de M. Alain Roussel, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°7257 intitulée « Architecture et fonction des macromolécules biologiques (AFMB) », à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 12 avril 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC221990DR12

Décision portant nomination de Mme Louiza SANCHEZ aux fonctions de responsable du service partenariat et valorisation (SPV) de la délégation Provence et Corse (DR12)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC220194DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse, notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Louiza SANCHEZ, IR2, est nommée, à compter du 1^{er} septembre 2022, responsable du service partenariat et valorisation (SPV) de la délégation Provence et Corse en remplacement de Mme Julia FARGEOT, appelée à d'autres fonctions.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 18 juillet 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC221797DRH

Décision portant nomination de Mme Gaëlle Ibanez aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique;

Vu le décret n°2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Gaëlle Ibanez, Ingénieure d'études, est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources pour la direction déléguée aux cadres supérieurs, du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Sa mission a pour objet l'appui au pilotage du plan managérial du CNRS

Article 2

Du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, Mme Gaëlle Ibanez, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Occitanie Est (DR13).

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 16 juin 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit

DEC221810DCIF

Décision portant cessation de Monsieur Laurent VEZINHET de ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Occitanie Est » du CNRS et nomination de Madame Béatrice GELY aux fonctions d'agent comptable secondaire, par intérim, de la délégation régionale « Occitanie Est » du CNRS

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée, portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS

Vu la décision DEC162599DCIF portant nomination de Madame Béatrice GELY, agent comptable secondaire de la délégation régionale « Rhône-Auvergne »

Vu la décision DEC190972DCIF du 14 mars 2019 portant nomination de Monsieur Laurent VEZINHET aux fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Occitanie Est » du CNRS

Vu l'agrément de la Direction générale des Finances publiques donnée par lettre RH-1B/2022/06/2755 du 15 juin 2022 pour la nomination de Madame Béatrice GELY aux fonctions d'agent comptable secondaire, par intérim, de la délégation régionale « Occitanie Est » du CNRS

Vu, l'avis favorable de l'Administratrice générale des Finances publiques, Agent comptable principal du CNRS

DECIDE

Article 1^{er}

Monsieur Laurent VEZINHET, Inspecteur divisionnaire des Finances publiques, cessera ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Occitanie Est » à compter du 1^{er} juillet 2022.

Article 2

A cette même date, Madame Béatrice GGELY, Inspectrice divisionnaire des Finances publiques, agent comptable secondaire de la délégation régionale « Rhône-Auvergne », est nommée agent comptable secondaire, par intérim, de la délégation régionale « Occitanie Est ».

Article 3

La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 20 juin 2022

Le Président-directeur général

Antoine PETIT



DEC221795INSU

Décision portant nomination de Monsieur Michel GREGOIRE en qualité de chargé de mission institut (CMI) à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Monsieur Michel GREGOIRE, Directeur de Recherche au CNRS est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), du 01/09/2022 au 31/12/2023 pour 25 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi des projets patrimoniaux et scientifiques autour de la valorisation des collections naturalistes notamment de géologie et paléontologie avec les partenaires universitaires et le MNHN. Il aura la responsabilité d'animer la communauté des responsables des collections et travaillera en étroite collaboration avec l'équipe en charge de la mise en œuvre de la politique nationale de référencement des échantillons de roche (IGSN) et ainsi contribuer à mettre en place un réseau national de lithothèques. Cette question patrimoniale est un enjeu important des sciences ouvertes pour les équipes de l'INSU qui travaillent sur les objets naturels avec un besoin constant de référence, comme une bibliothèque. Une mission temporaire lui sera également confiée sur la cartographie au niveau national des forces en présence dans le domaine des Sciences de la Terre Solide au niveau académique ainsi qu'une mission de cartographie des projets et forces mobilisées dans la coopération avec l'Afrique.

Pour l'exercice de cette mission, Monsieur Michel GREGOIRE demeure affecté au laboratoire « Géosciences Environnement Toulouse » (GET - UMR5563), Observatoire Midi-Pyrénées, 14 avenue Edouard Belin 31400 TOULOUSE.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 29 juin 2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl

DEC211871DRH

Décision portant nomination de Mme Laurence Gimenez aux fonctions de chargée de mission.

LE PRESIDENT,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu le décret n°2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Laurence Gimenez, ingénieure d'Etudes Hors Classe (DR 15) est nommée chargée de mission auprès de la direction générale déléguée aux ressources pour le directeur des ressources humaines, du 8 février 2021 au 31 Juillet 2021. Sa mission a pour objet de participer à la mise en place de l'accompagnement RH des organisations mené par l'OMES (Observatoire des métiers et de l'emploi scientifique).

Madame Laurence GIMENEZ demeure affectée à la délégation Régionale Aquitaine. L'ensemble des activités ayant trait à la mission s'exercera en relation directe avec la responsable de l'OMES à qui elle en rendra compte directement.

Article 2

Du 8 février 2021 au 31 juillet 2021, Mme Laurence Gimenez percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation régionale Aquitaine.

Article 4

Cette décision annule et remplace la décision DEC210791DRH du 17 mars 2021

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **11 MAI 2021**

Le Président-Directeur général

Antoine Petit

DEC221505DR15

Décision portant nomination de Mme Caroline VERGNIEUX aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20 décembre 2021 nommant Mme Christelle LAHAYE, directrice de l'UMR 6034 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 02/06/2022 ;

Considérant que Mme Caroline VERGNIEUX a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la Délégation Aquitaine du 21 au 23 juin 2010 et du 6 au 9 septembre 2010

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Caroline VERGNIEUX, AI, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés, à compter du 1^{er} janvier 2022.

Mme Caroline VERGNIEUX exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Caroline VERGNIEUX, est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 15 juin 2022

La directrice de l'unité

Christelle LAHAYE

Visa du délégué régional
du CNRS

Younis HERMES

Visa du président de l'Université
Bordeaux Montaigne

Lionel LARRÉ

DEC221154DRH

Décision portant renouvellement de M. William BERTHOMIERE aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de Président du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC192476DRH du 29 octobre 2019 portant nomination de M. William BERTHOMIERE aux fonctions de chargé de mission

Sur proposition du Directeur des Ressources Humaines (DRH) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

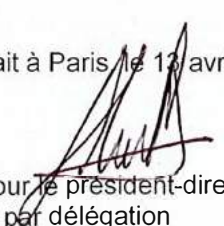
M. William BERTHOMIERE, DR1, est renouvelé dans ses fonctions de chargé de mission auprès du directeur général délégué à la science pour la direction des ressources humaines (DRH), du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Sa mission a pour objet le conseil sur la politique RH envers la population des chercheurs du CNRS. Pour l'exercice de cette mission, M. William BERTHOMIERE demeure affecté à l'UMR5319.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 13 avril 2022


Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain Schuhl

DEC221504DR15

Décision portant nomination de M. Yannick LEFRAIS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20 décembre 2021 nommant Mme Christelle LAHAYE, directrice de l'UMR 6034 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 02/06/2022 ;

Considérant que M. Yannick LEFRAIS a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la Délégation Aquitaine du 21 au 23 juin 2010 et du 6 au 9 septembre 2010

DÉCIDE :

Article 1^{er} : M. Yannick LEFRAIS, IEHC, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés, à compter du 1^{er} janvier 2022.

M. Yannick LEFRAIS exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Yannick LEFRAIS, est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 15 juin 2022

La directrice de l'unité

Christelle LAHAYE

Visa du délégué régional
du CNRS

Younis HERMES

Visa du président de l'Université
Bordeaux Montaigne

Lionel LARRÉ

DEC221271DR15

Décision portant désignation de Mme Chantal TRIBOLO aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'UMR6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés**LA DIRECTRICE,**

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 nommant Mme Christelle LAHAYE, directrice de l'UMR 6034 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option sources radioactives scellées, d'appareils électriques émettant des rayons X et d'accélérateurs de particules, délivré à Mme Chantal TRIBOLO le 9 mars 2022 par la Société de Radioprotection PROGRAY ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 02 / 06 / 2022.

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

Mme Chantal TRIBOLO, CRCN, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'UMR 6034 intitulée Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés, à compter du 9 mars 2022 jusqu'au 8 février 2028.

Article 2 : Missions¹

Mme Chantal TRIBOLO exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

La répartition des tâches entre Mme Chantal TRIBOLO (CRP principale) et Mme Isabelle PIANET (CRP Adjointe) est précisée en annexe.

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. II/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 15 juin 2022

La directrice d'unité

Christelle LAHAYE



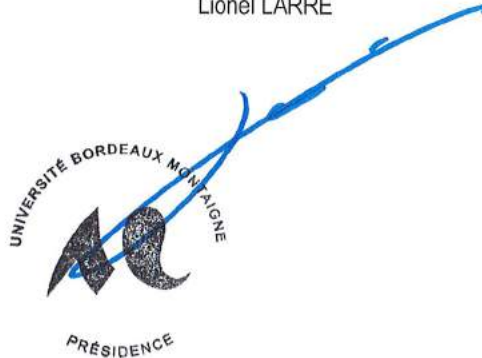
Visa du délégué régional
du CNRS

Younis HERMES

A blue ink signature of Younis HERMES.

Visa du président de l'Université
Bordeaux Montaigne

Lionel LARRÉ



DEC221129INSB

Décision portant cessation de fonctions de M. Jérôme Baufreton, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°5293 intitulée « Institut des Maladies Neurodégénératives (IMN) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant nomination de M. Jérôme Baufreton aux fonctions de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°5293 intitulée « Institut des Maladies Neurodégénératives (IMN) » ;

Vu l'avis du directeur de l'institut des sciences biologiques ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de M. Jérôme Baufreton directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°5293 intitulée « Institut des Maladies Neurodégénératives (IMN) », à compter du 8 mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 12 avril 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC221609INSU

Décision portant nomination de Monsieur Jean-Gabriel CUBY aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche CFHT (UAR2208) intitulée « Télescope Canada France Hawaii ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201518DGDS en date du 18 décembre 2020 portant création de l'unité d'appui et de recherche n°2208 – CFHT intitulée Télescope Canada France Hawaii ;

Vu la décision DEC213128INSU en date du 28 septembre 2021 portant nomination de Monsieur Andrew SHEINIS aux fonctions de directeur de l'unité susvisée ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}


- I. A compter du 15 juillet 2022, il est mis fin aux fonctions de Monsieur Andrew SHEINIS, directeur de l'unité d'appui et de recherche susvisée.
- II. A compter de cette même date, Monsieur Jean-Gabriel CUBY, Astronome de classe exceptionnelle à Aix-Marseille Université, est nommé directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 30/06/2022

Le président - directeur général
Antoine PETIT



DEC221022DR17

Décision portant nomination de M. Emmanuel BRASSEUR aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'Unité Mixte de Recherche UMR6613 intitulée Laboratoire d'Acoustique de l'Université du Mans (LAUM)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213785DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation d'un an de l'unité UMR6613 intitulée Laboratoire d'Acoustique de l'Université du Mans (LAUM), dont le directeur est M. Olivier DAZEL ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 11/02/2022 ;

Considérant que M. Emmanuel BRASSEUR a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Bretagne et Pays de Loire du CNRS du 24 au 26 juin et du 16 au 18 septembre 2008.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Emmanuel BRASSEUR, Ingénieur d'Etudes, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6613 intitulée Laboratoire d'Acoustique de l'Université du Mans (LAUM) à compter du 01/01/2022.

M. Emmanuel BRASSEUR exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Emmanuel BRASSEUR, est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.



Fait au Mans, le 23/06/22

Le Directeur de l'unité UMR6613

Olivier DAZEL

Visa du Président de Le Mans
Université

Visa de la Déléguée Régionale du
CNRS

Pascal LEROUX

Gabrielle INGUSCIO





DEC220102DRH

Décision portant nomination de M. Cyril AUBERT-GEOFFROY aux fonctions de chargé de mission

Le Président-directeur-général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS,

DECIDE :

Article 1er

M. Cyril AUBERT-GEOFFROY, ingénieur de recherche 2^e classe, est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué aux ressources pour la direction des ressources humaines, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. Sa mission consiste à co-animer la filière RH avec la responsable du service communication RH et animation de la filière RH de la DRH, et d'assurer le pilotage du projet « Portail RH ».

Pour l'exercice de cette mission, M. Cyril AUBERT-GEOFFROY demeure affecté à la délégation régionale Normandie.

Article 2

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, M. Cyril AUBERT-GEOFFROY percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 - subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation régionale Normandie.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

19.01.22

Le Président-directeur général,

Antoine PETIT

DEC221745INC

Décision portant nomination de Mmes Florence EPRON et Karine DE OLIVEIRA VIGIER, directrices adjointes de l'unité mixte de recherche UMR 7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte UMR 7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC220857INC du 9 mars 2022 portant nomination de Mmes Florence EPRON et Karine DE OLIVEIRA VIGIER, directrices adjointes par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP) ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

Vu l'accord du conseil de laboratoire ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}


A compter du 1^{er} août 2022, Mme Florence EPRON, DR2 CNRS et Mme Karine DE OLIVEIRA VIGIER, professeur de l'Université de Poitiers, sont nommées directrices adjointes de l'unité mixte de recherche intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers pour la durée fixée dans la décision DEC171276DGDS portant ou renouvellement de l'unité UMR 7285.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25/07/22

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221748INC

Décision portant nomination de M. Grégory MARQUE aux fonctions de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche UMR 9006 intitulée Institut Photovoltaïque d'Ile-de-France (IPVF)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191237DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de l'UMR 9006 intitulée Institut Photovoltaïque d'Ile-de-France ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC220477INC du 31 janvier 2022 portant nomination de M. Grégory MARQUE, directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 9006 intitulée Institut Photovoltaïque d'Ile-de-France (IPVF) ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} août 2022, M. Grégory MARQUE, chercheur de la S.A.S IPVF, est nommé directeur adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC191237DGDS portant renouvellement de l'unité UMR 9006.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221747INC

Décision portant nomination de M. Rodophe JAZZAR aux fonctions de directeur adjoint de l'international research laboratory – IRL 3555 intitulé UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC212337INC en date du 21 juillet 2021 portant renouvellement de l'international research laboratory intitulé UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory ;

Vu la décision DEC220637INC du 31 janvier 2022 portant maintien de M. Rodolphe Jazzar aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'international research laboratory – IRL 3555 intitulé UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory ;

Vu l'accord du partenaire tutelle principale ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}


A compter du 1^{er} août 2022, M. Rodolphe JAZZAR, DR2 CNRS, est nommé directeur adjoint de l'international research laboratory intitulé UCSD-CNRS Joint Research Chemistry Laboratory pour la durée fixée dans la décision DEC212337INC portant renouvellement de l'unité IRL 3555.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25/07/22

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221735INC

Décision portant nomination de M. Dominique ARMSPACH aux fonctions de directeur adjoint par intérim de la fédération de recherche FR 2010 intitulée Fédération de chimie « Le Bel »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC171283DGDS en date du 21 décembre 2017 portant création de la fédération de recherche n° 2010 intitulée Fédération de chimie « Le Bel » ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord du partenaire tutelle principale ;

Vu l'avis du conseil de structure fédérative ;

DECIDE :

Article 1^{er}


M. Dominique ARMSPACH, professeur des universités à l'Université de Strasbourg, est nommé directeur adjoint par intérim de la fédération de recherche intitulée Fédération de chimie « Le Bel » - FR 2010 pour la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

25/07/22


Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC221734INC

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Emmanuelle VULLIET, directrice par intérim et M. Vincent DUGAS, directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche de l'UMR5280 intitulée Institut des Sciences Analytiques (ISA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18 décembre 2020 portant ou renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5280 intitulée Institut des Sciences Analytiques et nommant M. Christophe MORELL, directeur et Mme Emmanuelle VULLIET, directrice adjointe de cette unité ;

Vu l'accord du partenaire tutelle principale ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Christophe MORELL, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, démissionnaire, à compter du 1^{er} juillet 2022.

II. A compter de cette même date, Mme Emmanuelle VULLIET, DR2 CNRS, est nommée directrice par intérim et M. Vincent DUGAS, maître de conférences à l'Université Claude Bernard, directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221730INC

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Marc ROBERT directeur par intérim et Mme Patricia BUSCA, directrice adjointe par intérim de la fédération de recherche FR2046 intitulée Fédération de Chimie de l'Université Paris (Fed-CUP)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC201514DGDS en date du 18 décembre 2020 portant création de la fédération de recherche n° 2046 intitulée Fédération de Chimie de l'Université Paris et nommant M. François MAUREL, directeur et M. Laurent MICOVIN, directeur adjoint de cette unité ;

Vu l'accord du partenaire tutelle principale ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. François MAUREL directeur et M. Laurent MICOVIN directeur adjoint de la fédération de recherche susvisée, démissionnaires, à compter du 1^{er} mai 2022.

II. A compter de cette même date, M. Marc ROBERT, professeur à l'Université de Paris est nommé directeur par intérim et Mme Patricia BUSCA, maître de conférences à l'Université de Paris, est nommée directrice adjointe par intérim de la fédération de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit





DEC221653INC

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Martine MAYNE, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 3685 intitulée Nanosciences et Innovation pour les matériaux, la Biomédecine et l'Energie (NIMBE)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC191239DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° UMR 3685 intitulée Nanosciences et Innovation pour les matériaux, la Biomédecine et l'Energie et nommant M. Serge PALACIN, directeur de cette unité ;

Vu l'accord du partenaire tutelle principale ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Serge PALACIN, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, démissionnaire, à compter du 1^{er} juillet 2022.

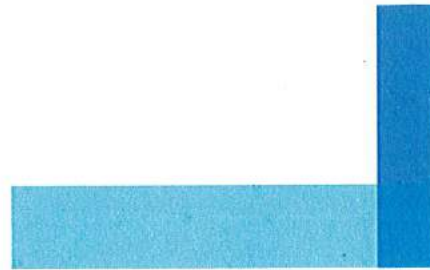
II. A compter de cette même date, Mme Martine MAYNE, Chef de laboratoire au CEA, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25/07/22

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221743DAJ

Décision portant délégation à Mme Ghislaine Bala, directrice des comptes et de l'information financière, en matière de téléprocédures sur le portail « impots.gouv.fr »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL

Vu le code général des impôts, notamment les articles 240, 1649 quater B quater, 1681 septies et 1695 quater ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 19 et 20 ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire CD-0685 du 8 avril 2002 de la Secrétaire d'Etat au Budget fixant les conditions dans lesquelles les agents comptables des établissements publics nationaux peuvent se voir confier des tâches relevant de la compétence des ordonnateurs ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC213515DAJ du 3 novembre 2021 portant organisation de la direction des comptes et de l'information financière ;

Vu la décision DEC221742DAJ du 24 juin 2022 portant fin de fonctions et nomination de Mme Ghislaine Bala aux fonctions de directrice des comptes et de l'information financière ;

Vu l'avis favorable de l'agent comptable principal du CNRS, directrice des comptes et de l'information financière ;

DECIDE :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à Mme Ghislaine Bala, directrice des comptes et de l'information financière et agent comptable principal du CNRS, pour préparer et procéder aux télédéclarations des cotisations sociales, contributions diverses et charges fiscales du CNRS sur le portail « impots.gouv.fr », pour le compte de l'ordonnateur de l'établissement et sur ses indications.

Art. 2. - Dans le cadre de la dématérialisation des paiements sur le portail « impots.gouv.fr », l'agent comptable principal du CNRS assure les formalités nécessaires et procède aux télépaiements des impositions visées à l'article 1^{er}.



Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 12 juillet 2022

Le président-directeur
général

Antoine Petit



DEC221759DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Michel Dayde, directeur adjoint scientifique de l'Institut national des sciences de l'information et de leurs interactions (INS2I)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC210928DAJ du 26 février 2021 portant nomination de M. Michel Dayde aux fonctions de directeur adjoint scientifique de l'institut national des sciences de l'information et de leurs interactions (INS2I) ;

Vu le projet d'accord de coopération international « International Partnership Agreement » entre les établissements exerçant la tutelle du laboratoire de recherche international « IRL IPAL » (CNRS, NUS - National University of Singapore et A*STAR - Agency for Science, Technology & Research) et les établissements exerçant la tutelle de l'unité « UAR IRIT - Institut de recherche en informatique de Toulouse » (CNRS, Université Toulouse III – Paul Sabatier et Institut national polytechnique de Toulouse) ;

Vu le projet d'accord de coopération international « International Partnership Agreement » entre les établissements exerçant la tutelle du laboratoire de recherche international « IRL IPAL » (CNRS, NUS - National University of Singapore et A*STAR - Agency for Science, Technology & Research) et les établissements exerçant la tutelle de l'unité « UMR ETIS - Equipes traitement de l'information et systèmes » (CNRS et CY Cergy Paris Université),

DECIDE :

Art. 1^{er} - Délégation est donnée à M. Michel Dayde, directeur adjoint scientifique de l'Institut national des sciences de l'information et de leurs interactions (INS2I), à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, les deux accords de coopération internationaux susvisés.

Art. 2 - La présente décision sera publiée au *bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 juin 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221973DAJ

Décision portant modification de la décision DEC220218DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC220218DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC221972DAJ portant fin de fonctions et nomination de Mme Beatrice Dolci aux fonctions de responsable du pôle accords, propriété intellectuelle et valorisation de la direction des affaires juridiques,

DECIDE :

Art. 1^{er} – A l'article 3 de la décision DEC220218DAJ du 10 février 2022 susvisée, les termes « Mme Nathalie Le Ba » sont remplacés par les termes « Mme Beatrice Dolci ».

Art. 2 - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 27 juillet 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221621DR01

Décision portant délégation de signature à M. Iordanis Kerenidis, directeur de la FR3640 intitulée « Paris Centre for Quantum Computing » (PCQC) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 nommant Mme Marie-Hélène Papillon déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France à compter du 15 mars 2021 ;

Vu la décision DEC181904DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de la FR3640, intitulée « Paris Centre for Quantum Computing », dont le directeur est M. Iordanis Kerenidis ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Iordanis Kerenidis, directeur de la FR3640, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Iordanis Kerenidis, délégation de signature est donnée à Mme Eleni Diamanti, directrice de recherche de 2^{ème} classe, et à M. Maximilien Lesellier, ingénieur d'études de classe normale, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211062DR01 du 15 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du(de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 20 avril 2022

La déléguée régionale
Marie-Hélène Papillon



DEC221899DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Swanie Potot, directrice de l'UMR8245 intitulée « Unité de recherche migration et société » (URMIS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;
Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;
Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;
Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;
Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;
Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;
Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 nommant Madame Marie-Hélène Papillon déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter 15 mars 2021 ;
Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8245, intitulée « Unité de recherche migration et société » (URMIS), dont la directrice est Madame Swanie Potot ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Swanie Potot, directrice de l'UMR8245, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux



marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Swanie Potot, délégation de signature est donnée à Madame Antonietta Lastapis-Gramazio, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC213900DR01 du 20 décembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 25 mai 2022

La déléguée régionale

Marie-Hélène Papillon

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC222043DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Anne Amy-Klein, directrice de l'UMR7538 intitulée « Laboratoire de physique des lasers » (LPL), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ portant nomination de Madame Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif à compter du 15 mars 2021 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR7538 intitulée « Laboratoire de physique des lasers » (LPL), dont la directrice est Madame Anne Amy-Klein ;

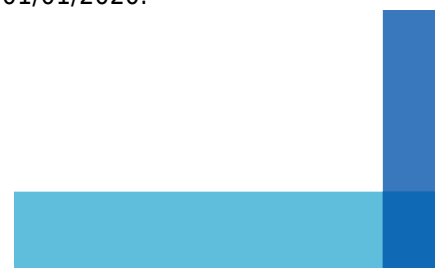
DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Anne Amy-Klein, directrice de l'UMR7538, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne Amy-Klein, délégation de signature est donnée à Madame Hélène Perrin, directrice de recherche de 2^{ème} classe, à Monsieur Belaïd Nait Sidnas, ingénieur d'études de classe normale et à Madame Carole Grangier, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n°DEC211524DR01 du 16 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 18 juillet 2022

La déléguée régionale

Marie-Hélène Papillon



DEC221991DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Violaine NICOLAS-COLIN, directrice de l'unité UMR7205 intitulée Institut de Systématique, Evolution, Biodiversité - ISYEB, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC183279DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7205 intitulée Institut de Systématique, Evolution, Biodiversité - ISYEB, dont le directeur est M. Philippe GRANDCOLAS ;

Vu la décision DEC221500INEE du 15 juin 2022 portant nomination de Mme Violaine NICOLAS-COLIN aux fonctions de directrice, par intérim, de l'UMR7205 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Violaine NICOLAS-COLIN, directrice de l'UMR7205, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur



au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Violaine NICOLAS-COLIN, délégation de signature est donnée à Mme Géraldine VERON (DU adjoint) Jean-Yves DUBUISSON (DU adjoint), Jean-Lou JUSTINE (DU adjoint), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale
Véronique Debisschop



DEC221923DR02

Décision portant délégation de signature à M. Bruno MIROUX, directeur de l'unité UMR7099 intitulée Laboratoire de biologie physico-chimique des protéines membranaires – LBPCPM, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC183279DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7099 intitulée Laboratoire de biologie physico-chimique des protéines membranaires – LBPCPM, dont le directeur est M. Bruno MIROUX ;

DÉCIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à M. Bruno MIROUX, directeur de l'UMR7099, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno MIROUX, délégation de signature est donnée à Monsieur Martin PICARD (DR) aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision DEC190186DR02 du 11 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

08 JUIL. 2022

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC221976DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie GUILLARD, directrice de plein exercice de l'unité UMR7088 intitulée Dauphine Recherches en Management - DRM, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7088 intitulée Dauphine Recherches en Management - DRM, dont la directrice par interim est Mme Valérie GUILLARD ;

Vu la décision DEC190672INSHS du 16 octobre 2019 portant nomination de Mme Valérie GUILLARD aux fonctions de directrice de l'UMR7088 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Valérie GUILLARD, directrice de l'UMR7088, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur



au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie GUILLARD, délégation de signature est donnée à Mme Valérie DILON (IE), responsable administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision DEC192819DR02 du 30 octobre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC221851DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR2206 intitulée Prévention du risque chimique

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191249DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UPS831, intitulée « Prévention du risque chimique », dont le directeur est Monsieur Fabrizio PARISELLI ;

Vu la décision DEC202354DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines Unités propres de service (UPS) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Anne-Christine MACHEREY, ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 14 juin 2022

Le directeur d'unité
Monsieur Fabrizio PARISELLI



DEC221850DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Fabrizio PARISELLI*, directeur de l'unité *UAR2206* intitulée *Prévention du risque chimique*, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 portant fin de fonctions et nomination de Monsieur Benoît Forêt aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC191249DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UPS831, intitulée « Prévention du risque chimique », dont le directeur est Monsieur Fabrizio PARISELLI ;

Vu la décision DEC202354DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines Unités propres de service (UPS) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Fabrizio PARISELLI, directeur de l'unité UAR2206, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrizio PARISELLI, délégation de signature est donnée à Madame Anne-Christine MACHEREY, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

La décision DEC210166DR04 du 01/02/2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 14 juin 2022

Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC221883DR04

Décision portant abrogation de la décision DEC220551DR04 du 1^{er} janvier 2022 portant délégation de signature à Madame Claudine MÉDIGUE, directrice de l'unité UAR3601 intitulée Institut français de bioinformatique, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 portant fin de fonctions et nomination de M. Benoît Forêt aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

DÉCIDE :

Article 1

La décision DEC220551DR04 du 1^{er} janvier 2022 portant délégation de signature à Madame Claudine MÉDIGUE, directrice de l'unité UAR3601 intitulée Institut français de bioinformatique, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire, est abrogée.

Article 2

La présente décision, qui prend effet à compter du 29 juin 2022, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 29 juin 2022

Le délégué régional
Monsieur Benoît FORÊT



DEC221989DR07

Décision portant délégation de signature à M. Mathieu HEBERT, directeur de l'unité GDR2044 intitulée Apparence des matériaux : Métrologie, Modélisation, Design de Matériaux, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC181911DGDS du 21 décembre 2018 portant création de l'unité GDR2044, intitulée Apparence des matériaux : Métrologie, Modélisation, Design de Matériaux, dont le directeur est Mathieu HEBERT ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Mathieu HEBERT, directeur de l'unité GDR2044, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Mathieu HEBERT, délégation de signature est donnée à Mme Florence GARRELIE, Professeur des universités, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211441DR07 du 22 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision, qui prend effet au 7 juillet 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 18 juillet 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC221916DR07

Décision portant délégation de signature à M. Stephane GIOANNI, directeur de l'unité UMR5189 intitulée HISTOIRE ET SOURCES DES MONDES ANTIQUES, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5189, intitulée HISTOIRE ET SOURCES DES MONDES ANTIQUES, dont le directeur est Stephane GIOANNI ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Stephane GIOANNI, directeur de l'unité UMR5189, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane GIOANNI, délégation de signature est donnée à Mme Bérangère REDON, directrice adjointe et à M. Patrice FAURE, Maître de conférence, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211309DR07 du 16 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision, qui prend effet au 1er juillet 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 6 juillet 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC221881DR07

Décision portant délégation de signature à M. Gilles POLLET, directeur de l'unité UAR2000 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR2000, intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne, dont le directeur est Gilles POLLET ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Gilles POLLET, directeur de l'unité UAR2000, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilles POLLET, délégation de signature est donnée à Mme Camille JOUSSE, Ingénieure et à Mme Rachida BENSADDIK, Technicien, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211274DR07 du 16 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision, qui prend effet au 1^{er} juillet 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 28 juin 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC221998DR10

Décision portant délégation de signature à M. Pierre RABU, directeur de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 nommant M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace à compter du 14 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7504, intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS), dont le directeur est M. Pierre RABU ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pierre RABU, directeur de l'unité UMR7504, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre RABU, délégation de signature est donnée à M. Rodolfo JALABERT, Professeur, à Mme Stéphanie TRAN-VIX, Ingénieure d'étude, et à Mme Angélique LOBNER, Ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC180890DR10 du 26 février 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le **19 JUL. 2022**



Le délégué régional
Patrice SOULLIE

DEC222026DR12

Décision portant délégation de signature à M. Marc TABANI, directeur de l'unité UMR7308 intitulée Centre de recherche et de documentation sur l'Océanie (CREDO), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7308, intitulée Centre de recherche et de documentation sur l'Océanie, dont la directrice est Isabelle MERLE ;

Vu la décision DEC200047INSHS du 20 février 2020 portant nomination de M. Marc TABANI, directeur par intérim de l'UMR7308, intitulée Centre de recherche et de documentation sur l'Océanie ;

Vu la décision DEC201428INSHS du 27 août 2020 portant nomination de M. Marc TABANI, directeur de l'UMR7308, intitulée Centre de recherche et de documentation sur l'Océanie ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Marc TABANI, directeur de l'unité UMR7308, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur



au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Marc TABANI**, délégation de signature est donnée à **M. Sébastien GALLIOT**, CRCN, et **M. Lorenzo BRUTTI**, IR2, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220048DR12 du 1^{er} janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} juillet 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC221880DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Catherine FERNANDEZ, directrice de l'unité UMR7263 intitulée Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Ecologie marine et continentale (IMBE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7263, intitulée Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale, dont le directeur est Thierry TATONI ;

Vu la décision DEC190883INEE du 20 mars 2019 portant nomination de Mme Catherine FERNANDEZ, directrice par intérim de l'UMR7263, intitulée Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale ;

Vu la décision DEC191883INEE du 15 juillet 2019 portant nomination de Mme Catherine FERNANDEZ, directrice de l'UMR7263, intitulée Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Catherine FERNANDEZ, directrice de l'unité UMR7263, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Catherine FERNANDEZ**, délégation de signature est donnée à :

- **Mme Virginie BALDY**, PR, **M. Thierry DUTOIT**, DR et **Mme Marine BERRO**, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.
- **Mme Joëlle MASSEI**, TCE, **Mme Stéphanie GERARD**, TCS et **M. Antoine GIRAULT**, IE, pour la certification du service fait uniquement

Article 3

La décision n° DEC221542DR12 du 1^{er} mai 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} juillet 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC221544DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Virginie BALDY pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7263 intitulée Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale (IMBE)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7263, intitulée *Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale*, dont le directeur est *Thierry TATONI* ;

Vu la décision DEC190883INEE du 20 mars 2019 portant nomination de Mme Catherine FERNANDEZ, directrice par intérim de l'UMR7263, intitulée *Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale* ;

Vu la décision DEC191883INEE du 15 juillet 2019 portant nomination de Catherine FERNANDEZ, directrice de l'UMR7263, intitulée *Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale* ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Mme Virginie BALDY**, directrice adjointe, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité, tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Virginie BALDY**, délégation est donnée à **Mme Marine BERRO**, responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} mai 2022



La directrice d'unité
Catherine FERNANDEZ

DEC221542DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Catherine FERNANDEZ de l'unité UMR7263 intitulée Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Ecologie marine et continentale (IMBE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7263, intitulée Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale, dont le directeur est Thierry TATONI ;

Vu la décision DEC190883INEE du 20 mars 2019 portant nomination de Mme Catherine FERNANDEZ, directrice par intérim de l'UMR7263, intitulée Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale ;

Vu la décision DEC191883INEE du 15 juillet 2019 portant nomination de Mme Catherine FERNANDEZ, directrice de l'UMR7263, intitulée Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Catherine FERNANDEZ, directrice de l'unité UMR7263, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Catherine FERNANDEZ**, délégation de signature est donnée à :

- **Mme Virginie BALDY**, PR, **M. Thierry DUTOIT**, DR et **Mme Marine BERRO**, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

- **Mme Joëlle MASSEI**, TCE, **Mme Delphine REVERBEL**, AI, **Mme Stéphanie GERARD**, TCS et **M. Antoine GIRAULT**, IE, pour la certification du service fait uniquement

Article 3

La décision n° DEC220016DR12 du 1^{er} janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} mai 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC220032DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Juliette ESPIE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180446DGDS du 26 janvier 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7294, intitulée Institut méditerranéen d'océanologie, dont le directeur est *Richard SEMPERE* ;

Vu la décision DEC213131INSU du 4 octobre 2021 portant nomination de Mme Valérie MICHOTEY, directrice par intérim de l'UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO) ;

Vu la décision DEC220269NSU du 31 janvier 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHOTEY, directrice de l'UMR7294 intitulée Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Mme Juliette ESPIE**, responsable administrative, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} février 2022

La directrice d'unité
Valérie MICHOTEY



DEC221914DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jérôme Vitre, délégué régional pour la circonscription Occitanie Est (DR13)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC162807DAJ du 18 janvier 2017 portant nomination de M. Jérôme Vitre aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Occitanie Est (DR13) ;

Vu le projet de convention de mécénat entre le CNRS, l'université de Montpellier (UM) et le fonds de dotation MSDAVENIR par laquelle ce dernier apporte son soutien financier à hauteur de 1 928 680, 00 euros, sans aucune contrepartie du CNRS et de l'UM, au projet scientifique « ARNs d'échafaudage en cancérologie » réalisé par l'institut de génétique humaine, unité mixte de recherche du CNRS et de l'UM,

DECIDE :

Art. 1^{er} - Délégation est donnée à M. Jérôme Vitre, délégué régional pour la circonscription Occitanie Est, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, la convention de mécénat susvisée.

Art. 2 - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 27 juillet 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC222016DR14

Décision portant délégation de signature à Mme Virginie MAHDI, Mme Ingrid BONET, M. Emmanuel VIALAN, Mme Aline DUYNSLAEGER et M. Christophe CHAUMIER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 nommant M. Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription Midi-Pyrénées à compter du 17 novembre 2014;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Virginie MAHDI, Déléguée Régionale Adjointe, à l'effet de signer au nom du délégué régional tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Virginie MAHDI, délégation limitative est donnée à Mme Ingrid BONET, responsable du service des ressources humaines, aux fins de :

- Signer les marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux destinés à assurer la couverture des besoins des services de la délégation ou à assurer la couverture des besoins de chaque structure opérationnelle de recherche ou de service rattachée à la circonscription, dans la limite des crédits notifiés à l'expresse condition que la décision d'attribution ait été signée préalablement par M. Christophe Giraud ou Mme Virginie Mahdi.
- Signer les bons de commande et marchés subséquents passés sur la base d'accords-cadres, destinés à assurer la couverture des besoins des services de la délégation ou à assurer la couverture des besoins de chaque structure opérationnelle de recherche ou de service rattachée à la circonscription, dans la limite des crédits notifiés.
- Signer les bons de commande lorsqu'ils sont le support juridique unique de l'achat, les marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux destinés à assurer la couverture des besoins des services de la délégation, dans la limite des crédits notifiés et du montant de 90.000 € HT.
- Signer les avenants liés aux marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux formalisant des modifications non substantielles destinés à assurer la couverture des besoins des services de la délégation ou à assurer la couverture des besoins de chaque structure opérationnelle de recherche ou de service rattachée à la circonscription, lorsque le marché ou l'accord-cadre initial relève de la compétence du Délégué régional, dans la limite des crédits notifiés et du montant de 90.000 € HT.

- Signer l'acceptation ou le refus des actes spéciaux de sous-traitance relevant de la compétence du Délégué régional.
- Signer les mises en demeure de faire ou de ne pas faire liées aux marchés et accords-cadres relevant de la compétence du Délégué régional.
- Signer les autres actes d'exécutions sans impact financier liés aux documents mentionnés aux six points précédents.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Virginie MAHDI et de Mme Ingrid BONET, délégation limitative est donnée aux fins mentionnées à l'article 2 à M. Emmanuel VIALAN, chargé de mission,

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Virginie MAHDI, de Mme Ingrid BONET et de M. Emmanuel VIALAN, délégation est donnée aux fins mentionnées à l'article 2 à Mme Aline DUYNLAEGER, responsable du service partenariat et valorisation.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Virginie MAHDI, de Mme Ingrid BONET, de M. Emmanuel VIALAN et de Mme Aline DUYNLAEGER, délégation est donnée aux fins mentionnées à l'article 2 à M. Christophe CHAUMIER, responsable adjoint du service des ressources humaines.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 20 juillet 2022

Le délégué régional
Christophe GIRAUD



DEC222015DR14

Décision portant délégation de signature à Mme Virginie MAHDI, adjointe au délégué régional, Mme Ingrid BONET, responsable du service des ressources humaines, M. Emmanuel VIALAN, chargé de mission et responsable du service des affaires immobilières et logistiques, Mme Aline DUYNISLAEGER, responsable du service partenariat et valorisation et M. Christophe CHAUMIER, responsable adjoint du service des ressources humaines de la délégation Occitanie Ouest (DR14), en cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRAUD, délégué régional de la délégation Occitanie Ouest.

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC142558DAJ du 14 novembre 2014 nommant M. Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription Midi-Pyrénées à compter du 17 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC181599DAJ modifiant la décision DEC040115DAJ du 08 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre National de la Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC133095DAJ du 14 novembre 2013 nommant Mme Virginie MAHDI aux fonctions de adjointe au délégué régional

Vu la décision DEC105152DR14 du 23 novembre 2010, nommant Mme Ingrid BONET aux fonctions de responsable du service des ressources humaines.

Vu la décision DEC1922913DSFIM du 25 novembre 2019 nommant M. Emmanuel VIALAN aux fonctions de chargé de mission.

Vu la décision DEC191472DR14 du 17 mai 2019 nommant Mme Aline DUYNISLAEGER aux fonctions de responsable du service partenariat et valorisation.

Vu la décision DEC192650DR14 du 09 octobre 2019 nommant M. Christophe CHAUMIER aux fonctions de responsable adjoint du service des ressources humaines.

DECIDE :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRAUD, délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest, délégation est donnée à Mme Virginie MAHDI, adjointe au délégué régional, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRAUD, délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest et de Mme Virginie MAHDI, délégation est donnée à Mme Ingrid BONET, responsable du service des ressources humaines, à l'effet de signer les actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire suivants :



- les marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux destinés à assurer la couverture des besoins des services de la délégation ou à assurer la couverture des besoins de chaque structure opérationnelle de recherche ou de service rattachée à la circonscription, dans la limite des crédits notifiés à l'expresse condition que la décision d'attribution ait été signée préalablement par M. Christophe Giraud ou Mme Virginie Mahdi.
- les bons de commande et marchés subséquents passés sur la base d'accords-cadres, destinés à assurer la couverture des besoins des services de la délégation ou à assurer la couverture des besoins de chaque structure opérationnelle de recherche ou de service rattachée à la circonscription, dans la limite des crédits notifiés.
- les bons de commande lorsqu'ils sont le support juridique unique de l'achat, les marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux destinés à assurer la couverture des besoins des services de la délégation, dans la limite des crédits notifiés et du montant de 90.000 € HT.
- les avenants liés aux marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux formalisant des modifications non substantielles destinés à assurer la couverture des besoins des services de la délégation ou à assurer la couverture des besoins de chaque structure opérationnelle de recherche ou de service rattachée à la circonscription, lorsque le marché ou l'accord-cadre initial relève de la compétence du Délégué régional, dans la limite des crédits notifiés et du montant de 90.000 € HT.
- l'acceptation ou le refus des actes spéciaux de sous-traitance relevant de la compétence du Délégué régional.
- les mises en demeure de faire ou de ne pas faire liées aux marchés et accords-cadres relevant de la compétence du Délégué régional.
- les autres actes d'exécutions sans impact financier liés aux documents mentionnés aux six points précédents.
- les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque ainsi que les bons de transport afférents

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRAUD, délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest, de Mme Virginie MAHDI et de Mme Ingrid BONET, délégation limitative est donnée aux fins mentionnées à l'article 2 à M. Emmanuel VIALAN, chargé de mission,

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRAUD, délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest, de Mme Virginie MAHDI, de Mme Ingrid BONET et de M. Emmanuel VIALAN, délégation limitative est donnée aux fins mentionnées à l'article 2 à Mme Aline DUYNSLAEGER, responsable du service partenariat et valorisation.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRAUD, délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest, de Mme Virginie MAHDI, de Mme Ingrid BONET, de M. Emmanuel VIALAN, et de Mme Aline DUYNSLAEGER, délégation limitative est donnée aux fins mentionnées à l'article 2 à M. Christophe CHAUMIER responsable adjoint du service des ressources humaines.

Article 6

La décision DEC210977DR14 du 03 février 2021 portant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRAUD, est abrogée

Article 7

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.



Fait à Toulouse, le 20 juillet 2022

Le délégué régional
Christophe GIRAUD



DEC221927DR15

Décision portant délégation de signature à Mme Laurence Chevallier pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5319 intitulée Passages

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5319 intitulée Passages, dont la directrice est Mme Véronique André-Lamat ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Laurence Chevallier, maître de conférences, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laurence Chevallier, délégation est donnée à Mme Bénédicte Michalon, directrice de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laurence Chevallier et de Mme Bénédicte Michalon, délégation est donnée à Mme Isabelle Nicolas, ingénieure d'études aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laurence Chevallier, de Mme Bénédicte Michalon et de Mme Isabelle Nicolas, délégation est donnée à Mme Hélène Grenier-Gen, assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Pessac, le 11 juillet 2022



La directrice d'unité
Véronique André-Lamat



DEC221926DR15

Décision portant délégation de signature à Mme Véronique André-Lamat, directrice de l'UMR5319 intitulée Passages, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180755DAJ du 22 février 2018 nommant M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine à compter du 1^{er} avril 2018 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5319 intitulée Passages, dont la directrice est Mme Véronique André-Lamat ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Véronique André-Lamat, directrice de l'UMR5319, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique André-Lamat, délégation de signature est donnée à Mme Laurence Chevallier, maître de conférences, Mme Bénédicte Michalon, directrice de recherche, Mme Isabelle Nicolas, ingénieure d'études et Mme Hélène Grenier-Gen, assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220529DR15 du 17 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 11 juillet 2022

Le délégué régional
Younis Hermès



DEC221937DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle Longin aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CNRS en date du 17 juin 2022 autorisant le versement à la Fondation CNRS des ressources constituées par la vente d'une propriété, issue du legs LELONG, dont le montant disponible est de 673 329,46 euros ;

Vu le projet de convention ayant pour objet le versement par le CNRS d'une subvention de 673 329.46 euros à la Fondation CNRS au titre des ressources constituées par la vente d'une propriété issue du legs LELONG,

DECIDE :

Article 1^{er}. - Délégation est donnée à Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, à l'effet de signer, au nom du Président-directeur général du CNRS, la convention de subvention entre le CNRS et la Fondation CNRS susvisée.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 27 juillet 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221739DR17

Décision portant délégation de signature à M. Gaël Choblet pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6112 intitulée Laboratoire de planétologie et géosciences (LPG)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6112 intitulée Laboratoire de planétologie et géosciences (LPG), dont le directeur est M. Benoit Langlais ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Gaël Choblet, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nantes, le 01/07/2022

Le directeur d'unité

Benoit LANGLAIS



DEC221101DR17

Décision portant délégation de signature à Mme Catherine Mocquard pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6523 intitulée Laboratoire d'océanographie physique et spatiale (LOPS)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6523 intitulée Laboratoire d'océanographie physique et spatiale (LOPS), dont le directeur est M. Jérôme Paillet ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Catherine Mocquard, ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Plouzané, le 28/06/2022

Le directeur d'unité

Jérôme PAILLET



DEC220834DR17

Décision portant délégation de signature à M. Olivier Durand pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6082 intitulée Institut fonctions optiques pour les technologies de l'information (Institut FOTON)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213792DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation d'un an de l'unité UMR6082 intitulée Institut fonctions optiques pour les technologies de l'information (Institut FOTON), dont le directeur par intérim est M. Mehdi Alouini ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Olivier Durand, professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Durand, délégation est donnée à M. Pascal Besnard, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lannion, le 13/07/2022

Le directeur d'unité

Mehdi ALOUINI



DEC220765DR17

Décision portant délégation de signature à Mme Sandrine Blazy pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6074 intitulée Institut de recherche en informatique et systèmes aléatoires (IRISA)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213792DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation d'un an de l'unité UMR6074 intitulée Institut de recherche en informatique et systèmes aléatoires (IRISA), dont le directeur est M. Guillaume Gravier ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sandrine Blazy, professeure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sandrine Blazy, délégation est donnée à M. Marc Meneyrol, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sandrine Blazy et de M. Marc Meneyrol, délégation est donnée à M. Antoine L'Azou, assistant-ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 30/06/2022

Le directeur d'unité

Guillaume GRAVIER



DEC220470DR17

Décision portant délégation de signature à Mme Corinne Floc'h-Laizet pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3113 intitulée Institut universitaire européen de la mer (IUEM)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3113 intitulée Institut universitaire européen de la mer (IUEM), dont le directeur est M. Frédéric Jean ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Corinne Floc'h-Laizet, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne Floc'h-Laizet, délégation est donnée à M. Jacques Déverchère, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Plouzané, le 30/06/2022

Le directeur d'unité

Frédéric JEAN

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC221936INSU

Décision portant modification de l'intitulé de l'unité d'appui et de recherche « Station de radioastronomie de Nançay » UAR704 en « Observatoire Radioastronomique de Nancay (ORN) »

Le Président Directeur Général,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 portant notamment renouvellement de l'unité « Station de radioastronomie de Nançay » « NANCAY » ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de service et de recherche (USR) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu le procès-verbal du Conseil d'unité ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 16 mars 2022, l'intitulé de l'UAR704 est modifié comme suit :

Les termes

« Station de radioastronomie de Nancay (NANCAY) »

Sont remplacés par les termes

« Observatoire Radioastronomique de Nancay (ORN) »

Article 2

La présente décision et ses annexes seront publiées au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 26/07/2022


Le Président-Directeur Général
Antoine PETIT

DEC221562INSMI

Décision portant renouvellement de l'International Research Laboratory n°2001 intitulée Laboratoire Solomon Lefschetz (LaSol)**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC050043DAJ du 10 octobre 2005 modifiée relative au suivi et à l'évaluation des unités et des chercheurs relevant du CNRS ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Vu l'accord du partenaire ;

Vu l'avis des instances compétentes du comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'avis du directeur de l'Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions ;

DECIDE :**Article 1^{er} : Renouvellement**

Est renouvelé, à compter du 25 avril 2022, l'International Research Laboratory (IRL) n°2001 intitulé « Laboratoire Solomon Lefschetz (LaSol) », pour une durée de cinq ans, sous réserve de la mise en œuvre de la convention correspondante :

Tutelles principales : CNRS, Université nationale autonome du Mexique (UNAM)

Institut de rattachement : Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions

Délégation : Paris Michel-Ange (DR16)

Section d'évaluation : 41

Article 2 : Nomination

M. Geronimo Uribe Bravo, Professeur des universités à l'UNAM, est nommé directeur de cette IRL pour la durée fixée à l'article 1^{er} ;

M. Laurent Meersseman, Professeur des universités à l'Université d'Angers, est nommé directeur adjoint de cette IRL pour la durée fixée à l'article 1^{er}.


Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

26 JUL. 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC222047DR10

Décision relative au tarif des prestations de l'unité UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC180335DAJ en date du 25 janvier 2018 portant nomination de M. Patrice SOULLIE aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Alsace ;

Vu la décision n° DEC142561DAJ en date du 14 novembre 2014 donnant délégation de signature à M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2021-19 en date du 7 janvier 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditables pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs des diverses prestations réalisées par l'UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC) sont fixés comme suit :

1) Prestations effectuées par l'UMR7178 pour des laboratoires CNRS :

Code article	Nature des prestations	Tarif HT €
	<i>A) PREPARATION Plateformes RAMSES et DSA</i>	Tarif unitaire
1911	Traitement échantillon liquide	10,00
1912	Mise en solution	30,00
1913	Forfait préparation échantillon solide	84,40
	<i>B) ANALYSES en laboratoire Plateforme RAMSES</i>	
	1. Analyse multi-élémentaire par spectrométrie Gamma (vecteur eau, solides) (normes : ISO10703, NF M60-790-6)	
1914	Pour un échantillon	255,00
1915	Pour les échantillons suivants dans les mêmes conditions d'analyses	205,20
1916	Tarif abonnement	171,60
1917	Traitement échantillon solide, analyse et rapport COFRAC	292,30

Fait à STRASBOURG, le **25 JUIL. 2022**

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le Délégué régional
Patrice SOULLIE

A handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Soullie', is written over the printed name. The signature is stylized with a long, sweeping underline.

DEC222035DR10

Décision relative aux tarifs des prestations/produits de l'unité UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC)

LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC180335DAJ en date du 25 janvier 2018 portant nomination de M. Patrice SOULLIE aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Alsace ;

Vu la décision n° DEC142561DAJ en date du 14 novembre 2014 donnant délégation de signature à M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2021-19 en date du 7 janvier 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditables pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE :

Article 1er

Les tarifs des prestations de l'UMR7178 intitulée Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC) sont fixés selon le barème joint en annexe / ou sont fixés comme suit :

Nature des prestations :

1) Prestations effectuées par l'UMR7178 pour des laboratoires CNRS :

Code article	Nature des prestations	Tarif HT (€)
	<i>A) PREPARATION Plateformes RAMSES et DSA</i>	Tarif unitaire
1911	Traitement échantillon liquide	10,00
1912	Mise en solution	30,00
1913	Forfait préparation échantillon solide	84,40
	<i>B) ANALYSES en laboratoire Plateforme RAMSES</i>	
	<i>1. Analyse multi-élémentaire par spectrométrie Gamma (vecteur eau, solides) (normes : ISO10703, NF M60-790-6)</i>	
1914	Pour un échantillon	255,00
1915	Pour les échantillons suivants dans les mêmes conditions d'analyses	205,20
1916	Tarif abonnement	171,60
1917	Traitement échantillon solide, analyse et rapport COFRAC	292,30
1918	Tarif abonnement traitement échantillon, analyse et rapport COFRAC	258,70

7094	Loyer pour la volière à corbeaux	654,30
	<i>L) MICRO ANALYSES</i>	
7183	Micro-analyse élémentaire CHN	12,19
9174	Micro-analyses élémentaire CHN	11,66
7184	Micro-analyse élémentaire O	15,34
9175	Micro-analyse élémentaire O	14,68
	<i>M) MICRO ELECTRONIQUE</i>	
8684	Etude et conception Micro-électronique	1265,39
8686	Etude et conception Micro-électronique	1322,91
	<i>N) PRESTATIONS SCR</i>	
9172		203,49
9173	Spectrométrie Gamma SCR	212,74
	Spectrométrie Gamma SCR	

*HCS = hors contrôles sanitaires

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le 22 JUIL. 2022

Pour le Président-Directeur Général et par délégation,
Le Délégué Régional
M. Patrice SOULLIE




DEC221876DR11

Décision relative aux tarifs des prestations/produits de l'unité UAR2607 intitulée ICMG pour la plateforme « PMIEL »

LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°DEC211833DAJ en date du 11/05/2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription de Alpes ;

Vu la décision n°DEC211834DAJ en date du 24 juin 2021 donnant délégation de signature à Mme Marjorie FRAISSE déléguée régionale pour la circonscription Alpes notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2021-19 en date du 7 janvier 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditable pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE :

Article 1er

Les tarifs des prestations pour la plateforme PMIEL de l'UAR2607 intitulée «ICMG» sont fixés comme suit :

Nature des prestations pour la plateforme « PMIEL »	
Client privé externe	Tarif € H.T. : 24.8€
Client externe académique	Tarif € H.T. : 24.8€
Client partenaire	Tarif € H.T. : 11.5€
Client interne	Tarif € H.T. : 11.5€

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 01/01/2021

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Grenoble, le 28 juin 2022

Pour le Président-Directeur Général et par
délégation
La Déléguée Régionale
Mme Marjorie FRAISSE



Le Président-Directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique**DEC211872DRH****Décision portant sur l'accueil en délégation, au CNRS, des enseignants-chercheurs (campagne 2021)**

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret n°84-431 du 6 juin 1984, modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences, notamment articles 11 à 14-1 ;

Vu, le décret n°92-171 du 21 février 1992 portant statuts particuliers des corps d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur publics relevant du ministre chargé de l'agriculture, notamment articles 10 à 13-2 ;

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre National de la recherche scientifique ;

Vu, le décret n° 2018-105 du 15 février 2018 portant statut particulier du corps des professeurs et du corps des maîtres de conférences des écoles nationales supérieures d'architecture, notamment articles 20 à 23 ;

Vu, la demande des intéressés ;

Vu, l'avis des organismes d'origine ;

ARTICLE 1^{er}

Sont retenus en vue de leur accueil en délégation les enseignants-chercheurs dont les noms suivent :

Nom**Prénom****Institut national de physique nucléaire et de physique des particules**

M.	AGRAM	Jean-Laurent
M.	COLLOT	Johan
M.	COPIN	Yannick
Mme	COURTIN	Sandrine
M.	DESCHAMPS	Olivier
Mme	HAMADACHE	Clarisse
M.	JOYCE	Michael
M.	KOUCHNER	Antoine
Mme	LACOSTE	Ana
M.	LAKTINEH	Imad
M.	LE GUILLOU	Laurent
M.	MARTINEAU	Olivier
Mme	MEI	Simona
Mme	MICHELET	Claire
Mme	PAUNA	Nicoleta
M.	PETITEAU	Antoine
M.	PROTASSOV	Konstantin
M.	PUY	Denis
M.	SAUTY	Christophe
M.	SCHIENBEIN	Ingo
Mme	STEER	Danièle

	Nom	Prénom
M.	STOCCHI	Achille
M.	YERMIA	Frédéric

Institut de chimie

Mme	ANSELM	Elsa
M.	ATTIAS	André-Jean
M.	BARANTON	Steve
M.	BARET	Jean-Christophe
M.	BARRIERE	Frédéric
M.	BAUDER	Claude
M.	BAZUREAU	Jean-Pierre
M.	BONHOMME	Christian
M.	BONHOMMEAU	Sébastien
M.	BOUTER	Anthony
Mme	BRUMAS RETAILLEAU	Véronique
M.	CHASSENIEUX	Christophe
Mme	CHATAIGNER	Isabelle
M.	CHURCH	Jon Marco
M.	CLET	Guillaume
Mme	CONTRAIRES	Elise
M.	CORNU	David
Mme	DENIAU	Elise
M.	DENIAUD	Aurélien
M.	DUMUR	Frédéric
Mme	DUROT	Stéphanie
M.	EDOUARD	David
M.	FEREY	Nicolas
M.	FLOQUET	Sébastien
M.	FUCHS	Patrick
Mme	GAIGEOT	Marie-Pierre
Mme	GOUYGOU	Maryse
M.	JOUBERT	Olivier
M.	LAFON	Olivier
Mme	LARREGOLA	Maud
M.	LE POLLES	Laurent
M.	LECOMMANDOUX	Sébastien
M.	MARCEAU	Eric
M.	MEIERHENRICH	Uwe
M.	MONOT	Julien
M.	OUARI	Olivier
M.	PANIER	Stéphane
M.	PETIT-WATELOT	Sébastien
M.	POLGUERE	Alain
M.	POLI	Rinaldo
M.	RIASSETTO	David
M.	RONCO	Cyril
Mme	SVECOVA	Lenka
M.	THOMAS	Romain
Mme	THUNE-GEFFROY	Elsa
M.	TRIPPIER	Raphaël
M.	VIGNOLES	Gérard
M.	VISEZ	Nicolas
Mme	ZAKRI	Cécile

Nom**Prénom****Institut écologie et environnement**

Mme	ATYAME NTEN	Célestine
M.	AURELLE	Didier
Mme	BAL	Marie-Claude
M.	BLANCHARD	Pierrick
Mme	BONNARDOT	Valérie
M.	CASAS	Jérôme
M.	CEREGHINO	Régis
Mme	CHENET	Marie
M.	CORENBLIT	Jean-Francois
Mme	DAVRANCHE	Aurélié
M.	DEBROAS	Didier
M.	DESOUHANT	Emmanuel
M.	EL KALAMOUNI	Chaker
M.	FEUILLET	Thierry
M.	GENTA-JOUVE	Grégory
Mme	GIRARD	Muriel
M.	GREVE	Pierre
Mme	GUILLER	Annie
Mme	HEDDI	Cristina
M.	LE DOZE	Philippe
M.	LEPRINCE	Matthieu
M.	MAGNIEZ	Pierre
Mme	POUX	Céline
M.	RICHARD	Frédéric
M.	SAATKAMP	Arne
Mme	VAN BAAREN	Joan
M.	WANTZEN	Karl

Institut de physique

M.	ABBARCHI	Marco
M.	ALLARD	Baptiste
M.	AMIAUD	Lionel
Mme	AMON	Axelle
Mme	AMY	Anne
M.	ANDRESEN	Esben Ravn
M.	ANTEZZA	Mauro
M.	BALEMBOIS	François
M.	BANFI	Francesco
M.	BARRAT	Jean-Louis
M.	BARTOLO	Denis
M.	BASSET	Julien
M.	BENZO	Patrizio
M.	BERNARDIN	Cédric
M.	BIELAWSKI	Serge
Mme	BOER-DUCHEMIN	Elizabeth
M.	BOURASSIN-BOUCHET	Charles
M.	BOUZDINE	Alexandre
M.	CAYSSOL	Jérôme
Mme	CHANEAC	Corinne
M.	CIUTI	Cristiano
M.	DELAGNES	Jean-Christophe
M.	DELBECQ	Matthieu
M.	DOUAY	Marc
M.	ESTIENNE	Benoît

	Nom	Prénom
Mme	FABRE	Nathalie
Mme	FILIPPI	Valérie
M.	GATEL	Christophe
M.	GINGRAS	Marc
M.	HERMIER	Jean-Pierre
M.	JALABERT	Rodolfo
M.	KARR	Jean-Philippe
M.	KAZAKOV	Vladimir
M.	KERSTEL	Erik
M.	KERYVIN	Vincent
M.	LACOT	Eric
M.	LASSAGNE	Benjamin
Mme	LEVY	Anna
M.	MAGRO	Marc
Mme	MATZEN	Sylvia
M.	MAZZA	Leonardo
M.	MEVEL	Eric
Mme	MIHALCESCU	Irina
Mme	MILLOT	Nadine
Mme	MORANI	Claire
M.	MORTESSAGNE	Fabrice
M.	MOUHANNA	Dominique
M.	MULLER	Pierre
M.	MUSSOT	Arnaud
M.	PARMEGGIANI	Andrea
M.	PARRY	Guillaume
Mme	PETRINI-MERZAGORA	Michela
M.	RAMOS	Osvanny
M.	RANCON	Adam
Mme	ROTGER-LANGUEREAU	Maud
Mme	SALONEN	Anniina
M.	SANGLEBOEUF	Jean-Christophe
M.	SIMON	Pascal
Mme	SINATRA	Alice
M.	SOCCORSI	Eric
M.	SURET	Pierre
M.	TRIZAC	Emmanuel
M.	VANEL	Loïc
M.	VOLK	Romain
M.	WURGER	Alois
M.	ZANON	Thomas

Institut des sciences de l'information et de leurs interactions

M.	ALLARD	Tristan
M.	BECHET	Frédéric
M.	BIGO	Louis
M.	BLANC	Xavier
Mme	BLAZY-DARMON	Sandrine
M.	BONNIFAIT	Philippe
M.	BUCHE	Cédric
Mme	BUHRY	Laure
Mme	BURMAN	Janna
M.	CAGNEAU	Barthelemy
M.	CAMBAZARD	Hadrien
M.	CAUTIS	Bogdan
M.	CERIN	Christophe

	Nom	Prénom
M.	CODOGNET	Philippe
M.	COLOT	Olivier
M.	CREMILLEUX	Bruno
M.	DAVID	Sinnou
M.	DE PALMA	Noël
Mme	DELCROIX-OGER	Bérénice
M.	DI MOLFETTA	Giuseppe
M.	DOMENGER	Jean-Philippe
M.	ESLING	Philippe
Mme	FORNARINO	Mireille
M.	GINHAC	Dominique
Mme	GRIGORI	Daniela
M.	GUERRA	Thierry
M.	HOUSSIN	Laurent
M.	JARD	Claude
Mme	LAPLANTE	Sophie
M.	MANZONETTO	Giulio
M.	MARTIN	Kevin
M.	MESTE	Olivier
M.	MOREL	Guillaume
M.	MORIN	Emmanuel
M.	NAJMAN	Laurent
Mme	NAZARENKO	Adeline
M.	NICAUD	Cyril
Mme	NICOLAU	Florentina
M.	ORIEUX	François
Mme	OZTURK ESCOFFIER	Meltem
M.	PAGANI	Michele Angelo
M.	PENZ	Bernard
M.	PETIT	Jean-Marc
M.	POIGNET	Philippe
M.	POTEAUX	Adrien
M.	QUOY	Mathias
M.	RAUFFET	Philippe
M.	REMILA	Eric
M.	ROMAIN	Olivier
M.	ROSENBERGER	Christophe
Mme	ROSSI	Caroline
Mme	ROUHAUD	Emmanuelle
Mme	SEBILLOT	Pascale
Mme	SIRANGELO	Cristina
M.	TRYSTRAM	Denis
Mme	VANIER	Sonia
M.	VILLENEUVE	François
M.	VUILLEMOT	Romain

Institut des sciences biologiques

M.	AMAR	Patrick
M.	BARDET	Pierre-Luc
Mme	BARDOR	Muriel
Mme	BOUSQUET	Marie-Pierre
Mme	BOUVET	Lucie
Mme	BRASSET	Emilie
M.	BREMOND	Paul
M.	BURMEISTER	Wilhelm Pascal
M.	CARRE	Clément

	Nom	Prénom
M.	CENCI	Ugo
M.	DAUCE	Emmanuel
M.	DESTAINVILLE	Nicolas
Mme	DUPRE-CROCHET	Sophie
Mme	FAURE	Virginie
M.	FAVEREAUX	Alexandre
Mme	FREY	Aline
Mme	GEBERZAHN	Nicole
M.	GILLET	Reynald
M.	GIUDICE	Emmanuel
Mme	GUEVEL	Laetitia
Mme	GUILMEAU	Sandra
M.	HUGNOT	Jean-Philippe
Mme	IMBERT	Isabelle
M.	LAMBERT	Amaury
Mme	LE BRETON	Gaël
Mme	LIOT	Géraldine
M.	LORENZI	Christian
M.	MATHEVON	Nicolas
Mme	MATON	Gilliane
Mme	MORLEY-FLETCHER	Sara
Mme	NOCCA SMET	Caroline
M.	RADULESCU	Ovidiu
M.	SAEZ	Fabrice
Mme	SAMSON	Séverine
Mme	TASIEMSKI	Aurélié
M.	THIAUDIERE	Eric
M.	TOUZE	Thierry
M.	VALCOURT	Ulrich
M.	VALLET	Guillaume
Mme	VERRET	Laure
M.	VITALI	Patrice

Institut des sciences humaines et sociales

M.	ABADIE	Shahram
Mme	AKOKA	Karen
Mme	ALIBERT	Florence
Mme	ALIX	Claire
Mme	AMILHAT SZARY	Anne Laure
M.	ANDREU-BOUSSUT	Vincent
Mme	ARMANET	Eléonore
M.	AROUI	Jean-Louis
Mme	ARTIS	Amélie
Mme	ASTESANO	Corinne
M.	ASTRUC	Rémi
Mme	AUDAS	Nathalie
M.	AVARELLO	Vito
Mme	BACHIR	Myriam
Mme	BAILLOT	Anne
Mme	BARON	Catherine
Mme	BARRAUD DE LAGERIE	Pauline
Mme	BAS	Maria
Mme	BASARAB BRANCOVAN	Marie-Laetitia
Mme	BATTISTELLI	Delphine
Mme	BAUD	Anne
Mme	BEC	Frédérique

	Nom	Prénom
M.	BEGUE	Alain
M.	BENBOUZID	Bilel
Mme	BENIT GBAFFOU	Claire
Mme	BENOIT MEGGENIS	Rosa
M.	BERGAMASCHI	Alessandro
Mme	BISTAGNE	Florence
M.	BONDAZ	Julien
Mme	BONNET	Estelle
Mme	BOUCHARENC	Myriam
M.	BOURDEAU	Vincent
Mme	BRAC DE LA PERRIERE	Eloïse
M.	BRANGER	Jean-Chris
Mme	BRESSON	Maryse
M.	BRIFFAUD	Serge
M.	BURKARDT	Albrecht
Mme	BURLOT	Delphine
M.	CACHIA	Arnaud
Mme	CADORET	Anne
Mme	CAIOZZO ROUSSEL	Anna
Mme	CAMPROUX-DUFFRENE	Marie-Pierre
Mme	CASCIARRI	Barbara
M.	CASSOTTI	Mathieu
M.	CERMAN	Jérémie
M.	CESARO	Pascal
M.	CHANDELIER	Joël
Mme	CHANTRAINE BRAILLON	Cécile
Mme	CHEVRIER-BOSSEAU	Adeline
Mme	CHIODI	Vera
M.	CHRAÏBI	Aboubakr
Mme	CHRISTENSEN	Marianne
Mme	CHUPIN	Yannicke
M.	CLER	Jérôme
M.	CLOT-GOUDARD	Rémi
Mme	COGNET	Marguerite
Mme	COHEN-LEVINAS	Danielle
Mme	COMOLA	Margherita
M.	CONSALES	Jean-Noël
Mme	COOK	Céline
Mme	CORTÉS	Geneviève
M.	COSME	Pierre
Mme	COUSIN	Saskia
Mme	CRIGNON	Claire
M.	DARNIS	Pierre
Mme	DE BARROS	Françoise
Mme	DE MONTGOLFIER	Sandrine
M.	DE PERETTI	Philippe
Mme	DEFLOU LECA	Noëlle
Mme	DEKEUWER	Catherine
Mme	DEKHILI	Sihem
Mme	DELAHAYE	Claire
M.	DEMORAES	Florent
Mme	DENYS	Catherine
M.	DEPAU	Giovanni
Mme	DEPRAETERE	Ilse
Mme	DES BOSCS	Françoise
M.	DESTEMBERG	Antoine
Mme	DIAB DURANTON	Salam
M.	DJAKOUANE	Aurélien

	Nom	Prénom
Mme	DOBA	Karyn
M.	DORON	Claude Olivier
Mme	DROUET	Isabelle
Mme	DRYANSKY	Larisa
Mme	DUCOS	Joëlle
Mme	DUGUA	Celine
Mme	DULAC	Anne-Valérie
Mme	DURU	Audrey
M.	DUTOIT	Thomas
Mme	EFFOSSE	Sabine
Mme	EMPERADOR BADIMON	Montserrat
M.	EXBALIN	Arnaud
M.	FALAIX	Ludovic
Mme	FERONI	Isabelle
Mme	FERRARA	Sabrina
Mme	FERRER	Véronique
Mme	FLECKINGER	Hélène
M.	FOURNIER	Pierre
Mme	FRACCHIOLLA	Béatrice
Mme	FRANCESCHELLI	Sara
M.	FRANCOIS	Abel
Mme	FREEDMAN	Jane
M.	GABOLDE	Marc
M.	GARDET	Mathias
Mme	GARDIEN	Eve
Mme	GARRAU	Marie
Mme	GARROUSTE	Manon
M.	GAULIN	Jean-Louis
M.	GAUTIER	Claude
M.	GAYRAUD	Régis
Mme	GERMAINE	Marie-Anne
Mme	GERY	Catherine
Mme	GESLIN	Albane
Mme	GILLOT	Laurence
Mme	GIMARET	Antoinette
M.	GIRARD	Aurélien
Mme	GLIKMAN	Julie
M.	GONTHIER	Frédéric
M.	GONZALEZ	Gérard
M.	GOUGELMANN	Stéphane
M.	GREGOIRE	Mathieu
M.	GROJEAN	Olivier
Mme	GUENZI	Caterina
M.	GUERIN	Charles
M.	GUIDA	Alessandro
Mme	GUIGNERY	Vanessa
Mme	GUINARD	Pauline
Mme	HADJ-BOAZA	Laure
Mme	HALARY	Marie-Pascale
M.	HEDOIN	Cyril
M.	HERRMANN	Frédéric
M.	HERSANT	Patrick
M.	HERVOUET	Ronan
Mme	HIS	Isabelle
M.	HMED	Choukri
Mme	HOLLARD ZIRANO	Virginie
M.	HUMM	Michel
M.	JESNE	Fabrice

	Nom	Prénom
Mme	JOHSUA	Florence
M.	JOINET	Jean-Baptiste
M.	JOUINI	Elyes
Mme	JURGENSON	Lubov
M.	KAPITANIAK	Pierre
Mme	KOCH	Isabelle
Mme	KOR CHAHINE	Irina
M.	KRAIF	Olivier
Mme	LABORIER	Pascale
Mme	LAGRANGE	Evelyne
Mme	LANOË	Catherine
Mme	LARONZE	Fleur
Mme	LAUREILLARD	Marie
Mme	LE BLANC	Judith
Mme	LE DU	Laurence
Mme	LE FUSTEC	Claude
M.	LE HENAFF	Yannick
M.	LECHEVALIER	Sébastien
Mme	LEDUCQ	Divya
M.	LELLOUCH	Benjamin
Mme	LENART	Ewa
Mme	LESTAGE	Françoise
Mme	LORRE-JOHNSTON	Christine
M.	LOUBIER	Pierre
Mme	LUQUIN	Elisabeth
Mme	MANOLA	Theodora
M.	MANSOURI	Alamin
M.	MARIAUD	Olivier
Mme	MARIE-LUCE	Monique
Mme	MARQUIE	Hélène
Mme	MATHIEU	Anne
Mme	MATHIEU	Elisabeth
Mme	MAYEUR-JAOUEN	Catherine
Mme	MEAUX	Danièle
Mme	MEIDANI	Anastasia
Mme	MEILLON	Bénédicte
Mme	MELIN	Hélène
M.	MEYNADIER	Yohann
M.	MICHEL	Alain
Mme	MICHEL	Anne
M.	MICHEL	Xavier
Mme	MILLE	Muriel
Mme	MOHAMED-GAILLARD	Sarah
M.	MONFORT	Bruno
M.	MORENO SIERRA	Diego
M.	MOURLANE	Stéphane
Mme	MURILLO	Céline
Mme	MUSSARD	Christine
Mme	MUSSO	Sandrine
Mme	NANCY	Sarah
Mme	NEHME	Carole
M.	NGUYEN	Noël
Mme	NIAYESH	Ladan
M.	OBADIA	Lionel
M.	OLIVIER	Alain Patrick
M.	ORAIN	Arnaud
M.	ORGEOLET	Raphaël
M.	ORILLARD	Clément

	Nom	Prénom
M.	PASCAL	Pierre
Mme	PATEL	Sandhya
Mme	PATUREAU	Lise
Mme	PATY	Sonia
M.	PEBARTHE	Christophe
M.	PERCUS	Orin
Mme	PERNIN	Isabelle
Mme	PETIT	Maria Laetitia
M.	PETRIAT	Philippe
Mme	PEYVEL	Emmanuelle
M.	PHILIPPE	Yann
M.	PINSON	Gilles
Mme	PIRONTI	Gabriella
M.	POLLET	Gilles
Mme	POR	Katalin
Mme	POUDAT	Céline
M.	POUPONNEAU	Florent
M.	PRADELLE	Dominique
Mme	PRADELLE	Laurence
Mme	RABAULT-MAZIERES	Isabelle
Mme	RAINHORN	Judith
M.	REICHHART	Frédéric
Mme	RENARD	Fanny
M.	RIBREAU	Mickael
Mme	RIGAUD	Antonia
Mme	RIGOT	Sandra
M.	RIPOLL	Fabrice
Mme	RIVIER ARNAUD	Estelle
M.	ROBÈNE	Luc
Mme	ROGER	Muriel
Mme	ROSE	Isabelle
Mme	ROSSIGNOL	Marie-Jeanne
Mme	ROSTAING	Corinne
Mme	ROUSSEL	Mélanie
Mme	ROVIRA BUENDIA	Nuria
Mme	RUSET PENKETH	Séverine
M.	SABIN	Guillaume
Mme	SALMAN	Scarlett
M.	SALZA	Luca
M.	SANCH MARITAN	Mathieu
M.	SANCHEZ	Samuel Floréal
Mme	SEMMOUD	Noria
Mme	SERI HERSCH	Iris
Mme	SINARDET	Emmanuelle
M.	SINIGAGLIA	Jérémy
M.	SINTOMER	Yves
Mme	SOARES RODRIGUES	Simele
Mme	SOMAGLINO	Claire
Mme	SOMMIER	Isabelle
M.	STADNICKI	Roman
M.	STIKER-METRAL	Charles Olivier
Mme	SUN	Hong Yuan
Mme	TENRET	Elise
M.	TERRAL	Philippe
Mme	TERRONES	Emmanuelle
Mme	THEBERT	Angélique
Mme	THEILLER	Isabelle
M.	THEOFILAKIS	Fabien

	Nom	Prénom
Mme	TILLOUS	Marion
M.	TORNATORE	Jean-Louis
Mme	TOUCHELAY	Béatrice
Mme	TRIBOUT	Delphine
M.	VAHABI	Mehrdad
Mme	VALLUY	Chloé-Anne
Mme	VANCAUWELAERT	Vanina
Mme	VARTEJANU-JOUBERT	Mihaela-Madalina
Mme	VAUTHIER	Elisabeth
M.	VENDRYES	Thomas
Mme	VERDIER	Maud
M.	VERMEREN	Pierre
M.	VIAUD	Baptiste
M.	VIDA	Peter
Mme	VIGNAL	Cécile
M.	VITI	Fabio
M.	VIVES	Vincent
Mme	VUAILLAT	Fanny
Mme	WACKENIER	Stéphanie
M.	ZEPPINI	Paolo
Mme	ZERBINI	Laurence-Anick

Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes

M.	ABADIAS	Grégory
Mme	BATAILLE	Françoise
M.	BECHE	Bruno
M.	BENALLEGUE	Abdelaziz
M.	BRANDLE DE MOTTA	Jorge Cesar
M.	CAIRE	Raphaël
M.	CARON	Guillaume
M.	COLIN	Jérôme
M.	COQUET	Philippe
M.	COUPEAU	Christophe
M.	DE MATHELIN DE PAPIGNY	Michel
M.	DEVAL	Yann
M.	DUBOIS	Sylvain
M.	DUCHARNE	Benjamin
M.	DUDLEY	John Michael
Mme	DUGUET LOSCOS	Céline
Mme	ESSERT	Caroline
M.	FAURIE	Damien
M.	FEAUGAS	Xavier
Mme	GARRELIE	Florence
Mme	GHIBAUDO	Elise
M.	GOGOL	Philippe
Mme	GRAS	Laure-Lise
Mme	GUEUNIER-FARRET	Marie-Estelle
M.	JOULAIN	Karl
Mme	JOUTEUR	Isabelle
Mme	KAMINSKI-CACHOPO	Anne
Mme	KOLB	Evelyne
M.	LARGER	Laurent
M.	LE GOIC	Gaëtan
Mme	LIDGI-GUIGUI	Nathalie
M.	MACHON	Denis
Mme	MANEUX	Cristell

	Nom	Prénom
M.	MAUGER	Cyril
M.	MOUTHEREAU	Frédéric
M.	MUSELLI	Marc
M.	NAUDE	Nicolas
M.	NOUGIER	Vincent
M.	PERRET	Laurent
Mme	PEZET	Sophie
M.	PINNA	Andrea
M.	PINON	Grégory
M.	RIUS	Eric
Mme	ROBERT GOUTMET	Christine
Mme	ROND	Catherine
M.	SALLES	Vincent
M.	SANNER	Nicolas
M.	SAULEAU	Ronan
M.	SCHWANDER	Frédéric
M.	SEBALD	Gaël
M.	SIMONIN	Olivier
M.	SOLTANI	Ali
M.	TOPIN	Frédéric

Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions

M.	AINSEBA	Bedr Eddine
M.	AMMARI	Zied
M.	ANCONA	Giuseppe
M.	ANTOINE	Xavier
M.	ARNAUDON	Marc
M.	ARRAS	Benjamin
M.	AUCHER	Guillaume
M.	AUSCHER	Pascal
M.	AUTISSIER	Pascal
Mme	BAEY	Charlotte
M.	BASEILHAC	Stéphane
M.	BELLET	Jean-Baptiste
M.	BELLINGERI	Paolo
M.	BESSE	Christophe
M.	BICHON	Julien
M.	BIHAN	Frédéric
M.	BIQUARD	Olivier
Mme	BLANC CENTI	Léa
M.	BODIN	Arnaud
M.	BOYER	Adrien
M.	BRENNER	Konstantin
M.	BRETEAUX	Sébastien
M.	BROCHARD	Sylvain
M.	BRUGALLE	Erwan
M.	BRUMLEY	Farrell
M.	BUFF	Xavier
Mme	CAETANO	Filipa
M.	CAFASSO	Mattia
Mme	CASTELL	Fabienne
Mme	CASTRAVET	Ana-Maria
Mme	CHALENDAR	Isabelle
Mme	CHAMPION	Magali
M.	CHAPPELON	Jonathan
Mme	CHAPUISAT	Guillemette

	Nom	Prénom
M.	CHARDARD	Frédéric
M.	CHASSEIGNE	Emmanuel
M.	CHAUDOUARD	Pierre Henri
Mme	CHECCOLI	Sara
M.	CHIRON	David
M.	CHOULY	Franz
M.	CLUZEAU	Thomas
M.	CORDERO-ERAUSQUIN	Dario
M.	COURTE	Sylvain
Mme	CROCE	Gisella
M.	DARSES	Sébastien
M.	DEHORNOY	Pierre
M.	DELAUNAY	Christophe
M.	DELAY	Erwann
M.	DELL'AMBROGIO	Ivo
M.	DIMITROV	Mladen
M.	DUPONT	Clément
M.	DUQUESNE	Sylvain
M.	DURAND	Fabien
M.	DURIEU	Olivier
M.	DUTERTRE	Nicolas
M.	ENRIQUEZ	Benjamin
M.	FASEL	Jean
M.	FAUPIN	Jérémy
M.	FLAMINIO	Livio
M.	FRADELIZI	Matthieu
M.	FRATILA	Dragos
M.	FREGIER	Yaël
M.	FREYERMUTH	Jean-Marc
M.	FUCHS	Laurent
M.	GALLAY	Thierry
M.	GAUSSENT	Stéphane
M.	GAYET	Damien
M.	GAYRAL	Victor
M.	GERARD-VARET	David
M.	GIACOMONI	Jacques
M.	GOSSELIN	Pierre
M.	GRACZYK	Piotr
M.	GRAVEJAT	Philippe
M.	GREBERT	Benoît
Mme	GRELLIER	Sandrine
M.	GRENIER	Nicolas
M.	GUILLOUX	Antonin
M.	HAISSINSKI	Peter
Mme	HARDOUIN	Charlotte
M.	HAUSWIRTH	Laurent
M.	HEIERMANN	Volker
M.	HELLUY	Philippe
M.	HENNION	Benjamin
M.	HERSCOVICH	Estanislao
M.	HUBARD	Alfredo
Mme	HUBERT	Florence
M.	HUBERT	Pascal
M.	JOURANI	Abderrahim
M.	JUILLET	Nicolas
M.	JUNCA	Stéphane
M.	LACAVE	Christophe
M.	LAFITTE	Olivier

	Nom	Prénom
M.	LE MERDY	Christian
M.	LE NY	Arnaud
M.	LECOUVEY	Cédric
M.	LECUREUX	Jean
M.	LEFEVRE	Pascal
M.	LEHEC	Joseph
M.	LIU	Qing
Mme	LOCHERBACH	Eva
M.	LUCON	Eric
M.	LUSTIG	Martin
M.	MANOU-ABI	Solym Mawaki
M.	MATRINGE	Nadir
M.	MATUSINSKI	Mickael
M.	MAZLIAK	Laurent
M.	MEHRENBERGER	Michel
M.	MEIGNIEZ	Gaël
M.	MICHEL	Laurent
Mme	MONBET	Valérie
Mme	MONNIAUX	Sylvie
Mme	MOREAU	Anne
Mme	MORIER-GENOUD	Sophie
M.	NISTOR	Victor
Mme	NOUAILI	Nejla
M.	NOVOTNY	Antonin
M.	OLLA	Stefano
M.	PEPIN	Cedric
M.	PERON	Victor
Mme	PETCU	Madalina
M.	PETRELIS	Nicolas
M.	PHAM	Xuan-Huyen
Mme	PICHON	Anne
M.	PIERRE	Morgan
M.	POISAT	Julien
Mme	PONS	Viviane
M.	POULAIN D'ANDECY	Loïc
M.	PROVENZI	Edoardo
M.	PRUD'HOMME	Christophe
Mme	RAULF	Nicole
M.	RAULOT	Simon
M.	RENAUDINEAU	Arthur
Mme	RIBOT-BARRE	Magali
M.	RICARD	Eric
M.	RISLER	Emmanuel
Mme	ROCHE	Angelina
Mme	ROESCH	Pascale
M.	ROLIN	Jean-Philippe
M.	ROYDOR	Jean
M.	ROYER	Julien
M.	SCHMIDT	Tobias
M.	SCOTTI	Simone
M.	SERLET	Laurent
M.	SIMENHAUS	François
M.	SIMON	Damien
M.	SPALLICCI	Alessandro
Mme	SZAFRANSKI	Marie
Mme	TAZZIOLI LIOTTA	Rossana
M.	THIEULLEN	Philippe

	Nom	Prénom
M.	THOMINE	Damien
M.	TOURNIER	Laurent
M.	TUGAUT	Julian
M.	UNTERBERGER	Jérémie
M.	VAUCHELET	Nicolas
Mme	VAUGON	Anne
M.	VERGNIoux	Roland
Mme	VESPA	Christine
M.	VIGNERON	François
M.	VIRELIZIER	Alexis
M.	VUILLON	Laurent
M.	YUNCKEN	Robert
M.	ZAMBOTTI	Lorenzo
M.	ZENG	Xiaolin
M.	ZITT	Pierre-André

Institut national des sciences de l'Univers

M.	BASILE	Christophe
M.	BERTIN	Emmanuel
M.	BORDE	Pascal
M.	BOULILA	Slah
M.	CELESTIN	Sébastien
Mme	CHIRIACO-AMIAUD	Marjolaine
Mme	DEMAREZ	Valérie
M.	DUDOK DE WIT	Thierry
M.	DUPE	François-Xavier
M.	FERRO-FAMIL	Laurent
M.	FORET	Gilles
M.	JAMET	Cédric
M.	JORISSEN	Franciscus
M.	LOGNONNE	Philippe
M.	MAFFEI	Bruno
M.	MARTIN-GONDRE	Ludovic
M.	MAZABRAUD	Yves
M.	MESLIN	Pierre-Yves
M.	MEULE	Samuel
M.	MICHOUD	Vincent
Mme	MOLCARD	Anne
M.	MUNCH	Philippe
M.	PAYAN	Sébastien
M.	PICHAT	Sylvain
Mme	QUANTIN NATAF	Cathy
M.	QUESNEL	Yoann
Mme	ROY	Mélanie
M.	SCHWARZENBOECK	Alfons
Mme	TAL	Michal
M.	WAQUET	Fabien
M.	ZIAD	Aziz

Article 2

Les modalités d'accueil en délégation sont décidées par le Président-Directeur général. Les conventions d'accueil en délégation mentionnées aux articles 14 du décret du 6 juin 1984 ; 13 du décret n°92-171 et 23 du décret n°2018-105 susvisés sont établies conformément aux dispositions indiquées sur le tableau en annexe.

Article 3

L'affectation dans les unités comportant une zone à régime restrictif est décidée sous réserve de l'obtention du visa du haut fonctionnaire de défense et de sécurité du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Article 4

La présente décision sera publiée au bulletin officiel du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le **18 MAI 2021**

Le Président-Directeur général

Antoine FETIT



DEC221547DRH

Le président-directeur général du CNRS

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps des fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques, et notamment son article 241-1-1 ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine PETIT aux fonctions de président du CNRS,

DECIDE

Article 1^{er} :

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs de recherche du CNRS pouvant être promus au titre de l'année 2023 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Ingénieurs de recherche hors classe (sélection professionnelle)	Ingénieurs de recherche de 1 ^{ère} classe et de 2 ^{ème} classe	3,3 %	62
Ingénieurs de recherche hors classe (au choix)	Ingénieurs de recherche de 1 ^{ère} classe	3,3 %	21
Ingénieurs de recherche de 1 ^{ère} classe	Ingénieurs de recherche de 2 ^{ème} classe	16,3 %	155

Article 2 :

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs d'études du CNRS pouvant être promus au titre de l'année 2023 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Ingénieurs d'études hors classe	Ingénieurs d'études de classe normale	16,6 %	201

Article 3 :

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des techniciens de la recherche du CNRS pouvant être promus au titre de l'année 2023 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Techniciens de classe exceptionnelle (sélection professionnelle)	Techniciens de classe supérieure	9,6 %	55
Techniciens de classe exceptionnelle (au choix)	Techniciens de classe supérieure	10,2 %	55
Techniciens de classe supérieure (sélection professionnelle)	Techniciens de classe normale	8,2 %	52
Techniciens de classe supérieure (au choix)	Technicien de classe normale	14,8 %	52

Article 4 :

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des adjoints techniques de la recherche pouvant être promu au titre de l'année 2023 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Adjointes techniques échelle C3	Adjointes techniques échelle C2	14,8 %	4
Adjointes techniques échelle C2	Adjointes techniques échelle C1	25 %	1

Article 5 :

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le **12 MAI 2022**



Antoine PETIT

DEC220866DRH

Décision relative à l'adaptation des modalités d'organisation de concours du Centre national de la recherche scientifique organisés au titre de l'année 2022

Le Président – directeur général du Centre national de la recherche scientifique,

Vu la loi n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique

Vu l'ordonnance n° 2021-139 du 10 février 2021 prorogeant l'application des dispositions relatives à l'organisation des examens et concours d'accès à la fonction publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,

Vu le décret n° 2022-122 du 4 février 2022 prorogeant l'application des dispositions relatives à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire

Vu le décret n° 2017-1748 du 22 décembre 2017 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques et notamment son article 44 ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du centre national de la recherche scientifique et notamment son article 13 ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique - M. PETIT (Antoine) ;

Vu l'arrêté du 28 février 2002 fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement d'ingénieurs et de personnels techniques de la recherche du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2017 fixant les conditions de recours à la visioconférence ;

Vu l'arrêté du 1er décembre 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement dans le grade des directeurs de recherche de 1^{ère} classe du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, l'arrêté du 1^{er} décembre 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de directeurs de recherche de 2^{ème} classe du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de chargés de recherche de classe normale du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 17 janvier 2022 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours internes pour le recrutement dans le grade de technicien de la recherche de classe normale du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 17 janvier 2022 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours internes pour le recrutement dans le grade d'assistant ingénieur du Centre national de la recherche scientifique ;

CNRS

3, rue Michel-Ange
75794 Paris cedex 16
www.cnrs.fr



Vu, l'arrêté du 17 janvier 2022 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours internes pour le recrutement dans le grade d'ingénieur d'études de classe normale du centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 17 janvier 2022 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours internes pour le recrutement dans le grade d'ingénieur de recherche de 2^e classe du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 21 janvier 2022 relative au télétravail dans la fonction publique de l'Etat et au respect des règles sanitaires renforcées dans le cadre du travail sur site,

DECIDE

Article 1^{er}

Les candidats aux concours d'accès aux corps de chercheurs et des concours internes pour l'accès aux corps d'ingénieurs et de techniciens ouverts au titre de l'année 2022 sont auditionnés en visio-conférence depuis tout lieu professionnel ou personnel.

Article 2

Les réunions des jurys des concours d'accès aux corps de chercheurs et des concours internes pour l'accès aux corps d'ingénieurs et de techniciens ouverts au titre de l'année 2022 sont organisés en présentiel avec possibilité de visio-conférence pour les membres empêchés en raison du contexte sanitaire.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le

07 MARS 2022

Le président – directeur général

Antoine PETIT



DEC221681DRH

Décision relative à la création d'un jury d'admission commun aux concours de recrutement des chargés de recherche du CNRS ouverts dans les commissions interdisciplinaires organisés au titre de l'année 2022.

Le président – directeur général du centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques et notamment son article 44 ;

Vu, le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du centre national de la recherche scientifique et notamment son article 13 ;

Vu, le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du centre national de la recherche scientifique – M. Antoine Petit ;

Vu, l'arrêté du 18 janvier 2022 portant attribution de fonctions au centre national de la recherche scientifique ;

Vu, l'arrêté du 1^{er} décembre 2021 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de chargés de recherche de classe normale du centre national de la recherche scientifique ;

Vu, l'avis des conseils scientifiques d'instituts des 12, 19 et 25 janvier, 1^{er}, 2, 4 et 16 février ;

DECIDE

Article unique

Dans la décision n°DEC221222DRH, remplacer « Mme MOUYSET Lauriane, chargée de recherche du CNRS, centre international de recherche sur l'environnement et le développement, membre élue de la section 37 du comité national ; » par « M. RENNEVILLE Marc, directeur de recherche du CNRS, centre Alexandre Koyre / histoire des sciences et des techniques, membre nommé de la section 33 du comité national ».

Fait à Paris, le 18 mai 2022

Le président – directeur général,

Antoine PETIT



Le Président-Directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique**DEC221822DRH****Décision portant sur la campagne d'éméritat au titre de l'année 2022**

Vu le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié, fixant les dispositions statutaires communes aux corps des fonctionnaires des EPST ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre National de la recherche scientifique ;

Vu l'avis du Conseil Scientifique en date des 25 et 26 avril 2022 ;

Article 1^{er}

Le titre de Directeur de recherche émérite est renouvelé pour une période de 5 ans pour les chercheurs dont les noms suivent :

Institut de chimie

Nom d'usage	Prénom	Section	Unité d'affectation	DR
MEUNIER	Bernard	14	UPR8241 Toulouse	14

Institut des sciences humaines et sociales

Nom d'usage	Prénom	Section	Unité d'affectation	DR
JAFFRE	Yannick	38	IRL3189 Dakar	16

Article 2

La présente décision sera publiée au bulletin officiel du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le **27 JUIN 2022**

Le Président-Directeur général

Antoine PETIT

DEC221682DRH

Décision modificative relative au jury d'admission commun aux concours de recrutement des directeurs de recherche du CNRS organisés au titre de l'année 2022.

Le Président – directeur général du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques et notamment son article 44 ;

Vu, le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du Centre national de la recherche scientifique et notamment son article 13 ;

Vu, le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique - M. PETIT (Antoine) ;

Vu, l'arrêté du 1^{er} décembre 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de directeurs de recherche de 1^{ère} classe du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, l'arrêté du 1^{er} décembre 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de directeurs de recherche de 2^{ème} classe du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, l'avis du conseil scientifique en date du 27 janvier 2022 ;

DECIDE

Article unique

Dans la décision n°DEC220597DRH, remplacer « M. PLIEZ Olivier, Directeur de recherche du CNRS, Acteurs, ressources et territoires dans le développement, membre élu de la section 39 du comité national. » par « M. SOCK Rudolph, Professeur des universités, membre élu de la section 34 du comité national. ».

Fait à Paris, le 18 mai 2022

Le Président – directeur général,

Antoine PETIT



DEC221711DRH

Le Président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984, modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences, notamment articles 11 à 14-1 ;

Vu le décret n° 92-171 du 21 février 1992 portant statuts particuliers des corps d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur publics relevant du ministre chargé de l'agriculture, notamment articles 10 à 13-2 ;

Vu le décret n° 2018-105 du 15 février 2018 portant statut particulier du corps des professeurs et du corps des maîtres de conférences des écoles nationales supérieures d'architecture, notamment articles 20 à 23 ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la demande des intéressés ;

Vu l'avis des organismes d'origine ;

Vu la décision du 17 mai 2022 arrêtant la liste des enseignants chercheurs accueillis en délégation,

DECIDE

Article 1^{er} L'article 1^{er} de la décision susvisée est modifié comme suit :

La ligne suivante est supprimée

Nom	Prénom
Institut de physique	
Mme VIGNOLO	Patrizia

Les lignes suivantes sont ajoutées

Nom	Prénom
Institut de chimie	
M. DEMERY	Vincent



Institut des sciences humaines et sociales

Mme	JOLIET	Fabienne Jeanne
Mme	LEZOWSKI	Marie
Mme	MANIAQUE	Caroline
Mme	MONNET	Nadja

Nom**Prénom****Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes**

M.	BOUROUINA	Tarik
M.	DEMENÉ	Charlie

Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions

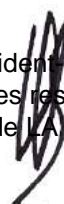
M.	DANCHIN	Raphaël
Mme	MARCOVICI	Irène
Mme	OUVRIER-BUFFET	Cecile
Mme	SANSONNET	Laure

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 2022

Pour le Président directeur général,
Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE




DEC220597DRH

Décision relative à la création d'un jury d'admission commun aux concours de recrutement des directeurs de recherche du CNRS organisés au titre de l'année 2022.

Le Président – directeur général du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques et notamment son article 44 ;

Vu, le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du Centre national de la recherche scientifique et notamment son article 13 ;

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique – M. Antoine Petit ;

Vu, l'arrêté du 18 janvier 2022 portant attribution de fonctions au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, l'arrêté du 1^{er} décembre 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de directeurs de recherche de 1^{ère} classe du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, l'arrêté du 1^{er} décembre 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de directeurs de recherche de 2^{ème} classe du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, l'avis du conseil scientifique en date du 28 janvier 2022 ;

DECIDE

Article 1^{er}

Il est créé un jury d'admission commun aux concours de recrutement des directeurs de recherche du CNRS organisés au titre de l'année 2022.

Article 2

Ce jury est présidé par M. PETIT Antoine, Président - directeur général, ou M. SCHUHL Alain, Directeur général délégué à la science, son représentant.



Article 3

Ce jury est composé comme suit :

Membres de droit :

- le Directeur général délégué aux ressources, ou Le Directeur des ressources humaines, son représentant.
- le Directeur de l'Institut national des sciences de l'univers, ou M. DOUSSIN Jean-François, Directeur adjoint scientifique de l'institut, son représentant ;
- le Directeur de l'Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions, ou Mme SARTI Alessandra, Directrice adjointe scientifique de l'institut, sa représentante ;
- le Directeur de l'Institut des sciences de l'information et de leurs interactions, ou M. SERRE Olivier, Directeur adjoint scientifique de l'institut, son représentant ;
- le Directeur de l'Institut de physique, ou Mme HUET Thérèse, Directrice adjointe scientifique de l'institut, sa représentante ;
- le Directeur de l'Institut des sciences biologiques, ou M. DE LAUNOIT Yvan, Directeur adjoint scientifique de l'institut, son représentant ;
- le Directeur de l'Institut de chimie, ou Mme SAGAN Sandrine, Directrice adjointe scientifique de l'institut, sa représentante ;
- le Directeur de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes, ou Mme BERNAL ARTAJONA Maria-Pilar, chargée de mission de l'institut, sa représentante ;
- le Directeur de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules, ou Mme BASSLER Ursula, Directrice adjointe de l'institut, sa représentante ;
- la Directrice de l'Institut des sciences humaines et sociales, ou M. BOUDJAABA Fabrice, Directeur adjoint de l'institut, son représentant ;
- le Directeur de l'Institut écologie et environnement, ou M. PINAY Gilles, Directeur adjoint scientifique de l'institut, son représentant.

Personnalités scientifiques titulaires :

- M. AUBERT Julien, Directeur de recherche du CNRS, Institut de physique du globe de Paris, membre élu de la section 18 du comité national ;
- Mme BRENNER Catherine, Directrice de recherche du CNRS, Aspects métaboliques et systémiques de l'oncogénèse pour de nouvelles approches thérapeutiques, membre élue de la section 24 du comité national ;
- Mme CHAMARRO Maria, Professeure des universités, Institut des NanoSciences de Paris, membre élue de la section 3 du comité national ;
- M. MAUREILLE Bruno, Directeur de recherche du CNRS, De la Préhistoire à l'Actuel : Culture, Environnement et Anthropologie, membre élu du conseil scientifique d'institut de l'Institut écologie et environnement ;
- Mme FIJALKOW Inbar, Professeure des universités, Equipes Traitement de l'Information et Systèmes, membre élue de la section 7 du comité national ;
- Mme GHIA Piera-Luisa, Directrice de recherche du CNRS, Laboratoire de physique des 2 infinis - Irène Joliot-Curie, membre élue de la section 1 du comité national ;
- Mme JAKAB-TOTH Eva, Directrice de recherche du CNRS, Centre de biophysique moléculaire, membre élue de la section 16 du comité national ;
- Mme LEHUEN Agnès, Directrice de recherche du CNRS, Institut Cochin, membre nommée de la section 27 du comité national ;

- Mme PICHON Anne, Professeure des universités, Institut de Mathématiques de Marseille, membre élue de la section 41 du comité national ;
- Mme VAN DER STRAETEN TABARY Karine, Directrice de recherche du CNRS, TSE-Recherche, membre nommée de la section 37 du comité national ;
- M. WEISS Jérôme, Directeur de recherche du CNRS, Institut des sciences de la Terre, membre élu de la section 9 du comité national.

Personnalités scientifiques suppléantes :

- Mme BERTHE Valérie, Directrice de recherche du CNRS, Institut de Recherche en Informatique Fondamentale, membre élue de la section 6 du comité national ;
- Mme BONIN Patricia, Directrice de recherche du CNRS, Institut Méditerranéen d'Océanologie, membre élue de la section 30 du comité national ;
- Mme COLIN Catherine, Professeure des universités, Institut de Mécanique des Fluides de Toulouse, membre nommée de la section 10 du comité national ;
- M. DOUADY Christophe, Professeur des universités, Laboratoire d'Ecologie des Hydrosystèmes Naturels et Anthropisés, membre élu de la section 29 du comité national ;
- Mme GULMINELLI Francesca, Professeure des universités, Laboratoire de Physique Corpusculaire de Caen, membre nommée de la section 1 du comité national ;
- Mme KLEINER Isabelle, Directrice de recherche du CNRS, Laboratoire inter-universitaire des systèmes atmosphériques, membre élue de la section 4 du comité national ;
- M. MAURICE Tanguy, Directeur de recherche du CNRS, membre élu de la section 28 du comité national ;
- Mme PINEL-HENRYON Catherine, Directrice de recherche du CNRS, Institut de Recherches sur la Catalyse et l'Environnement de Lyon, membre élue de la section 14 du comité national ;
- M. PROCYK Emmanuel, Directeur de recherche du CNRS, membre nommé de la section 26 et membre élu de la commission interdisciplinaire 54 du comité national ;
- M. CARLES Rémi, Directeur de recherche du CNRS, Institut de recherche mathématiques de Rennes, membre élu du conseil scientifique d'institut de l'Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions ;
- M. PLIEZ Olivier, Directeur de recherche du CNRS, Acteurs, ressources et territoires dans le développement, membre élu de la section 39 du comité national.

Article 4 - La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 07/02/22

Le Président – directeur général

Antoine PETIT

DEC221682DRH

Décision modificative relative au jury d'admission commun aux concours de recrutement des directeurs de recherche du CNRS organisés au titre de l'année 2022.

Le Président – directeur général du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques et notamment son article 44 ;

Vu, le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du Centre national de la recherche scientifique et notamment son article 13 ;

Vu, le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique - M. PETIT (Antoine) ;

Vu, l'arrêté du 1^{er} décembre 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de directeurs de recherche de 1^{ère} classe du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, l'arrêté du 1^{er} décembre 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de directeurs de recherche de 2^{ème} classe du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, l'avis du conseil scientifique en date du 27 janvier 2022 ;

DECIDE

Article unique

Dans la décision n°DEC220597DRH, remplacer « M. PLIEZ Olivier, Directeur de recherche du CNRS, Acteurs, ressources et territoires dans le développement, membre élu de la section 39 du comité national. » par « M. SOCK Rudolph, Professeur des universités, membre élu de la section 34 du comité national. ».

Fait à Paris, le 18 mai 2022

Le Président – directeur général,

Antoine PETIT



DEC221757DRH

Le président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps des fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques, et notamment son article 241-1-1 ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine PETIT aux fonctions de président du CNRS,

Vu la décision n° DEC221547DRH du 12 mai 2022 relative au taux de promotion de grade des fonctionnaires ingénieurs, techniciens et adjoints techniques du CNRS,

DECIDE

Article 1^{er} :


L'article 4 de la décision n° DEC221547DRH du 12 mai 2022 susvisée est modifié tel qu'il suit : « En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des adjoints techniques de la recherche pouvant être promus au titre de l'année 2023 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants » :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Adjoints techniques échelle C3	Adjoints techniques échelle C2	14,8 %	4
Adjoints techniques échelle C2	Adjoints techniques échelle C1	50 %	2

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le **21 JUIN 2022**


Antoine PETIT

Le Président-Directeur général du Centre national de la recherche scientifique

DEC221790DRH

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984, modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences, notamment articles 11 à 14-1 ;

Vu le décret n° 92-171 du 21 février 1992 portant statuts particuliers des corps d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur publics relevant du ministre chargé de l'agriculture, notamment articles 10 à 13-2 ;

Vu le décret n° 2018-105 du 15 février 2018 portant statut particulier du corps des professeurs et du corps des maîtres de conférences des écoles nationales supérieures d'architecture, notamment articles 20 à 23 ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de Président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la demande des intéressés ;

Vu l'avis des organismes d'origine ;

Vu la décision du 17 mai 2022 arrêtant la liste des enseignants chercheurs accueillis en délégation,

DECIDE

Article 1^{er} - L'article 1^{er} de la décision susvisée est modifié comme suit :

Les lignes suivantes sont supprimées

Nom		Prénom
Institut de chimie		
Mme	COBO	Saioa
Institut des sciences biologiques		
M.	SERRES	Julien
Institut des sciences humaines et sociales		
Mme	BIDET	Jennifer
M.	BOZO	Frédéric
Mme	EL QADIM	Nora
Mme	GUILBAUD	Auriane
M.	HUMPHREYS MANTEROLA	Derek

Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes

M.	HADJ-SAID	Nourredine
M.	MARTIN WITKOWSKI	Laurent

Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions

M.	OUDET	Edouard
----	-------	---------

Les lignes suivantes sont ajoutées

Nom	Prénom
-----	--------

Institut national de physique nucléaire et de physique des particules

M.	LAFORGE	Bertrand
----	---------	----------

Institut écologie et environnement

Mme	ATYAME NTEN	Célestine
M.	EL KALAMOUNI	Chaker

Institut de physique

M.	GUILLON	Grégoire
Mme	PANATI	Annalisa
M.	RIGUTTI	Lorenzo

Institut des sciences de l'information et de leurs interactions

Mme	SOARE	Marta
-----	-------	-------

Institut des sciences humaines et sociales

Mme	CASCIARRI	Barbara
Mme	CHIODI	Véra
Mme	LEDUC	Guyonne
M.	MANIGLIER	Patrice
M.	SALEM-GERVAIS	Nicolas

Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions

M.	DAHMANI	François
M.	HASPOT	Boris

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 11 juillet 2022

Pour le Président-directeur général,
Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE




Le Président-Directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique**DEC221791DRH****Décision portant sur l'accueil en délégation en résidence, au CNRS, des enseignants-chercheurs (campagne 2022)**

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret n°84-431 du 6 juin 1984, modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences, notamment articles 11 à 14-1 ;

Vu, le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de Président du Centre National de la recherche scientifique ;

Vu, la demande des intéressés ;

Vu, l'avis des organismes d'origine ;

ARTICLE 1^{er}

Sont retenus en vue de leur accueil en délégation en résidence les enseignants-chercheurs dont les noms suivent :

Nom	Prénom
Institut des sciences humaines et sociales	
Mme BODENSTEIN	Felicity
Mme ELLIOTT	Michelle
Mme FENNETAUX	Arianne
M. FRERE	Dominique
Mme GAUTHIER	Estelle
Mme GUEDJ	Muriel
Mme GUILLON	Olivia
Mme LEGUY	Cécile
Mme MEKDJIAN	Sarah
Mme NACHTERGAEL	Magali
M. POULOT	Dominique
M. PREVOT	Nicolas
M. TILLIER	Bertrand
Mme VERLAINE	Julie
Mme VARTEJANU-JOUBERT	Madalina

Article 2

Les modalités d'accueil en délégation sont décidées par le Président-Directeur général. Les conventions d'accueil en délégation mentionnées à l'article 14 du décret du 6 juin 1984 ; susvisé sont établies conformément aux dispositions indiquées sur le tableau en annexe.

Article 3

L'affectation dans les unités comportant une zone à régime restrictif est décidée sous réserve de l'obtention du visa du haut fonctionnaire de défense et de sécurité du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.


Article 4

La présente décision sera publiée au bulletin officiel du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 21 juillet 2022

Le Président-Directeur général

Antoine PETIT



DEC221849DR02

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3608 intitulée République des savoirs : Lettres, Sciences, Philosophie

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180329DAJ du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à Mme Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale pour la circonscription Paris B (DR02), devenue circonscription Paris-Centre par décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité USR3608 intitulée République des savoirs : Lettres, Sciences, Philosophie, dont la directrice est Mme Sophie ROUX ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant recodification de l'USR3608 en UAR3608 ;

DECIDE :

Article 1

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3608. Ce conseil est mis en place pour la durée restant à courir du mandat de l'unité.

Article 2

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- 1 membre de droit : la directrice de l'unité
- 8 membres élus dont :
 - 1 élu.e dans le collège des ITA
 - 5 élu.e.s dans le collège des C/EC
 - 2 élu.e.s dans le collège des doctorant.e.s et post-doctorant.e.s
- 6 membres nommés

Article 3

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4

La décision DEC200792DR02 du 5 mars 2020 est abrogée.

Article 5

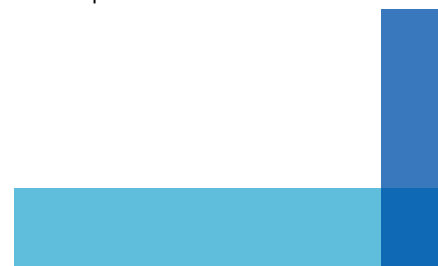
La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Véronique DEBISSCHOP

CNRS

Délégation Paris-Centre
16 rue Pierre et Marie Curie
75005 Paris
T. 01 42 34 94 00
www.cnrs.fr



DEC221868DR06

Décision portant institution d'une régie temporaire de recettes auprès du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274).

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, l'arrêté du 26 avril 2021 relatif aux régies d'avances et de recettes des organismes publics nationaux situées à l'étranger,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision n° DEC191404DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de Mme Edwige Helmer-Laurent aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription Centre-Est,



DECIDE :**Article 1^{er} - Institution de la régie et recettes encaissées**

Il est institué auprès du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274) une régie de recettes temporaire pour la période du 28 juin 2022 au 15 juillet 2022.

installée 1 rue Grandville, 54000 NANCY,

pour l'encaissement des recettes suivantes : tous droits relatif au colloque MBP'22 (inscriptions au colloque, soirée de gala...),

Le régisseur encaisse les recettes réglées par les redevables selon le seul mode de règlements en numéraire,

Le régisseur doit tenir une comptabilité générale qui fait apparaître et permet de justifier à tout moment la situation de ses disponibilités et la ventilation des recettes encaissées.

Article 2 - Compte de dépôt de fonds

Le régisseur ne dispose pas d'un compte de dépôt de fonds au Trésor.

Article 3 - Montant de l'encaisse

Le montant maximum de l'encaisse s'élève à

- 20 000€ pour les espèces détenues.

L'encaisse est constituée de l'ensemble des recettes encaissée par le régisseur, tous moyens de paiement confondus.

Article 4 - Montant du fonds de caisse

Le montant du fonds de caisse permanent s'élève à 1 000€ dont :

- 1 000€ pour les espèces détenues.

Article 5 - Encaissements en numéraires

Lorsque les recettes, prévues à l'article 1, sont encaissées en numéraire, le régisseur délivre en contrepartie, à l'utilisateur, un ticket ou à défaut, une quittance.

Article 6 - Chèques

Les chèques bancaires sont remis à l'encaissement sur le compte de dépôt de fonds ouvert au Trésor au plus tard le lendemain de leur réception par le régisseur.

Article 7 - Versement des recettes en numéraire

Les recettes encaissées en numéraire sont versées à l'agent comptable secondaire dès que le montant perçu atteint le montant de l'encaisse maximum fixé à l'article 3 pour les espèces, hors montant du fond de caisse permanent, ou à défaut, à l'issue de la période de fonctionnement de la régie temporaire de recettes.

Article 8 - Versement des recettes encaissées sur le compte de dépôt de fonds

Sans objet.

Article 9 - Pièces justificatives

Le régisseur transmet à l'agent comptable secondaire les pièces justificatives des recettes encaissées par ses soins (et reversées à la caisse de l'agent comptable secondaire) à l'issue de la période de fonctionnement de la régie temporaire de recettes.

Article 10 - Cautionnement

Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement.

Article 11 - Indemnité de responsabilité

Le régisseur ne peut pas percevoir une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par l'article 4 du décret n°2019-798 du 26/07/2019.

Article 12 - Responsabilité du régisseur

Le régisseur engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour les opérations effectuées dans le cadre de la régie.

Article 13 - Désignation du régisseur et des mandataires

Le régisseur est désigné par la déléguée régionale après agrément de l'agent comptable secondaire assignataire.

Article 14 - Dispositions finales

- I. La Déléguée régionale et l'Agent comptable secondaire de la Délégation Centre-Est sont chargés de l'exécution de la présente décision.
- II. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy, le 27 juin 2022,

La Déléguée régionale,

Avis conforme de l'Agent comptable
secondaire,

Edwige HELMER-LAURENT

Vincent TOLDRE



DEC221519INSB

Décision portant modification de l'intitulé de l'unité mixte de recherche n°5239 intitulée « Laboratoire de biologie moléculaire de la cellule (LBMC) ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des Unités relevant du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5239 intitulée « Laboratoire de biologie moléculaire de la cellule (LBMC) » ;

Vu l'accord du partenaire ;

Vu l'avis du directeur de l'Institut des sciences biologiques ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Dans la décision DEC201509DGDS susvisée, la disposition relative à l'unité mixte de recherche susvisée est modifiée comme suit :

Intitulé : Laboratoire de Biologie et Modélisation de la Cellule (LBMC)

Article 2 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 22 juin 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC221977DR07

Décision portant modification de la décision n°DEC213557DR07 du 21 octobre 2021 portant création d'un conseil de service au sein de la délégation régionale Rhône Auvergne

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions du CNRS ;

Vu la décision DEC220190DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M. Laurent Barbieri, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC213557DR07 du 21 octobre 2021 portant création d'un conseil de service au sein de la délégation régionale Rhône Auvergne,

DECIDE :

Article 1er :

A compter du 1^{er} septembre 2022, l'article 2 de la décision DEC213557DR07 du 21 octobre 2021 susvisée est modifiée comme suit :

« • 4 membres nommés :

Hélène CURVAT (COM)
Peggy BARRIER (SMP)
Amandine YVE (SPS)
Elodie MICOUD (SRH) »

Article 2 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 13 juillet 2022

Pour le président - directeur général et par
délégation,
Le délégué régional
Laurent Barbieri



DEC221902DR14

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5277 intitulée Institut de Recherche en Astrophysique et Planétologie (IRAP)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180339DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Christophe Giraud, délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest (DR14) ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5277 intitulée Institut de Recherche en Astrophysique et Planétologie (IRAP),

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Institut de Recherche en Astrophysique et Planétologie (IRAP).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 19 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 13 membres élus :
 - 5 collègue chercheurs/enseignants-chercheurs
 - 5 collègue ITA/BIATSS
 - 3 collègue personnels non permanents (1 doctorant, 1 post doctorant, 1 ITA/BIATSS)
- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 04/07/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Christophe Giraud



DEC221900DR14

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5312 intitulée Institut Clément Ader (ICA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180339DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Christophe Giraud, délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest (DR14) ;

Vu la décision DEC201525DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5312 intitulée Institut Clément Ader (ICA),

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Institut Clément Ader (ICA).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 19 membres :

- le directeur de l'unité ;
- les 2 directeurs adjoints ;
- 10 membres élus :
 - 6 collèges chercheurs/enseignants-chercheurs
 - 2 sous collège C/EC habilités à diriger des recherches ou enseignants de rang A
 - 4 sous collège C/EC non habilités à diriger des recherches
 - 2 collèges ITA/BIATSS
 - 2 collèges personnels non permanents (doctorant, post doctorant, ATER)
- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 04/07/2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Christophe Giraud



DEC221855SGCN

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique.

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 91-179 du 18 février 1991 modifié relatif au fonctionnement des Sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2021 portant création de commissions interdisciplinaires au Comité national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique;

Vu la décision DEC162080SGCN du 22 septembre 2016 relative au règlement intérieur des Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique,

Vu la décision DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca Grassia aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la décision DEC220226DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Francesca Grassia, secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS).

DECIDE**Article 1er**

Les sièges suivants sont à pourvoir, pour les Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national mentionnées ci-dessous :

Section 1 : « Interactions, particules, noyaux, du laboratoire au cosmos »

1 - Sièges – Collège C

Section 8 : « Micro- et nanotechnologies, micro- et nanosystèmes, photonique, électronique, électromagnétisme, énergie électrique »

1 - Sièges – Collège B2

Section 31 : « Hommes et milieux : évolution, interactions »

1 - Sièges – Collège B2

Commission interdisciplinaire 51 : « Modélisation mathématique, informatique et physique pour les sciences du vivant »

1 - Sièges – Collège B

Commission interdisciplinaire 52 : « Environnements sociétés: du savoir à l'action »

2 - Sièges – Collège A

2 - Sièges – Collège B

Commission interdisciplinaire 53 : « Sciences en société: production, circulation et usages des savoirs et des technologies »

3 - Sièges – Collège A

1 - Sièges – Collège B

Commission interdisciplinaire 54 : « Phénomènes fondamentaux et propriétés collectives du vivant: développements instrumentaux, expériences et modèles physiques »

2 - Sièges – Collège B

1 - Sièges – Collège C

Article 2

Les Commissions interdisciplinaires concernées éliront un membre pour chaque siège vacant parmi les personnes ayant fait acte de candidature à cette fin.

Pour le remplacement des membres élus des Commissions interdisciplinaires, les candidats doivent appartenir à une instance du Comité national de la recherche scientifique.

Article 3

Les candidatures doivent être établies en un fichier unique incluant le formulaire de déclaration de candidature annexé à la présente avec signature manuscrite, accompagné d'un curriculum vitae et le cas échéant, de la liste des travaux, et productions scientifiques les plus récents. Il est recommandé de joindre également une lettre de motivation. L'ensemble du dossier ne devant pas excéder 10 pages.

Elles doivent obligatoirement parvenir en un fichier unique au Secrétariat général du Comité national, soit par courriel (sgcn.secretariat@cns.fr), soit par courrier postal (CNRS-SGCN, 3 rue Michel Ange - 75016 PARIS), avant le **07 SEPTEMBRE 2022 à 18h00.**

Le formulaire de déclaration de candidature est téléchargeable à l'adresse ci-dessous :

- pour les sections

http://www.cns.fr/comitenational/sieges_vacants/sections/Annexe_Section.pdf

- pour les commissions interdisciplinaires :

http://www.cns.fr/comitenational/sieges_vacants/cid/Annexe_CID.pdf.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS. Une mention de cette décision sera faite au *Bulletin officiel* du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Fait à Paris, le 23-JUIN-2022

*Pour le président-directeur général et par délégation,
la Secrétaire générale du Comité national*

Francesca Grassia

DEC221641DRH

Décision portant nomination de M. Maxime Flamant aux fonctions de chargé de mission

Le Président-directeur-général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS,

DECIDE :

Article 1er

M. Maxime Flamant, ingénieur de recherche 2^e classe, est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué aux ressources pour la direction des ressources humaines, du 1^{er} mai 2022 au 30 avril 2023. Sa mission consiste à co-animer la filière RH avec la directrice adjointe des ressources humaines et la chef de service de la communication.

Pour l'exercice de cette mission, M. Maxime Flamant demeure affecté à la délégation régionale Lille.

Article 2

Du 1^{er} mai 2022 au 30 avril 2023, M. Maxime Flamant percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 - subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation régionale Normandie.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 7 juin 2022

Le Président-directeur général,

Antoine PETIT

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

CNRS
3, rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16

Directeur de la publication
Christophe Coudroy

Pour consulter le BO et ses archives
<http://www.dgdr.cnrs.fr/bo/>

Dépôt légal à parution
Juillet 2022

ISSN 1148-4853

